

ALGÉRIE-LIBYE

M. Boukadoum s'entretient au téléphone avec le nouvel émissaire de l'ONU pour la Libye

P. 24

COMMUNICATION

M. Belhimer souligne le "grand intérêt" accordé par l'Algérie nouvelle aux médias nationaux

P. 3

LOI SUR LES HYDROCARBURES

La commission ad-hoc à pied d'œuvre pour parachever les textes d'application restants

P. 6

AUDIENCES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

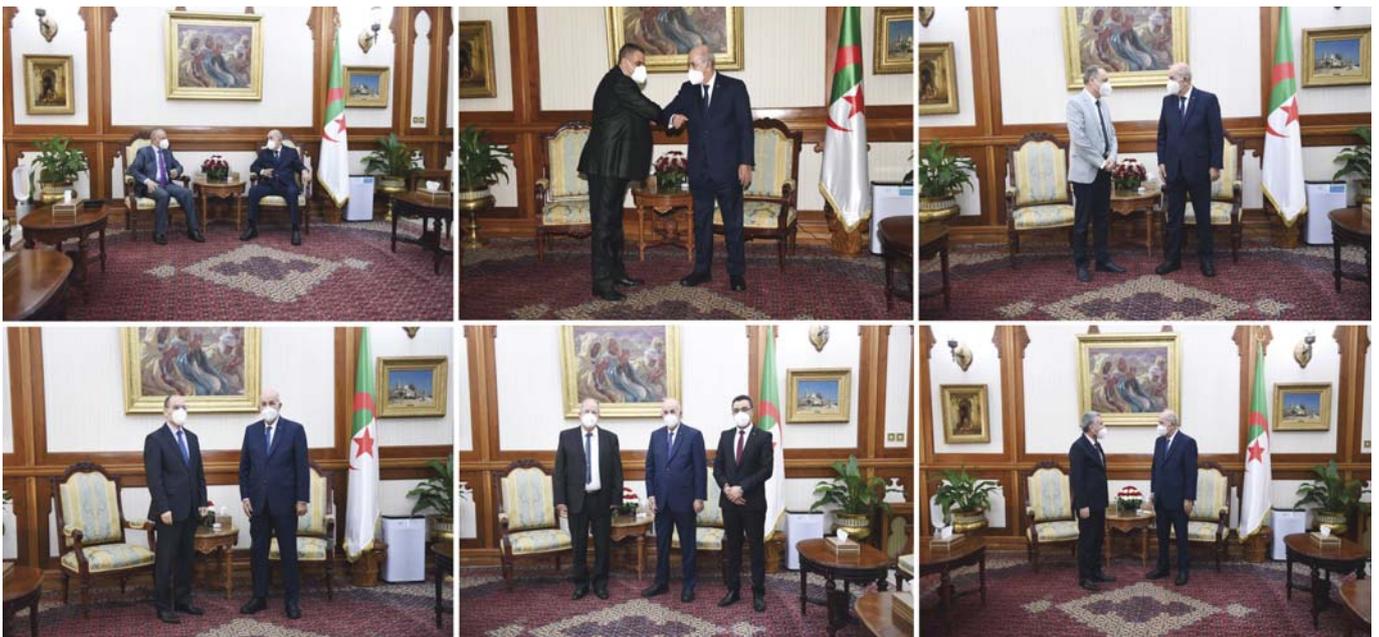
Des responsables de partis politiques reçus à El Mouradia

Le week end a été chargé pour le Président de la République qui a reçu un certain nombre de responsables de partis politiques, le samedi dernier, dans le cadre des consultations régulières

qu'il a toujours menées sur la conduite des affaires du pays. Une occasion pour ces partis politiques de connaître les éclairages du Président Tebboune sur la situation et les perspectives du pays et de

faire part de leurs points de vue sur la manière d'insuffler de nouvelles dynamiques de développement à tous les niveaux. P. 24

DKnews



JOURNÉE DE LA LANGUE MATERNELLE

Rencontre les 20 et 21 février à Chlef sur la langue amazighe

P. 4

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Disponibilité à prendre en charge les préoccupations socio-professionnelles des enseignants et des chercheurs

P. 3

MINES

Le secteur des mines vise à atteindre 500 kg de production aurifère (ministre)

P. 6

SANTÉ

PÉRINÉE Pourquoi il faut le muscler avant d'accoucher

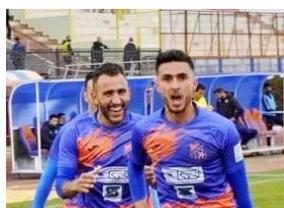
P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (13^e JOURNÉE)

L'OM rejoint provisoirement l'ESS en tête du classement

P. 21



3^e FESTIVAL DU MONODRAME DE CARTHAGE

Trois œuvres algériennes au programme

P. 16

CASIER JUDICIAIRE EN LIGNE

Lancement du service

P. 2

MÉTÉO

Des vents forts souffleront sur plusieurs wilayas du sud du pays (BMS)



Des vents forts souffleront de lundi à mardi, parfois en rafales avec des soulèvements de sable réduisant fortement la visibilité, sur plusieurs wilayas du sud du pays, indique dimanche un bulletin météorologique spécial (BMS) du Centre national des prévisions météorologiques.

Les wilayas concernées par ce BMS, dont la validité court de lundi (6h00) à mardi (6h00), sont: Adrar, Tindouf, sud de Ouarglan sud de Ghardaïa, nord d'Illizi et nord de Tamanrasset, précise la même source.

Les vents souffleront d'Est à Nord-Est à une vitesse estimée entre 60 et 70 km/h avec des rafales atteignant ou dépassant parfois 80 km/h.

SONATRACH

10 puits équipés de pompes alimentées par l'énergie solaire à El Oued

Le compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé samedi dans un communiqué avoir réalisé dix (10) puits équipés de pompes alimentées par l'énergie solaire au niveau de l'Oued Ittel, région d'El Baadj, dans la wilaya d'El Oued, dédiés à l'irrigation des terres agricoles.

"Sonatrach en sa qualité d'entreprise citoyenne et fidèle à sa responsabilité sociétale a réalisé dix (10) puits équipés de pompes alimentées par l'énergie solaire au niveau de l'Oued Ittel, région d'El Baadj, wilaya d'El Oued, dédiés à l'irrigation des terres agricoles, et ce, selon les normes en la matière et dans les délais arrêtés", a précisé la même source.

Ces puits d'eau ont été livrés aux autorités locales le 3 février, qui a leurs tours les ont mis à la disposition des agriculteurs bénéficiaires, a ajouté le communiqué publié sur sa page Facebook.

M'SILA

Réception "au premier semestre 2021" de 50 cantines scolaire

Le projet portant réalisation et équipement de 40 cantines scolaires localisées dans plusieurs communes de la wilaya de M'sila sera réceptionné "avant la fin du premier semestre 2021", ont indiqué, dimanche les services de la wilaya.

Dans les détails, 33 cantines scolaires sont actuellement en chantier et 17 autres en phase de démarrage des travaux, selon les mêmes services qui ont ajouté qu'une opération séparée portant sur la réception de 16 cantines scolaires est en phase de finition.

La même source a relevé que pas moins de 4000 élèves bénéficieront des services de ces 50 cantines scolaires après parachèvement des travaux et mise en services de ces structures ont expliqué les mêmes services, notant qu'une enveloppe financière de l'ordre de 570 millions de dinars a été allouée, courant 2020-2021 pour l'amélioration des repas servis aux écoliers de 690 écoles réparties à travers les 47 communes de la wilaya de M'sila.

Les services de la wilaya ont également souligné que 152 000 scolarisés du palier primaire, à M'sila, dans ses zones d'ombre notamment, bénéficient de repas chaud.

SANTÉ

Décès du Pr Hamoudi, le père de la neurochirurgie en Algérie



Le père de la neurochirurgie en Algérie, le moudjahid Pr Mohamed Hamoudi Abada, est décédé samedi à l'âge de 90 ans, a appris l'APS auprès de ses proches.

Le Pr Abada avait rejoint les rangs de la glorieuse Armée de libération nationale (ALN) en 1957 à Tunis.

Il faisait partie des équipes de médecins de la Révolution. Après l'indépendance, il est considéré comme le père de la neurochirurgie en Algérie, ayant formé plusieurs générations de médecins dans cette spécialité. Mohamed Hamoudi Abada faisait également partie du premier groupe des six (6) médecins algériens et étrangers, notamment des français et des italiens, formé en 1963, pour le démarrage de la spécialité de la neurochirurgie en Algérie.

En 1969, il devient professeur agrégé et prend la direction du service de neurochirurgie de l'hôpital Mustapha-Pacha, un service qu'il quittera en 1990 pour ouvrir son cabinet à Alger.

Le Pr Abada a, également, fait partie de l'équipe médicale qui a suivi la maladie de l'ancien président de la République, Houari Boumediene, décédé en décembre 1978.

BLIDA

Saisie de 3 kg de kif traité

Les services de la Gendarmerie nationale de Blida ont saisi trois (3) kg de kif traité et arrêté un dealer accusé également de vol à main armée et de destruction des biens d'autrui, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale.

Agé de 37 ans, le suspect a été arrêté par des éléments de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Chréa, soutenus par la brigade de sécurité et d'intervention de Blida.

Il a été poursuivi pour "possession et transport de drogue (kif traité) pour la vendre", et "vol à main armée avec destruction volontaire des biens d'autrui", a-t-on ajouté de même source. La perquisition du domicile du prévenu a abouti à la saisie de trois (3) kg de kif traité, quatre (4) armes blanches de grand calibre et d'un montant de 22.000 DA, issu de la vente de cette quantité de drogue.

Le suspect a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes, a précisé la même source.

ASSOCIATION WAHA DE CONSTANTINE

Activités ludiques au profit d'enfants atteints de cancer

L'association Waha d'aide aux malades du cancer de la wilaya de Constantine a organisé samedi, au siège de Dar Waha situé à Ali Mendjeli, des activités ludiques au profit d'une trentaine d'enfants atteints de cancer, et ce, dans le cadre de la journée internationale du cancer de l'enfant, célébrée le 15 février de chaque année.

A cet effet, la même source a rappelé l'ambition de l'association Waha d'aide aux malades du cancer de créer un Centre d'oncologie pédiatrique à Ali Mendjeli (COPAM), destiné à la prise en charge des enfants malades du cancer de la région Est du pays, et dont la concrétisation reste tributaire de l'affectation du terrain nécessaire.

Selon l'association Waha, environ 500 nouveaux cas de cancer chez des enfants de moins de 14 ans sont enregistrés chaque année dans cette même région.

A noter que la journée internationale du cancer de l'enfant, instaurée le 15 février 2002, a pour objectif d'informer et de sensibiliser le grand public sur les cancers de l'enfant mais aussi de récolter des dons pour faire avancer la recherche concernant les cancers de l'enfant, dont les plus courants sont la leucémie et les tumeurs cérébrales.

AGENCE NATIONALE DES DÉCHETS

Sondage sur la consommation du pain et la gestion des déchets



L'Agence nationale des déchets (AND) a lancé, récemment, un sondage sur la consommation du pain, l'utilisation des sacs en plastique, le tri sélectif et la réduction de la production des déchets et ce dans le souci d'élaborer une stratégie nationale pour la sensibilisation en matière de gestion des déchets, a-t-on appris samedi auprès de l'AND.

Ce sondage vise à prendre connaissance du comportement du citoyen algérien concernant la consommation du pain, l'utilisation des sacs en plastique, le tri sélectif et la réduction de la production des déchets et ce dans le cadre d'une étude globale que s'attèle à réaliser l'AND, selon les explications fournies par la responsable de la communication de l'AND, Mme Sarah Tazerout. Destiné au grand public, ce sondage, lancé sur le site électronique mis en place par l'AND, permettra de prendre connaissance des grandes orientations sur les comportements du citoyen et d'élaborer une stratégie nationale efficace pour la sensibilisation dans ce domaine.

Selon les données de l'AND, le citoyen algérien produit une moyenne variant entre 290 et 300 kg de déchets ménagers annuellement, dont 54% de déchets organiques pouvant être transformés en engrais.

L'AND appelle à la transformation de ces déchets en engrais organique, notamment à travers le processus de fabrication du compost individuel, à même de permettre la réduction des émissions de carbone et l'atténuation des dommages causés par les déchets à l'environnement.

GRAVURES RUPESTRES DE TAXLENT (BATNA)

Une équipe du CNRPAH prochainement sur le site



Une équipe du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH) se rendra "dans les prochains jours" sur le site de Taxlent (Batna) pour examiner les gravures rupestres nouvellement mises au jour, a affirmé samedi le directeur local de la Culture, Omar Kebbour.

L'équipe de scientifiques effectuera une expertise approfondie du site pour notamment "dater les gravures et comprendre leur contenu", a indiqué à l'APS le responsable.

Il s'agit de peintures rupestres de différentes couleurs exécutées avec une technique développée, qui indiquerait son appartenance à la période du néolithique qui précède l'apparition de l'écriture, lit-on sur la page de la direction.

COMMUNICATION

M. Belhimer souligne le "grand intérêt" accordé par l'Algérie nouvelle aux médias nationaux

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a mis en avant, samedi à Alger, le "grand intérêt" accordé par l'Algérie nouvelle aux médias nationaux, sous le haut patronage du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, insistant sur le rôle "primordial" de la Radio nationale dans la couverture et le traitement médiatiques du dossier Covid-19.

Dans son allocution à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Radio sous le slogan: "La radio, un accompagnateur permanent de la société en toutes circonstances et crises, la pandémie du coronavirus comme échantillon", M. Belhimer a affirmé que le haut parrainage du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de cette célébration reflète "le grand intérêt que l'Algérie nouvelle accorde aux médias nationaux", au sein desquels la Radio algérienne, a-t-il dit, "a joué un rôle pionnier dans la résistance contre l'occupation abjecte et dans l'expression des préoccupations et aspirations du citoyen".

Pour le ministre, les radios nationales et thématiques, ainsi que les stations radios de proximité, ont joué un rôle "primordial" dans la couverture et le traitement médiatiques du dossier Covid-19, indiquant que l'infection au coronavirus d'un nombre de journalistes et de la famille de la radio centrale et locale "n'a pas empêché la famille de cette institution prestigieuse de poursuivre sa mission au service du citoyen, malgré la conjoncture difficile et la gravité de la pandémie".

Après avoir exprimé son respect pour tous ceux qui ont accompagné le citoyen en permanence pendant près d'un an de l'apparition de la pandémie du nouveau coronavirus à travers divers "programmes adaptés et innovants diffusés en différentes langues sur les ondes de la Radio", le porte-parole du Gouvernement a expliqué que ce média a su, notamment grâce à l'Internet et aux dossiers podcasts qui permettent d'écouter des programmes de longue durée au moment choisi, comment "s'adapter à l'évolution technologique en cours".

A cette occasion, il a rappelé



que la Radio algérienne a su, depuis des années, comment construire une relation de confiance avec ses auditeurs, et "c'est ce que nous veillons à consolider, a-t-il dit, en développant ses outils de travail, sa numérisation, et l'élargissement du réseau des médias locaux et de proximité".

De son côté, le DG de la Radio algérienne, Mohamed Baghali, a indiqué que la célébration de la journée mondiale de la Radio, qui intervient cette année dans des circonstances particulières, lors desquelles les peuples du monde ont partagé les mêmes souffrances en même temps, est l'occasion de mettre en exergue le rôle de la Radio dans l'accompagnement de la société dans la gestion de cette pandémie. "Chaque auditeur objectif ne peut qu'être en admiration devant le rôle et les missions nobles de la Radio (...) dans la sensibilisation et l'accompagnement

des opérations de solidarité des instances officielles et des acteurs de la société", et ce grâce à la "forte" participation des véritables acteurs des différentes instances et institutions, particulièrement dans les secteurs de la santé, l'institution de l'Armée nationale populaire (ANP), les collectivités locales et les associations, a-t-il soutenu.

A cette occasion, M. Baghali a annoncé le prolongement, dans les prochains jours, des horaires de diffusion de la Radio Coran, lancée par l'ancien directeur général, l'écrivain et romancier, feu Tahar Ouetar, pour une diffusion 24/24h, à la demande des auditeurs, pour la consécration de l'orientation religieuse modérée et tolérante de l'Etat algérien".

Il a fait état, en outre, de l'hommage rendu au Moudjahid et ancien directeur général de la Radio algérienne entre 1991 et 1995, Lamine Bechichi, en baptisant la

salle de spectacles de la Radio de son nom. Pour rappel, feu Bechichi, dont un hommage lui a été rendu par le ministre de la Communication, en présence des membres de sa famille, a participé au processus d'édification de l'Algérie et à l'enrichissement du patrimoine culturel national. Il a occupé, en outre, plusieurs postes, dont directeur de l'Institut national de la Musique et ministre de la Communication en 1995.

La crise sanitaire donne un leçon au citoyen pour revoir son quotidien

Ont participé à cette célébration, plusieurs responsables représentant différentes institutions de l'Etat, dont le président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, Pr Kamel Senhadji qui considère que la catastrophe sanitaire vécue à travers le monde

"nous a donné une leçon pour revoir tous les aspects de notre vie quotidienne".

"Nous sommes tenus d'opérer un changement radical dans tous les domaines", a-t-il dit. Evoquant cette pandémie sur les plans sanitaire et scientifique, Pr. Senhadji a indiqué que cette catastrophe sanitaire a contraint les savants à procéder, en peu de temps, à une analyse moléculaire du virus et à trouver des solutions rapides notamment le vaccin dont l'élaboration durait des années par le passé.

Aujourd'hui, la société est plus consciencieuse et a acquis une culture scientifique et préventive, a-t-il dit, d'où le nombre "réduit" de cas de grippe saisonnière, d'autant que le citoyen respecte le protocole sanitaire.

De son côté, le représentant du Ministère de la Défense nationale, le Colonel Abdelhamid Harrat a salué le rôle de la radio nationale, évoquant les actions menées par le ministre durant la conjoncture difficile qu'a traversée l'Algérie, notamment la pandémie du coronavirus.

Il a rappelé que le ministre avait assuré, depuis le début, tous les moyens nécessaires pour faire face à ce virus, en garantissant les moyens de transport et l'aide au citoyen, particulièrement dans le Sud, outre la conversion d'un hôtel en hôpital au profit des malades.

Au terme de cette célébration, le ministre de la Communication a inauguré la salle de spectacles Lamine Bechichi, en présence du Directeur général de l'Agence Algérienne presse service (APS), Fakhreddine Beldi, du directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV), Ahmed Bensebane et du président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Mohamed Louber.

UNIVERSITÉ

M. Benziane disposé à prendre en charge les préoccupations socio-professionnelles des enseignants et des chercheurs

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a fait part de sa disposition à prendre en charge les préoccupations socio-professionnelles des enseignants, des chercheurs permanents et des personnels de la recherche, lors d'une réunion tenue jeudi avec la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (FNESRS) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Sur son compte Facebook, le ministre a écrit avoir eu une rencontre avec "le Bureau national de la FNESRS, sous la conduite de son Secrétaire général, Messaoud Amarna, lors de laquelle nombre de préoccupations socio-professionnelles des enseignants ont été soulevées, notamment le problème principal relatif à la stabilité des enseignants, en l'occurrence le logement".

A ce titre, la FNESRS a demandé "le dégel" de tous les projets de logement géral et "l'actualisation" des listes des bénéficiaires des logements de fonction, à travers "le contrôle" du fichier national, et ce en vue de récupérer les logements de fonction, dont les bénéficiaires avaient bénéficié d'autres formules, a fait savoir le ministre.

Lors de la réunion, le problème des assiettes foncières dans certains pôles universitaires a également été soulevé. FNESRS

a également demandé "réactivation" des logements d'emprunt et soulevé la question de bénéficier d'autres formules de logement.

Les logements attribués aux enseignants à Blida et à Tlemcen et dont la cession demeure "suspendue", sont en voie d'être régularisés, et ce en coordination avec les instances concernées à l'effet de les céder au profit des enseignants, a ajouté le ministre. Concernant les salaires, le ministre a indiqué que ce dossier "concerne tous les secteurs", ajoutant que ceci n'empêche pas la formation d'un atelier dédié à l'examen du statut particulier".

La FNESRS a indiqué, dans un communiqué, avoir soulevé les multiples préoccupations des enseignants, d'autant qu'elle a demandé "la régularisation de la situation des projets de logement attribués aux enseignants depuis 2008 dans les différents wilayas du pays et la levée de gel sur ces projets".

La FNESRS a insisté également sur "la mobilisation de l'assiette foncière pour les projets programmés depuis 2008 à l'instar du lot de 650 logements à Alger et la ville universitaire à Annaba et Blida ...etc, tout



en plaidant pour l'impératif de "permettre aux enseignants et chercheurs de bénéficier des logements dans le cadre des différentes formules telles que "AADL".

La fédération a évoqué, à cette occasion, le dossier des 550 logements inscrits depuis 2013 au profit des chercheurs permanents et des personnels de soutien à la recherche.

D'autres dossiers ont été mis sur la table tels que la situation des 125 logements à Blida et 92 logements de Tlemcen et Béchar et d'autres relevant de l'Office national de promotion immobilière des personnels de l'Enseignement supérieur (OPIPES) dissout dont les propriétaires sont toujours en attente, depuis des années, d'une régularisation financière et administrative.

Concernant les instances scientifiques, les revues et les laboratoires de recherche, la FNESRS a insisté sur la révision des modalités de fonctionnement de ces instances.

Il s'agit aussi de mettre fin à "certaines pratiques négatives" des responsables de ces instances scientifiques, a ajouté la fédération, proposant de "dépêcher des commissions d'inspection périodiques à ces instances".

La FNESRS a appelé aussi à octroyer des primes et des indemnités aux directeurs de laboratoires, les chefs d'unités de recherche et les membres en vue d'améliorer la performance scientifique, a ajouté la même source qui a affirmé que cette revendication a été "satisfaite par le ministère".

Dans le même sillage, la Fédération a mis l'accent sur "la révision des statuts des enseignants universitaires, des chercheurs permanents et des personnels de soutien à la recherche outre la révision de la grille des salaires", annonçant le lancement prochain "d'un atelier pour la formulation d'un projet complémentaire dans ce sens". Dans le cadre de l'évaluation de la démarche de partenariat et de dialogue, la FNESRS a souligné la nécessité de préserver cet acquis.

JOURNÉE DE LA LANGUE MATERNELLE

Rencontre les 20 et 21 février à Chlef sur la langue amazighe (HCA)

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) organise, les 20 et 21 février, une rencontre à Chlef sur la place de la langue amazighe dans les systèmes de l'enseignement et de la communication, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, célébrée le 21 février de chaque année, indique dimanche un communiqué du HCA.

Dans le cadre des célébrations de cette journée consacrée le 21 février de chaque année, par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco), la place de la langue amazighe dans les systèmes de l'enseignement et de la communication dans son volet radiophonique, ainsi qu'autour des efforts du mouvement associatif dans la collecte, la sauvegarde et la recherche dans le domaine du patrimoine matériel et immatériel à travers le territoire national notamment, sera au centre de cette rencontre. Des expositions de livres, interfaces audiovisuelles et de produits artisanaux, ainsi qu'une série de conférences et d'activités littéraires culturelles et artistiques, programmées par le HCA au siège de la wilaya de Chlef, seront animées par des académiciens, des responsables d'associations et enseignants de la langue amazighe dans la wilaya de Chlef et ses différentes régions, à Béni Haoua et à Zebboudja.

Selon les organisateurs, cette rencontre est considérée comme "une opportunité de dialogue et de débat pour consolider la place



de la langue amazighe dans les systèmes de l'Éducation nationale et de la communication entrepreneuriale, notamment dans le secteur radiophonique à travers les programmes d'expression amazighe diffusés sur les ondes des différentes chaînes locales et nationales".

Le HCA a rappelé, dans ce cadre, que la consécration de tamazight par la Constitution comme langue nationale et officielle signifie "l'exploration et l'étude des voies et

moyens devant permettre la généralisation progressive de cette langue ancestrale, ainsi que son enseignement et sa promotion à travers la diffusion radiophonique". "La pluralité linguistique, dès l'âge de la petite enfance, encourage la diversité culturelle et l'inclusion des langues utilisées en Algérie dans le système éducatif et la vie sociale en général, consolide la cohésion sociale et alimente la solidarité entre les individus", ajoute le Hca.

HISTOIRE

«Le recueil des témoignages sur l'âpre lutte algérienne pour le recouvrement de l'indépendance est indispensable»

Le secrétaire général (SG) du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebika, a appelé, dimanche dans la wilaya déléguée de Timimoun (Adrar), à faire connaître aux jeunes la glorieuse histoire de leur pays, à travers le recueil de témoignages vivants sur l'âpre lutte du peuple algérien pour le recouvrement de son indépendance.

M.Rebika s'exprimait, au troisième jour de sa visite de travail dans la wilaya, lors de sa visite d'un centre de tortures où les forces coloniales françaises exerçaient d'abominables exactions durant les interrogatoires de moudjahidine de la guerre de libération. Il a mis l'accent, à ce titre, sur l'importance de l'écriture de l'Histoire pour lever le voile sur les crimes français, une mesure à même d'immuniser les générations futures et transmettre le message des Chouhada, a-t-il souligné lors de cette visite qui entre dans le cadre de la commémoration du 61ème anniversaire des explosions nucléaires françaises à Reggane (Adrar).

S'agissant de cette commémoration, M.Rebika a mis en avant les travaux du séminaire scientifique qui ont révélé les compétences scientifiques algériennes concernant le suivi de ce dossier avec des techniques modernes susceptibles de faire la lumière, sur la base de preuves scientifiques, sur ces crimes nucléaires, ainsi que sur la réhabilitation des zones affectées.

Lors de sa visite d'un centre de repos pour Moudjahidine, veuves de Chouhada et Ayants-droit, M.Rebika a indiqué qu'un travail est en cours au ministère de tutelle pour la réouverture de cette structure, dans le respect des mesures de prévention sanitaire contre la Covid-19. Le SG du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a visité, au terme de sa tournée de travail dans la wilaya déléguée de Timimoun, une exposition de travaux et produits de la femme rurale et de la femme au foyer, ainsi que des dispositifs d'emploi prévus pour l'accompagnement de cette catégorie de la société.

EMPLOI

"La numérisation pour améliorer le service public" (Djaâboub)

Le programme du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale repose sur la modernisation et la numérisation du secteur et de l'ensemble des établissements sous tutelle, l'objectif étant d'éliminer la bureaucratie, améliorer le service public et répondre aux préoccupations des citoyens dans "les meilleurs délais", a affirmé samedi à Alger le ministre du secteur, El Hachemi Djaâboub. Supervisant en compagnie de plusieurs ministres la cérémonie de sortie de la 5ème promotion 2019-2020 de l'École supérieure de la sécurité sociale (ESSS), M. Djaâboub a déclaré que "le programme du ministère repose sur la modernisation et la numérisation du secteur et des établissements sous tutelle, l'objectif étant d'éliminer la bureaucratie, améliorer le service public et répondre aux préoccupations des citoyens dans les meilleurs délais".

M. Djaâboub a indiqué que la réalisation de ces objectifs, "repose essentiellement

sur l'élément humain compétent qui croit en l'institution dont il relève et le caractère sacré au service de l'autre". Après avoir souligné que le ministère compte faire de l'ESSS "un édifice national et continental pour la formation et la formation continue en faveur du secteur de l'emploi", M. Djaâboub a ajouté que cela exige "le développement et l'adaptation des programmes et méthodes en phase avec les défis et les attentes du secteur dont nous oeuvrons à opérer une réforme réelle et radicale par la révision de ses performances et sa gestion". De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a affirmé que son département ministériel s'emploiera en coordination avec le ministère du Travail à accompagner constamment l'ESSS en matière d'encadrement pédagogique spécialisé et des offres de formation assurées par l'École ainsi que la formation continue pour l'encadrement

administratif. Cet accompagnement, souligne le ministre, implique "l'ouverture de filières et spécialités dans les nouveaux métiers qui s'inscrivent dans le cadre des axes prioritaires dans la formation", soulignant que la coordination avec le ministère du Travail vise à "renforcer la formation dans le domaine de la protection et de la sécurité sociale et apporter une expertise en matière de réalisation de mémoires pratiques.

La 5e promotion est composée de 86 étudiants diplômés de l'École supérieure de sécurité sociale (ESSS) ayant obtenu des Masters professionnels dans les spécialités de la protection sociale, dont le Master en Droit de la protection sociale, en Gestion stratégique et opérationnelle des organismes de la protection sociale et en gestion des systèmes informatiques de la protection sociale.

Lors de cette cérémonie, cette promotion a été baptisée du nom du moudjahid Bachir

TRANSPORT FERROVIAIRE

Renforcement des dessertes sur les grandes lignes (SNTF)

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) renforcera, à partir de lundi, le trafic ferroviaire sur les grandes lignes dans le cadre de la reprise progressive de la circulation des trains de transport des voyageurs, a-t-elle annoncé dimanche dans un communiqué. Le société ferroviaire a annoncé la reprise du trafic ferroviaire sur la ligne Alger-Constantine-Annaba (Aller-retour), ainsi que l'ajout de deux trains sur la ligne Alger-Oran, aller et retour. La compagnie ferroviaire a fixé les horaires de la reprise des trains sur la ligne Alger-Constantine-Annaba comme suit: départ à 6h25, le samedi, lundi et mercredi. Annaba-Constantine-Alger: départ à 6h10 le dimanche, mardi et jeudi. Elle a mentionné que ces trains desserviront les gares des grandes villes, notamment: Bouira, Bordj Bou Arreridj, Sétif, El Eulma, Constantine,

Skikda et Annaba. Pour la ligne Alger-Oran (Aller-retour) le départ est prévu à 6h10 et 14h00, avec arrêts dans les grandes gares. La SNTF a indiqué par ailleurs, que les relations assurées par des trains couchettes sont actuellement interrompues, en application du protocole sanitaire. Elle a également précisé que la circulation des trains dont les horaires coïncident avec les heures de confinement partiel à domicile, reprendra progressivement selon l'évolution de la situation sanitaire. "Cette reprise intervient après la décision des autorités publiques, de la reprise progressive et contrôlée de l'activité du transport inter-wilayas des voyageurs", a rappelé le communiqué. Pour plus d'informations, l'entreprise publique a appelé les usagers du train à ce rapprocher des gares SNTF, ou consulter son site web : www.sntf.dz.

ROUTE TRANSSAHARIENNE

Le projet sera totalement achevé d'ici juin prochain

Le ministre des Travaux publics et ministre par intérim des Transports, Farouk Chiali, a annoncé dimanche à Alger la réception de la route transsaharienne en juin prochain après l'achèvement total du projet reliant Alger à la ville de Lagos (Nigeria) sur un linéaire de plus de 4000 kilomètres.

Intervenant sur les ondes de la radio nationale, M. Chiali a indiqué qu'une cérémonie sera organisée au Niger pour annoncer l'achèvement de ce projet africain qui relie Alger à Lagos, précisant que les derniers travaux sont en train d'être réalisés par une entreprise algérienne.

"Les derniers tronçons à finaliser se trouvent au Niger et seront achevés d'ici mai ou juin prochain", a-t-il mentionné, précisant que ce projet structurant dispose aussi de branches reliant d'autres pays de la région, à savoir la Tunisie, le Mali. M. Chiali a affirmé que des travaux sont en cours pour transformer la transsaharienne en autoroute au niveau de l'Algérie. "Tous les projets de routes au niveau du Sud ont été retenus comme des projets prioritaires, parce que le développement du pays va être orienté vers l'Afrique subsaharienne", a-t-il souligné, citant entre autres le renforcement de la route reliant Adrar-Reggan-Bordj Badji Mokhtar sur un linéaire de 550 kilomètres, ainsi que les routes Tamanrasset-Ain Guezam et Tamanrasset-Ain Salah. La route nationale (RN 1) avait été intégrée dans le projet de la transsaharienne, a-t-il fait savoir, évoquant à ce propos des travaux engagés pour sa transformation en autoroute dans certains endroits.

"Le 28 octobre dernier, nous avons ouvert à la circulation le tronçon Chiffa-Berrouaghia sur 52 kilomètres et la RN 1 transformée en autoroute par endroits ce qui permet d'avoir 550 kilomètres d'autoroute entre Alger-Ghardaïa. Il nous reste à peine 7 kilomètres à terminer", a-t-il détaillé.

M. Chiali s'est exprimé aussi sur les projets en cours de réalisation dans certaines wilayas du Nord. Il s'agit notamment du projet de l'autoroute Tiaret-Belzane (52 kilomètres), dont l'étude est finalisée, ainsi que le projet de l'autoroute Ténès-Tissemsilt-Tiaret (220 kilomètres). Selon le ministre, le projet de Ténès-Tissemsilt est en cours de réalisation au niveau de Chlef et l'objectif tracé est de l'achever dans les prochains mois, a-t-il noté, alors qu'au niveau de Tissemsilt-Ain Defla, la route est pratiquement doublée, a-t-il soutenu.

L'autre dossier sur lequel est focalisé le secteur est celui de la réalisation des routes au niveau des zones d'ombre, a-t-il fait savoir, considérant que ce projet comme une des "priorités" du secteur. S'agissant du volet de financement, le secteur a bénéficié en 2021 d'un budget de 63 milliards DA destiné notamment pour l'entretien du réseau routier, dont 40 milliards DA seront mobilisés avec le ministère de l'Intérieur pour les chemins communaux et de wilayas et 13 milliards DA pour les routes nationales.

Quant à la réception totale de l'autoroute Est-Ouest, il a précisé que les engagements pris par les entreprises de réalisation seraient de livrer d'ici le 5 juillet prochain les 52 kilomètres les plus importants d'un tronçon restant.

OUM EL BOUAGHI

Renforcement prochain de l'AEP à Souk Naâmane

L'approvisionnement en eau potable (AEP) du chef-lieu de la commune de Souk Naâmane (Oum El Bouaghi) sera renforcé "à compter du mois de mars prochain" à partir du barrage d'Ouerkiss dans la commune d'Ain Fakroun, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de wilaya des Ressources en eau.

Le renforcement de la distribution d'eau dans cette agglomération de 25.000 habitants se fera grâce à l'exploitation d'un château d'eau de 1.000 m³ et de canalisations de 17 km linéaires, dont les travaux viennent d'être achevés, a indiqué à l'APS le chef de service mobilisation des ressources en eau, Hocine Zaâbab.

L'opération, actuellement au stade des essais techniques, permettra le pompage quotidien de 2.000 m³ de sorte à assurer un approvisionnement de l'agglomération une fois tous les deux jours au lieu d'une fois tous les cinq jours, a-t-il précisé.

Le barrage d'Ouerkiss alimente en eau potable les com-



munes d'Ain Beida, Berriche, Oum El Bouaghi, Ain M'lila, Ain Fakroun, Ain Kercha, Souk Naâmane et Henchir Toumeghni avec un volume quotidien de 90.000 m³.

EL TARF

Opération de nettoyage du monument Fort Moulin d'El Kala

Le fort moulin, un vestige de l'époque ottomane, dans la vieille Calle (El Kala) dans la wilaya d'El Tarf, fait l'objet d'une opération de nettoyage, dans une action de volontariat, à l'initiative du bureau d'El Kala de l'organisation nationale de la jeunesse à compétences scientifiques et professionnelle pour la protection de l'Algérie (ONJCSPPA) en coordination les APC d'El Kala, El Ayoun et Ramel El Souk.

Lancée vendredi dernier, cette action de bénévolat à laquelle se sont joints également de l'Entrepris régionale de génie rural, ERGR-Babor, les services de la conservation des forêts et des citoyens, se poursuit au troisième jour consécutif

avec "dynamisme et détermination", a précisé le directeur local de la culture et des arts, Adel Safi.

Rappelant qu'un projet de réhabilitation a été inscrit pour le fort moulin et puis gelé en 2015, le même responsable a ajouté que cette initiative vise à nettoyer un lieu chargé de faits historiques des années qu'il subit depuis des années en raison de l'incivisme des certains citoyens.

Selon la présidente du bureau local de l'ONJCSPPA, Abir Ajim, 50 tonnes de déchets, entre branchages, herbes folles, plastiques et autres gravats ont été ramassés par les bénévoles au cours de ces trois jours de nettoyage.

Elle a également sou-

ligné que cette région compte de nombreux autres monuments dont une église, un musée, des forteresses et plusieurs autres vestiges disséminés un peu partout et nécessitant davantage d'actions de bénévolat pour la sauvegarde de ces éternels témoins du passage de plusieurs civilisations dans cette région. Pour beaucoup de bénévoles rencontrés sur le site, le renforcement de l'éclairage et la surveillance des lieux permettraient, dans un premier temps, de mieux protéger le site et dissuaderaient les "intrus" de détériorer un pan de l'histoire de l'ancienne Calle, la cité surnommée Mers El Khezz.

Aussi, les bénévoles ont relevé "l'intérêt

croissant" dont fait l'objet, aujourd'hui, le patrimoine et les multiples enjeux liés à la valorisation des sites historiques et la création de richesses et d'emplois. Inscrit sur l'inventaire supplémentaire des services locaux de la culture en 2012 et proposé à la classification en tant que patrimoine national et dont la demande est en attente au niveau de la tutelle, le fort moulin était jadis un lieu d'exploitation et d'exportation du corail. Implanté sur une falaise, surplombant le port, le fort moulin, un site s'étalant sur 500 m², était également une tour de contrôle des navires et bateaux disposant de plusieurs pièces et d'un passage secret conduisant directement à la mer.

CHLEF

Réception prochaine de cinq infrastructures de jeunes

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Chlef sera prochainement renforcé de cinq (5) nouvelles infrastructures de jeunes à l'effet de redynamiser le secteur au niveau local, a-t-on appris, samedi, du directeur de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ).

Il s'agit ainsi de la "réception prochaine de cinq nouvelles infrastructures de jeunes à Ouled Farès, à Chlef (siège de la commune) mais aussi à Sidi Abderrahmane, susceptibles de redynamiser le secteur au niveau local, a indiqué à l'APS, Lesnami Lhadj, soulignant le parachèvement des travaux de ces structures, dans l'attente de leur équipement "dans les prochains jours", a-t-il précisé.

Il s'agit, a-t-il ajouté, d'une auberge de jeunes d'une capacité de 50 lits, devant être réceptionnée au siège de la commune de Chlef, une maison de jeunes au pôle universitaire d'Ouled Farès, un com-

plexe sportif de proximité, une auberge de jeunesse ainsi qu'une maison de jeunes dans la commune de Sidi Abderrahmane. Soulignant l'importance de ces structures en matière de divertissement des jeunes de la région, M. Lesnami a appelé les associations actives dans ce domaine, à "assurer leur exploitation idoine et d'en faire un point d'attraction des jeunes de manière à contribuer à la lutte contre les fléaux sociaux mais aussi à encourager l'émergence de leurs talents et dons".

Selon le directeur de l'ODEJ de Chlef, la wilaya compte actuellement 72 établissements de jeunes, répartis sur ses 35 communes. "Ce nombre d'établissements sera porté à 78 à la fin de l'année en cours, vu le taux d'avancement des chantiers de l'auberge de jeunes de l'Oued Sly et des complexes sportifs de proximité des communes de Chettia et de l'Oued Fodda", a-t-il fait savoir.

S'agissant de la reprise des ac-

tivités des jeunes, au regard de la situation épidémiologique et des mesures de prévention contre la Covid-19, M. Lesnami a souligné que "la majorité des salles et maisons de jeunes ont repris progressivement leurs activités conformément au protocole sanitaire préventif, au moment où les auberges et camps de jeunes demeurent fermés", a-t-il indiqué.

A noter l'organisation, la semaine dernière, au niveau de l'ODEJ, d'une session de formation sur les "Techniques de communications et de plaidoirie", au profit des cadres du mouvement associatif de la commune d'Ouled Abdeldkader, dans le cadre du soutien accordé aux associations. Les projets du soutien ont bénéficié d'un financement, au titre Programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local (CapDel) entre le gouvernement algérien, l'Union Européenne et le PNUD.

APS

OUARGLA

Vers la création d'une station d'élevage de reines abeilles sahariennes

Des démarches sont entreprises pour créer une station d'élevage de reines abeilles sahariennes à Ouargla, a-t-on appris dimanche du Conseil professionnel de l'apiculture de la wilaya.

La réalisation de cette station s'inscrit dans le cadre des efforts menés pour la protection et l'exploitation de l'abeille saharienne (*Apis mellifica sahariensis*), originaire du sud-ouest du pays, Ain-Sefra, Mécheria, Bechar et Béni-Ounif notamment, a affirmé à l'APS Chaker Medaken, apiculteur et président du Conseil local de la filière.

Parfaitement adaptée aux dures conditions naturelles des zones arides et semi-arides, l'abeille saharienne est aujourd'hui menacée de disparition, suite aux traitements acaricides et à l'introduction volontaire ou par la transhumance de l'abeille tellienne "abeille noire", a-t-il souligné.

Le projet en question s'ajoutera, une fois en service, à d'autres installations similaires au Sud-est, à l'instar de celles de Biskra et Guerrara (Ghardaïa), a-t-il encore fait savoir. Introduite à Ouargla depuis une décennie, l'apiculture affiche des perspectives prometteuses de développement, en potentialités humaines et matérielles qui ne nécessitent qu'à être mobilisées, assure M. Medaken.

La filière est devenue un segment incontournable pour certains agriculteurs, notamment des arboriculteurs et maraichers, pour la pollinisation des plantes, a-t-il précisé en signalant que le professionnalisme des apiculteurs locaux ayant relevé le défi, ainsi que les sessions de formation organisées par les services

agricoles en faveur des apiculteurs, de la femme rurale et des jeunes désireux d'investir dans ce créneau, ont contribué à son développement.

Les apiculteurs à Ouargla se sont spécialisés dans plusieurs variétés de miel typiquement saharien de différentes couleurs et saveurs, telles que le "multiflora", "Loubina", "Sedra", "Zita", "Bougriba" et "Jujubier", vu la nature des fleurs butinées et la spécificité du couvert végétal du milieu oasien notamment, a relevé cet apiculteur.

Le type de miel est obtenu par une transhumance des ruches jusqu'aux régions de Djelfa et El-Bayadh, a-t-il relevé. Il est commercialisé aujourd'hui au consommateur, à des prix variant entre 4.000 à 5.000 dinars le kilogramme, a indiqué M. Medaken, en ajoutant que le miel reste toujours un produit utilisé à des fins thérapeutiques et non pas pour l'usage quotidien.

La wilaya d'Ouargla compte actuellement 36 apiculteurs, des deux sexes, concentrés particulièrement dans les régions d'Ouargla, Hassi-Messaoud et Touggourt, et enregistre une récolte moyenne annuelle oscillant entre 20 à 40 quintaux de miel, en plus de la production de cire, de gelée royale, de pollen et de propolis. S'agissant des contraintes du développement de la filière dans la wilaya, M. Medaken a cité, entre autres, le manque d'espaces appropriés à la commercialisation, les frais inhérents au déplacement des ruches d'abeilles pour transhumance et les dépenses liées à l'acquisition de la matière première nécessaire à l'activité apicole et qui greffent lourdement le budget des apiculteurs.

BOUIRA

Plus de 7.500 dossiers de logements sociaux examinés

Plus de 7.500 demandes de logements sociaux ont été examinées par les commissions d'enquête de la wilaya en prévision de la distribution prochaine de plus unités, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya.

"Quinze brigades (commissions) d'enquête ont examiné jusqu'à présent 7.531 dossiers de demandes de logements sociaux pour la municipalité de Bouira", a expliqué la cellule de la communication de la wilaya dans un communiqué. Suite aux protestations que connaît depuis plusieurs mois la ville de Bouira, le wali Lekhal Ayat Abdeslam s'est réuni, samedi soir, avec des représentants de la société civile et de quartiers ainsi qu'avec le président de l'Assemblée populaire communale (APC) est les responsables de la Daïra, pour apporter des éclaircissements sur le cours des enquêtes concernant les logements sociaux à Bouira, a-t-on précisé. Selon le même communiqué, "des enquêtes administratives seront lancées très bientôt pour examiner 5.693 autres dos-

siers introduits auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de l'agence foncière de la wilaya (AGFW)".

Ainsi, les services de la Daïra ont appelé tous les souscripteurs à réactualiser leurs dossiers avant le 18 février en cours en prévision de l'établissement de la liste définitive des bénéficiaires, est-il souligné. Dans ce contexte, le premier magistrat de la wilaya, a réitéré son engagement à assurer une distribution "équitable et transparente" des logements sociaux, dont l'opération devrait se faire dans les prochaines semaines.

"Aucune anomalie ou violation de la loi dans l'établissement de la liste des bénéficiaires ne sera tolérée. Je veillerai en personne à ce que le cours de l'opération soit transparent et équitable", a insisté M. Lekhal Ayat. Le même responsable a saisi cette occasion pour écouter, les préoccupations des jeunes, des représentants des quartiers de la ville et de la société civile, présents à la réunion et dont la majorité réclame l'amélioration des conditions de vie.

LOI SUR LES HYDROCARBURES La commission ad-hoc à pied d'œuvre pour parachever les textes d'application restants

La commission de préparation des textes d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, poursuit ses réunions afin de parachever les textes restants et permettre à l'Algérie de lancer des appels d'offres internationaux et relancer sa production pétrolière, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Énergie. "Les réunions de la commission de préparation des textes d'application de la nouvelle loi sur les hydrocarbures 13-19, composée de 7 groupes de travail, se poursuivent depuis le 10 février courant à Oran", a précisé la même source. Ces groupes sont constitués d'un groupe d'aval et marketing, un pour le volet institutionnel, un pour le volet fiscal, un pour le transport des hydrocarbures et un groupe technique en plus d'un autre groupe pour les contrats et un autre pour la santé, la sécurité et l'environnement, ajoute la même source. Ces groupes de travail comptent des experts et cadres algériens représentant le ministère de l'Énergie, Alnaft, Sonatrach, ainsi que l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH). Active depuis août 2020, la commission est parvenue à parachever 35 textes d'application sur un total de 43 dont 32 ont été transmis au Secrétariat général du Gouvernement (SGG) qui œuvre d'arrache-pied à leur examiner et à les approuver. Les groupes de travail se penchent aussi sur la préparation de projets de contrat, a ajouté la même source. Evoquant le rythme de travail de cette commission, la même source a indiqué que les groupes travaillent de jour comme de nuit, y compris les jours fériés pour parachever les textes d'application restants.

FINANCE ISLAMIQUE Installation de près de 190 guichets dans les banques publiques

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a indiqué lundi à Tlemcen que près de 190 guichets de finances islamiques ont été installés dans les banques publiques au niveau national. Le ministre a souligné, lors de l'inauguration de deux nouveaux espaces au niveau de l'agence du Crédit populaire algérien (CPA) de Tlemcen, l'un réservé à la finance islamique et l'autre aux petites et moyennes entreprises (PME), en compagnie du Directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, que la finance islamique, depuis son adoption en mars 2020, a fait de grands pas ayant permis aux banques publiques en particulier et aux banques privées de manière générale, d'adopter ce nouveau système. La généralisation de la finance islamique au niveau des banques publiques avoisine les 190 guichets et des centaines de comptes sont gérés par ce système avec ses divers produits, a-t-il fait savoir, relevant que la loi ne permet pas d'exploiter plus de sept produits principaux. D'autres produits seront agréés, à l'avenir, afin d'accompagner les exigences des citoyens et des opérateurs, a ajouté M. Benabderrahmane. Concernant le guichet réservé aux PME, le ministre a indiqué qu'il est destiné à une catégorie spécifique d'investisseurs et accompagne, à l'aide d'une ingénierie financière, les besoins de ces entreprises pour leur permettre de se développer, insistant sur le fait que "la banque doit être un accompagnateur et non pas seulement un financier, en orientant l'opérateur vers l'activité qui doit réaliser des bénéfices à court, moyen et long termes". "L'objectif derrière la mise en place de ces mécanismes de financement est de permettre à l'économie nationale de sortir de la philosophie de l'économie de rente et aller vers l'économie aux ressources multiples", a-t-il encore souligné, affirmant que "ceci ne sera réalisé que par l'adhésion des opérateurs économiques à la politique de production et d'investissement productif". M. Benabderrahmane a indiqué que toutes les banques réparties à travers les wilayas du pays proposeront des produits suivant les spécificités des régions, dans le but de promouvoir le produit national et de réaliser la sécurité alimentaire. D'autre part, le ministre a inauguré, en compagnie du DG des Douanes, lors de la première journée de sa visite à Tlemcen, le nouveau siège de l'inspection des douanes et la cité d'habitation des douanes au quartier de "Boudjelida" dans la commune de Tlemcen. Une réunion avec les opérateurs économiques, les chambres de commerce et d'agriculture des wilayas de Tlemcen, Saïda et Sidi Bel-Abbes est au programme de la visite.

MINES

Le secteur des mines vise à atteindre 500 kg de production aurifère (ministre)

Le secteur des mines a élaboré un programme pour augmenter la production aurifère nationale et couvrir la demande sur ce métal précieux, l'objectif étant d'atteindre une production de 500 kg par an, a indiqué samedi le ministre des Mines, Mohamed Arkab.

Depuis jeudi dernier, le secteur a entamé l'octroi de 218 licences minières d'exploitation d'or, a indiqué le ministre qui était invité du forum du quotidien "Echaab".

Dans ce cadre, les jeunes concernés par l'opération seront soumis à une mise à niveau et une formation en partenariat avec le ministère de la Formation professionnelle dans les domaines de la prospection et de la préservation de l'environnement, en collaboration avec l'Agence nationale des activités minières (ANAM) qui les accompagnera pour une exploitation optimale et conforme au cahier des charges.

En 2020, la production aurifère nationale a atteint 58 kg, dont 17 kg ont été récupérés dans le cadre des opérations menées par l'Armée nationale populaire (ANP) pour la récupération du brut pillé. Le ministre a



révélé l'existence d'un stock national aurifère souterrain considérable estimé à 124 tonnes, particulièrement dans les wilayas de Tamanrasset et d'Illizi, citant que la mine d'Amesmessia dont les réserves dépassent 45 tonnes et qui fait face à des problèmes techniques qui empêchent d'atteindre la

profondeur exigée.

Cette mine a besoin d'un partenaire technologique qualifié pour la prospection à une profondeur de 400 mètres, a indiqué M.

Arkab, précisant que de nouveaux champs aurifères avaient été découverts à Bordj Badji Mokhtar et au sud de Tindouf.

Le secteur qui a élaboré

un cahier des charges et lancé un appel d'offres pour la prospection de 5 mines d'or dans le sud algérien, vise, entre autres, à élargir les champs d'exploitation artisanale de l'or, en recourant aux experts en matière de prospection et d'exploration.

Le secteur, indique le ministre, a déployé de grands efforts pour sensibiliser les jeunes quant au danger du mercure et du cyanure dans l'exploration de l'or, soulignant que le décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) en septembre dernier interdit l'utilisation des produits chimiques dans l'extraction de l'or.

Durant les derniers mois, plusieurs visites ont été effectuées avec d'autres secteurs dans les zones d'exploitation de l'or pour sensibiliser les jeunes au risque d'utilisation de ces produits et les interdire sur le plan légal, a-t-il ajouté.

Ouvrir la voie aux investisseurs algériens et étrangers pour fournir la matière première et réduire les importations

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab a déclaré, samedi, que le secteur s'apprête à ouvrir la voie aux investisseurs algériens, en partenariat avec les étrangers via les PME, pour réduire la facture des importations et couvrir la demande sur la matière première destinée aux industries de transformation.

Le secteur s'attelle actuellement à actualiser le cadre législatif et juridique, notamment la loi 14-05 qui permet de réduire la durée de récupération des fonds de prospection et permet aux investisseurs de tirer profit des résultats des opérations de prospections effectuées, a indiqué M.

Arkab qui était invité du forum du quotidien "Echaab".

L'ouverture du domaine minier implique l'organisation des investisseurs et du secteur privé pour investir dans des projets efficaces, a-t-il souligné, ajoutant que des ressources sont importées en devise à des sommes colossales, en dépit de la disponibilité de la matière dans le pays, à l'instar du manganèse, du granit et de l'argile.

Pour ce faire, le secteur s'oriente vers l'encouragement des petits projets et l'amendement des lois, en vue de rendre le secteur plus attractif et plus flexible, développer les infrastructures minières et de promouvoir les sites de minerais et les exploitations artisanales de l'or.

A ce titre, M. Arkab a indiqué que les zones d'ombre renfermaient des réserves importantes de matières premières entrant dans la composition des intrants destinés aux industries, ce qui les érige en "un pôle important pour l'activité minière", rappelant que le ministère œuvre à la consolidation des industries manufacturières, en recourant à l'expertise nationale et étrangère qui peut assurer les matières premières entrant dans d'autres industries.

Pour les métaux rares, le ministre a indiqué que dans le cadre de la convention conclue entre l'Agence nationale des activités minières

(ANAM) et l'Office national de recherche géologique (ORGM), il sera procédé au lancement de 26 importants projets d'exploitation minière, dont certains ont trait à l'exploitation de matériaux rares.

Le secteur vise à prospecter le lithium, indispensable pour les batteries, les batteries rechargeables et les batteries des panneaux solaires, à Adrar, dans le Hoggar, Tassili et Biskra, ainsi que le diamant, dont les minerais indicateurs ont été trouvés par le secteur dans les zones volcaniques, notamment à Reggane (w.Adrar).

Pendant, la prospection du diamant requiert des sommes considérables, ce qui est plus efficace d'accorder la priorité aux minerais qui connaissent une grande demande sur le marché, a estimé le ministre.

Concernant le projet de gisement de zinc et de plomb de Oued Amizour dans la wilaya de Bejaia, le ministre a fait état de son lancement, au cours du 1er trimestre de l'année en cours, et ce après l'achèvement des études qui se poursuivent toujours, dans le but d'"une meilleure préparation en vue de son s'y lancer", a-t-il expliqué.

Dans le cadre de ces projets, le ministère a mis en place un plan, en vue d'associer les universités dans les grands projets, à travers une convention signée avec le secteur de l'Enseignement supérieur et qui comprend tous les centres et laboratoires au niveau national, portant accompagnement du secteur des mines dans le développement et l'encadrement de ses projets.

A la recherche d'un partenaire technologique maîtrisant l'exploitation minière

La manière de gestion du projet d'extraction de Phosphate à Tébessa a été révisée, a fait savoir le ministre, rappelant que la première étape consiste en l'exploitation de 02 milliards tonnes de la réserve de phosphate à Ouled El Hodba et les régions voisines dans le cadre d'un cahier de

charge et la création de deux usines de l'acide phosphorique à Oued El Kebrit (Souk-Ahras) dans la deuxième étape, puis la fabrication des engrais par le groupe ASMIDAL à Annaba.

Le cahier de charge est fin prêt et nous allons commencer la recherche d'un partenaire technologique dans les prochaines semaines, a-t-il annoncé, ajoutant que ce groupe permettra de couvrir la demande nationale avant de s'orienter vers l'exportation.

Concernant l'exploitation aurifère, le secteur a consacré 220 périmètres dont 92 habités à Tamanrasset et 128 autres à Illizi pour la collecte des pierres contenant une grande concentration d'or dans une profondeur de 5 mètres. Le Groupe industriel public Manadjim El Djazir (MANAL) a créé des banques d'or à Tamanrasset et Illizi et procédé à la formation des jeunes de ces régions.

Dans ce cadre, il a été procédé à la création d'une banque d'or à Djanet et une autre à Bordj El Houas pour offrir aux jeunes activant en la matière, l'équivalent de l'or extrait.

Dans le domaine des cartes géologiques, le ministre a fait état d'un projet supervisé par le service Géologie relevant du ministère pour l'élaboration de 75 cartes par voie aérienne, ayant pour objectif l'actualisation des données géologiques en coordination avec l'Armée nationale populaire (ANP) et la réalisation des travaux topographiques.

Les cartes montrent les données précises concernant la concentration d'un stock de produits dans n'importe quelle région ce qui permet aux investisseurs d'avoir une idée et créer la valeur ajoutée.

Concernant les critères de sélection des partenaires étrangers compétents, le ministre a affirmé que le secteur cible le partenaire technologique maîtrisant le mieux l'exploitation minière dont une étude de faisabilité sera lancée dans ce sens.

PÉTROLE

La demande mondiale de pétrole augmentera de 5,8 millions de barils par jour en 2021, selon l'OPEP

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a révisé à la baisse ses prévisions de demande mondiale de pétrole pour 2021, prévoyant une croissance annuelle de 5,8 millions de barils par jour (b/j) dans son rapport mensuel publié jeudi.

C'est environ 100.000 b/j de moins que les prévisions du mois dernier, principalement en raison de la prolongation ou de la réintroduction de mesures de confinement dans un certain nombre de pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), indique le rapport.

Les prix au comptant du pétrole brut ont fortement augmenté en janvier, le prix du panier quotidien de l'OPEP augmentant de 5,21 dollars, d'un mois sur l'autre, pour atteindre en moyenne 54,38 dollars le baril, précise le rapport.

Alors que la pandémie continue de dominer les développements écono-



miques mondiaux, les perspectives d'amélioration de l'endiguement du COVID-19 augmentent, selon l'OPEP.

Le document prévoit aussi que l'activité économique "devrait accélérer considérablement" d'ici la

fin juin 2021, alors que l'impact de la pandémie de virus s'atténue et que l'élan devrait être soutenu par une demande refoulée, en particulier dans les secteurs des services à forte intensité de contacts comme le tourisme, les loisirs et l'hôtellerie.

Toutefois, avertit l'OPEP, de nombreux défis subsistent, notamment les variants du COVID-19 et l'efficacité des vaccins contre ces mutations.

En outre, la dette souveraine dans la plupart des économies a atteint des niveaux tels qu'une augmentation des taux d'intérêt pourrait entraîner de graves tensions budgétaires, selon le rapport.

BOEING - AIRBUS

Washington maintient les taxes contre Bruxelles

L'administration Biden a annoncé le maintien pour le moment des taxes supplémentaires sur certains produits européens, qui sont entrées en vigueur le 12 janvier dernier, dans le cadre du vieux litige entre Boeing et Airbus. Dans une notification, qui doit être publiée vendredi au journal officiel, les services du représentant américain au Commerce indiquent qu'il n'est pas nécessaire à ce stade de revoir "cette sanction commerciale. Depuis son arrivée à la Maison Blanche, le président Joe Biden a laissé entendre qu'il ne modifierait pas les tarifs douaniers supplémentaires qui ont été mis en place par l'administration de son prédécesseur.

Mais il a exprimé sa volonté de renouer des liens pacifiés avec ses alliés historiques dont les pays de l'Union européenne (UE).

Les droits de douane concernés avaient été annoncés fin 2020 et visent des produits français et allemands: +25% sur les vins non pétillants, moûts de raisin et cognacs, et +15% sur certaines pièces aéronautiques.

Il était entré en vigueur quelques jours avant la fin du mandat de Donald Trump, pendant lequel les relations commerciales des Etats-Unis avec l'UE se sont profondément détériorées.

"Le représentant américain au commerce continuera à examiner les mesures prises au cours de l'enquête", est-il notifié dans le document.

Les taxes appliquées depuis janvier s'ajoutent à celles imposées depuis 2019 sur des produits européens (vin, fromage, huile d'olive, whisky) et sur les avions d'Airbus.

Airbus et son concurrent américain Boeing, et à travers eux l'UE et les Etats-Unis, s'affrontent depuis octobre 2004 devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les aides publiques versées aux deux groupes, jugées illégales, dans le plus long conflit commercial traité par le juge de paix des échanges mondiaux.

Les Etats-Unis ont été autorisés fin 2019 à imposer des taxes sur près de 7,5 milliards de dollars de biens et services européens importés chaque année, la sanction la plus lourde jamais imposée par l'OMC.

Dans une décision miroir un an plus tard, l'institution a autorisé l'UE à mettre en place des taxes sur des produits importés des Etats-Unis.

L'UE impose depuis des droits de douane sur 4 milliards de dollars d'exportations américaines.

Le président français Emmanuel Macron a suggéré lors d'une conversation téléphonique à son homologue américain Joe Biden, le 24 janvier, que les deux pays règlent ce vieux litige, a rapporté mercredi la chaîne d'informations financières CNBC.

EMIRATS

Des entreprises relancent les recrutements après un ralentissement dû à la crise sanitaire

Certaines entreprises aux Emirats arabes unis devaient revenir au mode de recrutement cette année, après un ralentissement dû à la crise sanitaire du Covid-19, et nombre d'entre elles recruteront probablement du personnel débutant, selon une nouvelle enquête de Job Index menée par le portail de l'emploi publiée dimanche.

Parmi les organisations sondées dans le pays, 52% devraient pourvoir des postes de cadre junior (52%), de directeur des ventes (22%), de réceptionniste (19%) et de directeur des ventes (17%), ont affirmé les auteurs de l'enquête.

Environ quatre employeurs sur dix (38%) ont également exprimé leur intention d'embaucher des candidats ayant une expérience en vente et marketing, tandis que 37% recherchent des candidats ayant une expérience en gestion et 25% préfèrent des profession-

nels ayant une expérience de niveau intermédiaire.

L'indice, qui est publié deux fois par an, indique que l'activité de recrutement dans le pays a considérablement ralenti l'année dernière, de nombreuses entreprises ayant eu du mal à maintenir leurs opérations au milieu des défis posés par la pandémie de coronavirus.

Les employeurs ont été contraints de réduire leur masse salariale et les salaires de leur personnel, et ont gelé leurs plans de recrutement pour rester à flot. Selon les estimations précédentes, la pandémie avait laissé des centaines de milliers de travailleurs sans emploi aux EAU l'année dernière.

Lors de la recherche de nouveaux talents, les employeurs se tourneraient vers les candidats capables de communiquer efficacement, ainsi que vers ceux qui peuvent diriger une équipe.

Selon l'enquête, de bonnes compétences en communication en arabe et en anglais sont préférées par 52% des entreprises, suivies par de bonnes compétences en leadership (38%).

Les candidats vivant déjà aux EAU sont également préférés par un certain nombre d'entreprises (38%), ainsi que par ceux qui font équipe (36%) et ceux qui peuvent démontrer leur efficacité (36%).

En ce qui concerne les diplômés universitaires, les employeurs recherchent des diplômés en gestion d'entreprise (31%), en ingénierie (23%) et en commerce (18%).

Dans l'ensemble, les secteurs les plus attractifs actuellement pour les demandeurs d'emploi aux Emirats sont les soins de santé (les services médicaux 33%), l'ingénierie (conception 28%) et les technologies de l'information (commerce électronique 26%).

CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire réduit le coût d'achat du cacao pour relancer les ventes

Le Conseil du Café-Cacao (CCC) de la Côte d'Ivoire a fait des concessions sur plusieurs éléments entrant dans le coût d'acquisition de cacao par les exportateurs pour le compte de la saison 2020/2021, ont rapporté des médias locaux.

Les autorités ont supprimé en janvier dernier la prime à la qualité des fèves s'élevant à 70 livres par tonne et entériné une décote de 250 livres sur la tonne de cacao vendue dans le cadre de la petite traite d'avril à septembre.

La prime à la qualité aurait également été abolie sur les ventes restantes de la récolte principale et une décote de 200 livres sur la tonne s'appliquerait aussi actuellement. Si le coût de cette mesure reste

encore difficile à chiffrer, la démarche a déjà permis de donner un coup de fouet à la commercialisation extérieure qui tournait au ralenti depuis quelques mois avec la réticence des exportateurs.

Ces derniers jugeaient en effet la fève ivoirienne trop coûteuse dans un contexte de baisse de la demande en produits chocolats liée au coronavirus.

Alors que les ventes de cacao de la campagne intermédiaire ont bondi de 180?000 tonnes au début de janvier à 460?000 tonnes la semaine dernière, celles de la campagne principale ont atteint 1,6 million de tonnes durant la même semaine contre 1,45 million de tonnes à la fin

décembre. Selon de nombreux observateurs, la réduction effectuée par les autorités vient annuler le gain de 400 dollars sur la tonne de cacao appliqué dans le cadre du différentiel de revenu décent (DRD) durant la campagne 2020/2021.

Si pour certains, il s'agit d'une victoire pour les entreprises transnationales et les chocolatiers dans leur bras de fer avec les pays producteurs, d'autres estiment cependant que la démarche témoigne plus d'une adaptation des autorités ivoiriennes aux réalités du marché.

La Côte d'Ivoire vise la vente par anticipation d'un total de 555?000 tonnes de cacao d'ici la fin de ce mois.

KENYA

6 millions dollars sollicités auprès du FIDA pour soutenir la filière pomme de terre

Le gouvernement du Kenya a déposé une requête auprès du Fonds international du développement agricole (FIDA) pour obtenir une subvention de 656 millions de shillings (6 millions dollars) au profit de la filière pomme de terre, ont rapporté des médias locaux.

Cette enveloppe devrait permettre de renforcer la recherche et le développement de nouvelles variétés de pommes de terre afin de résoudre les problèmes rencontrés par le secteur.

Même si le pays est l'un des principaux producteurs africains de pomme de terre, il fait face à une pénurie de matériel végétal amélioré qui limite les rendements et l'empêche d'exploiter tout son potentiel.

Le pays ne produit que 6700 tonnes de semences par an alors que la demande avoisine les 30?000 tonnes.

Il compte essentiellement sur les importations de semences depuis les Pays-Bas et achète auprès des nations voisines comme la Tanzanie, des pommes de terre irlandaises pour répondre aux besoins de l'industrie de la transformation en frites et en flocons. "Si nous obtenons les fonds que



nous sollicitons, nous serions capables de produire des semences et suffisamment de tubercules de grande qualité pour répondre aux besoins du marché?", indique Hamadi Boga, secrétaire d'Etat au ministère de l'Agriculture.

La valeur du marché des semences de pomme de terre est estimée à 6 milliards de shillings (55 millions dollars).

Dans le pays, la culture du tubercule s'étend sur plus de 120?000 hectares.

CRIMINALITÉ

Trois individus arrêtés en flagrant délit dans une affaire de vol par effraction

Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la 7ème sûreté urbaine de Bordj El Bahri, relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida, ont arrêté trois individus suspects dans une affaire de vol par effraction en flagrant délit, a indiqué, samedi, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

L'opération a été rendue possible suite à des patrouilles nocturnes intensives menées au niveau du territoire de compétence par les éléments de la septième sûreté urbaine de Bordj El Bahri, et précisément au niveau du quartier de Galloul, où un individu suspect a attiré leur attention et a tenté de fuir en voyant les policiers.

L'individu en question tentait en compagnie de deux autres individus de voler un magasin de vente de téléphones portables.

Par ailleurs, et dans le cadre de l'opération de contrôle périodique des activités commerciales menée par les services de la sûreté de la wilaya d'Alger, et en application des mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les mêmes services de police ont pu grâce aux statistiques qu'ils ont enregistré au cours de la période allant du 01 au 07 février, prendre plusieurs mesures administratives légales relatives aux opérations de contrôle, au cours desquelles 2348 opérations de contrôle ont été menées dans les magasins ou les commerces, ainsi que 2238 opérations de contrôle par les services de police et le comité mixte de wilayas, tandis que 283 infractions ont été enregistrées.

Plusieurs mesures administratives ont également été prises, suite à ces infractions, à savoir : "269 mises en demeures et 14 procédures de fermeture immédiate des commerces", ajoute le communiqué.

SOLIDARITÉ

Biskra : caravane médicale de solidarité destinée aux habitants des zones d'ombre de l'Est de la wilaya

Une caravane médicale de solidarité a été lancée samedi par la direction de la Santé et de la Population de Biskra en vue de prendre en charge les habitants des zones d'ombre des communes de l'est de la wilaya.

La caravane, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Abdallah Abi Nouar, sillonnnera les zones rurales enclavées des communes de Zeribet El Oued, El Feidh et Khenguet Sidi Nadji, dans le cadre d'une initiative de solidarité visant à fournir des prestations de santé aux catégories sociales vulnérables, a indiqué le directeur de la Santé par intérim, Réda Djellouli.

Le staff médical de la caravane, composé de personnel paramédical, de médecins généralistes et de spécialistes, se rendra dans les zones d'ombre Zeribet Hamed, El Ouldja et Rouidjel ainsi que dans les endroits les plus reculées de la wilaya pour prendre en charge les besoins sanitaires de la population de ces localités.

Des consultations seront effectuées par les médecins de la caravane, spécialisés dans les maladies pulmonaires et respiratoires, en dermatologie, en maladies gastro-intestinales, en médecine interne, en maladies endocriniennes, diabète, pédiatrie et gynécologie, a fait savoir la même source.

Aussi, des prescriptions et des médicaments seront fournis aux patients examinés, tandis que les cas nécessitant un suivi ou une intervention chirurgicale seront transférés vers les établissements hospitaliers.

Dans le même contexte, des conseils et des orientations seront dispensés par le corps médical de cette caravane portant sur la prévention contre différentes maladies, dont la contamination par le coronavirus, a ajouté le responsable.

L'opération de solidarité, menée en coordination avec la société civile et le mouvement associatif, prévoit la distribution de colis alimentaires et d'aides au profit des familles de ces zones d'ombre, selon les organisateurs.

SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS

"Le mouvement associatif appelé à jouer un rôle actif dans l'édification de l'Algérie"

Le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderrahmane Hamzaoui a appelé, samedi à El Oued, "le mouvement associatif à jouer un rôle actif dans l'édification de l'Algérie nouvelle".

Intervenant lors des travaux du forum de wilaya de la société civile et de la jeunesse intitulé "Rôle de la société civile dans le renforcement de la cohésion sociale et la concrétisation du développement global", M. Hamzaoui a indiqué que le mouvement associatif est appelé à jouer un rôle actif dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, le mouvement association étant, a-t-il dit, la souape de sécurité qui préserve la cohésion sociale et le prolongement de cette cohésion qui prévalait pendant la glorieuse Guerre de libération".

Dans ce cadre, le commandement général des SMA a exhorté le mouvement associatif à consolider la place de la société compte tenu de son apport dans l'accompagnement et la sensibilisation, missions principales stipulées par la nouvelle Constitution qui a consacré la démocratie participative, le contrôle popu-



laire et la moralisation de la vie publique.

"Nous mettons aujourd'hui sur le rôle du mouvement associatif dans la sensibilisation, le renforcement de la cohésion nationale pour parvenir à un développement global auquel prend part la société civile en opérant une mutation d'une société civile événementielle à une société civile positive active sur le

terrain", a-t-il encore dit. Issu du peuple algérien, le Hirkac pacifique a eu le mérite de marquer la rupture avec la corruption et annuler le cinquième mandat de l'ex Président, rappelant le slogan "Armée-peuple frères" "Djeich Chaab Khawa Khawa" acclamé par le peuple algérien durant les manifestations du Hirkac illustrant ainsi la place importante de l'Armée natio-

nale populaire (ANP) dans les cœurs des Algériens. Les tentatives d'infiltration du Hirkac populaire ont pour objectif de porter atteinte à l'ANP et son rôle dans la préservation de la paix de l'intégrité du territoire national", a averti M. Hamzaoui, insistant sur l'importance de contrecarrer "ceux qui font des réseaux sociaux un outil pour semer le trouble et frapper l'union nationale".

Plusieurs thématiques ont été discutées lors des travaux du forum dont "l'autonomisation de la société civile pour la réalisation du partenariat escompté", "l'apport du mouvement associatif dans la concrétisation des ODD" et "l'implication et l'autonomisation des jeunes".

Abritée à la Maison de la Culture Mohamed Lamine Lamoudi (El-Oued), la rencontre a vu la participation d'associations locales, d'organisations et des membres de la communauté des SMA.

AUTO-ÉCOLES

Nouvelles règles pour l'exercice de l'activité de l'enseignement de la conduite

Le ministère des Transports a fixé de nouvelles règles pour l'exercice de l'activité des auto-écoles, concernant notamment l'âge et les caractéristiques des véhicules utilisés dans l'enseignement de la conduite automobile, selon un nouvel arrêté ministériel publié au dernier journal officiel (N 4).

Il s'agit de l'arrêté du 29 décembre 2020 modifiant et complétant l'arrêté du février 2019 portant cahier des charges des auto-écoles.

En application du décret exécutif du 6 mars 2012, modifié et complété, fixant les conditions d'organisation et de contrôle des établissements d'enseignement de la conduite automobile, notamment son article 10 et le décret exécutif du 9 décembre 2020 fixant les attributions du ministre des transports, "le nouvel arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du cahier des charges, annexé à l'arrêté du 14 février 2019 portant cahier des charges des auto-écoles".

Les modifications apportées par le nouvel arrêté concernent les dispositions des articles 6, 10 et 15 du cahier des charges relatif à certaines conditions d'ouverture des auto-écoles à temps partiel. Ces auto-écoles doivent répondre à des exigences à savoir être dotés d'une carte de voiture-école d'enseignement de la conduite, délivrée par le directeur des transports de wilaya. "Le modèle-type de la carte de voiture-école

d'enseignement de la conduite, est joint en annexe", stipule l'article 6 du nouvel arrêté. Quant à l'article 10 du cahier des charges, sa modification concernant la condition de l'âge et des caractéristiques des véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile. Il est, à ce propos, exigé que l'âge d'accès pour la première fois en exploitation soit de moins de dix (10) ans pour les véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) n'excède pas 3,500 kilogrammes, quinze (15) ans pour les véhicules de transport en commun de personnes et de transport de marchandises et dix (10) ans pour les remorques et les semi-remorques.

"Ces véhicules en exploitation doivent être retirés de l'activité d'enseignement de la conduite automobile lorsqu'ils atteignent l'âge de huit (8) ans pour les motocyclettes, de quinze (15) ans pour les véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) n'excède pas 3,500 kilogramme, de vingt-cinq (25) ans pour les véhicules de transport en commun de personnes et de transport de marchandises et de trente (30) ans pour les remorques et les semi-remorques", selon les nouvelles dispositions.

Il est, dans ce cadre, précisé que l'âge du véhicule est calculé, à compter de la date de sa mise en circulation.

Quant aux caractéristiques des véhicules, il est indiqué que pour la motocy-

clette, les véhicules dont le poids total en charge autorisé (PTAC) n'excède pas 3,500 kilogrammes doivent avoir un moteur d'une cylindrée de 900 cm³ au minimum, une longueur minimale de 3 mètres et être constamment propre et en parfait état.

Concernant les véhicules de transport en commun de personnes et de transport de marchandises, ils doivent être de plus de 19 tonnes du poids total autorisé en charge (PTAC) pour la catégorie C, égale ou supérieure à 5,5 tonnes du poids total autorisé en charge (PTAC) pour la catégorie C1, véhicule de la catégorie D d'une longueur d'au moins, 6,20 m, et d'une largeur d'au moins, 2,10 m et être constamment propre et en parfait état.

S'agissant des remorques et les semi-remorques, ces véhicules doivent être d'un poids total autorisé en charge (PTAC) excédent 750 kg, dont le PTRAC excède 20 tonnes pour la catégorie C et le PTRAC excède 7 tonnes et sans dépasser 12 tonnes pour la catégorie C1.

Toutefois, un délai de trente-six (36) mois, à partir de la date de publication du présent arrêté est accordé aux propriétaires des auto-écoles pour le changement de véhicule ayant atteint l'âge de retrait d'exploitation tel que fixé à l'article 10. "Les nouvelles dispositions liées au local sont applicables lors d'un changement de local", selon le nouvel arrêté ministériel.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Un mort et 157 blessés en 24 heures

Une (1) personne a trouvé la mort et 157 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi dimanche par la Protection civile.

Les blessés ont été pris en charge sur les lieux des accidents avant d'être évacués vers les structures sanitaires locales, précise la même

source. Durant la même période, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de premières urgences à 09 personnes incommodes par le monoxyde de carbone CO émanant des appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur des domiciles à travers les wilayas d'Alger, Naâma, Aïn Defla et Djelfa.

Ils sont également intervenus pour l'extinction de qua-

tre (04) incendies urbains, industriels et divers au niveau des wilayas de Tissemsilt, Skikda, Sétif et Médéa.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 37 opérations de sensibilisation à travers 09 wilayas (28 communes), pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la dis-

tanciation physique. Elles ont effectué aussi 30 opérations de désinfection générale à travers 09 wilayas (16 communes), touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles. La DGPC a mobilisé pour les deux opérations 138 agents, tous grades confondus, 31 ambulances et 11 engins d'incendie, conclut le bilan de la Protection civile.

JAPON

Séisme au large de Fukushima : plus d'une centaine de blessés

Plus d'une centaine de personnes ont été blessées dans le séisme de magnitude 7,3 survenu samedi au large de Fukushima (Nord-Est) du Japon, selon un nouveau bilan des autorités dimanche.

Le séisme, survenu peu après 23H00 (14H00 GMT), a fait 114 blessés dont six grièvement atteints dans la région mais aussi aux alentours de Tokyo où il a été fortement ressenti.

Un précédent bilan de l'agence nationale de gestion des sinistres et des désastres faisait état de 74 blessés.

Suivi de plusieurs répliques dans la nuit, le tremblement de terre n'a pas provoqué de tsunami.

Aucun décès ou dégâts matériels majeurs n'étaient signalés dimanche matin et aucune anomalie n'a été détectée sur les centrales nucléaires des zones touchées, les mêmes que celles frappées par la catastrophe de 2011.

Le 11 mars 2011, un séisme de magnitude 9 accompagné d'un gigantesque raz-de-marée avaient fait 18.000 morts et disparus et gravement endommagé la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Le séisme de samedi, d'une magnitude de 7,3, est considéré comme une lointaine réplique du séisme de 2011,



selon l'Agence météorologique japonaise (JMA).

L'épicentre s'est situé à une profondeur de 60 kilomètres dans l'océan Pacifique et à environ 60 kilomètres des côtes de Fukushima, selon la JMA. L'Institut américain de géophysique (USGS) a enregistré une magnitude de 7,1 avec une profondeur de 51 km.

Le principal dégât matériel visible pour le moment était un glissement de terrain ayant abîmé une autoroute dans la préfecture de

Fukushima. Des images aériennes télévisées ont également montré un autre glissement de terrain sur un circuit de course dans un endroit reculé.

Les liaisons de train à grande vitesse (Shinkansen) dans le Nord du Japon étaient suspendues dimanche, le temps d'examiner l'état de leurs infrastructures.

Les autorités japonaises ont invité la population à "la plus grande prudence", prévenant que de nouvelles

importantes répliques pourraient se produire dans les jours à venir, et que le risque de glissements de terrain allait augmenter avec la pluie attendue lundi dans la région.

"En particulier pour les deux ou trois jours à venir, il pourrait y avoir de très forts séismes", averti le porte-parole du gouvernement Katsunobu Kato.

Le gouvernement continuait dimanche d'évaluer le bilan des dégâts, faisant état de huit structures endommagées, principalement des maisons, tandis que des médias locaux évoquaient de dizaines de bâtiments avec des plafonds écroulés ou des tuyauteries éventrées.

Des membres des Forces japonaises d'autodéfense étaient dépêchées dans les zones affectées pour y distribuer notamment de l'eau, quelque 4.800 foyers n'ayant plus accès à l'eau courante, selon M. Kato. "En particulier pour les deux ou trois jours à venir, il pourrait y avoir de très forts séismes", averti le porte-parole du gouvernement, Katsunobu Kato.

ETATS-UNIS

La police renforce ses patrouilles sur le réseau de transport urbain à New York

Quelque 500 policiers supplémentaires seront immédiatement déployés pour patrouiller sur le réseau de transport urbain de New York après quatre agressions au couteau en 24 heures, a annoncé samedi le préfet de police de la ville, Dermot Shea.

Ces incidents séparés sont survenus

entre vendredi et samedi matin sur la ligne A du métro ou le long de ses stations, faisant deux morts, a précisé la police new-yorkaise lors d'un point presse.

Trois des incidents semblent être liés et toutes les victimes seraient des sans-abri, a-t-elle ajouté. Selon le quotidien

local The Daily News, qui cite des sources policières anonymes, la police a arrêté samedi un suspect sans-abri et a retrouvé le couteau qui aurait été utilisé lors des incidents.

Le métro de New York est l'un des endroits où les sans-abri préfèrent passer la nuit ou gagner un peu d'argent.

INDE

Un accident de la route fait 14 morts dans le sud

Au moins 14 personnes ont été tuées et quatre autres blessées dimanche lorsqu'un van transportant des passagers est entré en collision frontale avec un camion dans l'Etat indien

de l'Andhra Pradesh (sud), selon la police. Huit femmes sont parmi les blessés, tandis que tous les blessés sont des enfants.

Selon la police, l'accident s'est produit près du village

de Madarpuram dans le district de Kurnool.

Le van a heurté le muret de séparation de la route à grande vitesse, a sauté par-dessus, avant d'entrer en collision avec le camion qui

venait en direction opposée. Le van a été écrasé sous les roues du camion et traîné sur quelques mètres avant de s'arrêter, ont indiqué les médias locaux.

AFGHANISTAN

Au moins 100 camions citernes détruits dans un incendie à la frontière avec l'Iran

Au moins 100 camions-citernes ont été détruits samedi dans un incendie en Afghanistan à l'un des plus importants postes-frontières avec l'Iran, causant des millions de dollars de pertes, rapportent dimanche, des médias, citant des responsables.

"Nous avons appris qu'(au moins) entre 100 et 200 camions ont été détruits.

Nous avons besoin de plus de temps pour déterminer l'ampleur des dommages", a déclaré Jailani Farhad, le porte-parole de gouverneur de la province de Herat, où l'incident a eu lieu.

Environ 20 blessés ont été emmenés à l'hôpital suite à l'incendie, qui a débuté samedi en début d'après-midi au poste-frontière d'Islam Qala, a-t-il ajouté.

Selon le ministère des Finances, le feu a débuté dans un camion selon des

rapports préliminaires, avant de se répandre rapidement. L'incident a causé "de lourdes pertes financières" dont du carburant, des camions-citernes et des infrastructures du bureau de douane, a-t-il regretté. Une délégation a été envoyée de Kaboul pour enquêter sur l'incident, a précisé le ministère. Samedi, le chef de la Chambre de commerce de Herat, Younus Qazi Zada, avait estimé des "millions de dollars de pertes".

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent d'épais nuages de fumée noire surplombant des camions en flammes. Une grande partie de la province de Herat n'avait pas d'électricité dimanche.

Situé à 120 kilomètres de la ville de la ville de Herat, Islam Qala est l'un des plus importants passages frontaliers d'Afghanistan. L'Afghanistan a reçu

une exemption de la part de Washington lui permettant d'importer de l'essence et du gaz iraniens malgré les sanctions américaines. La frontière "était ouverte pour les camions, voitures et personnes fuyant l'incendie vers l'Iran", a raconté le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Saeed Khatibzadeh. Samedi, les autorités afghanes ont annoncé ne pas avoir les ressources nécessaires pour contenir l'incendie, et ont lancé un appel à l'aide à l'Iran, selon les médias.

Les pompiers des deux pays sont toujours sur les lieux pour éteindre les derniers petits feux, a précisé M. Farhad.

Prenant avantage de la situation, les talibans ont attaqué un poste de sécurité voisin après le début de l'incendie, a-t-il déploré.

SLOVÉNIE

Trois morts dans des avalanches

Deux alpinistes et un sauveteur sont morts samedi dans des avalanches en Slovénie, ont indiqué les autorités.

La première coulée de neige ayant emporté les deux premières victimes s'est produite dans la matinée, à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale Ljubljana, selon l'organisme de secours.

Au cours de l'opération lancée pour retrouver leurs corps, une autre avalanche a tué un membre de l'équipe de sauvetage et en a blessé deux autres, avant qu'ils ne soient évacués par un hélicoptère de l'armée, ont ajouté les secours.

CHYPRE

Des centaines de manifestants à Nicosie contre la corruption et les restrictions

La police chypriote a utilisé samedi un canon à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de personnes qui manifestaient dans la capitale Nicosie contre la corruption et les mesures anticoronavirus.

Parmi les manifestants, des parents avec leurs enfants mais aussi des jeunes en cagoules.

Certains ont tapé sur des tambours et crié sur des dizaines de policiers anti-émeute déployés face aux protestataires.

La police a utilisé un canon à eau et des gaz lacrymogènes pour mettre fin au rassemblement, interdit selon les mesures sanitaires.

Dix manifestants ont été arrêtés, a indiqué la police.

Les forces de l'ordre ont eu recours au canon à eau après que les manifestants ont "lancé des pierres et d'autres objets" sur elles, selon la même source.

Six manifestants ont récolté des amendes pour violation des restrictions sanitaires.

Un protestataire a par ailleurs été vu au sol souffrant des effets des gaz lacrymogènes et un autre soigné par des ambulanciers après avoir été projeté au sol par le canon à eau.

Les organisateurs du rassemblement dont des militants de gauche, antifascistes et des syndicalistes, avaient appelé sur les réseaux sociaux à manifester pour dire "assez" à "l'autoritarisme de l'Etat", à "l'échec de la gestion de la pandémie" et la "corruption".

ALLEMAGNE

Un père tue quatre membres de sa famille avant de se suicider

Un homme de 41 ans a tué quatre membres de sa famille, dont sa femme et ses deux enfants, avant de se suicider à Radevormwald (Allemagne), a annoncé samedi la police locale.

Les secours ont été appelés vendredi en début de soirée pour un début d'incendie d'une maison de cette ville de Rhénanie du nord-Westphalie (nord-ouest).

Ils ont découvert à l'intérieur les corps sans vie du père de famille, de sa femme, 37 ans, de leurs deux enfants de 4 et un ans, ainsi que de la grand-mère maternelle, âgée de 77 ans.

"Après de premiers examens médico-légaux et d'autres investigations, le parquet et la police supposent que le père de famille a commis le crime" à l'arme blanche, avant de se suicider, estime la police locale dans un communiqué. Il n'y a aucun indice de l'éventuelle "participation d'autres personnes", ajoute la police. "Le mobile du crime est probablement la rupture" en cours du couple de parents, explique la police.

TAMANRASSET Début de la vaccination contre le Covid-19



L'opération de vaccination contre le coronavirus (Covid-19) a débuté dimanche dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on constaté.

L'opération a été lancée au niveau du quartier Adriane (chef-lieu de wilaya), et se déroule dans de bonnes conditions.

La wilaya de Tamanrasset a reçu un premier lot de vaccin anti-covid-19, composé de 370 doses qui seront attribuées aux 23 espaces de vaccination à travers différentes structures de santé, en plus de 11 équipes mobiles destinées aux populations nomades et des habitants des zones enclavées, a précisé le directeur local de la santé et de la population (DSP), Mustapha Zenagui.

En marge du lancement de la campagne, le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche, a indiqué que le vaccin sera réparti équitablement entre les collectivités de la wilaya, y compris les wilayas déléguées d'In-Salah et In-Guezzam, en signalant que la wilaya bénéficiera de quantités supplémentaires du vaccin pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens de se faire vacciner.

Pour sa part, Dr.Lyès Akhamoukh, membre du comité scientifique de suivi de l'évolution du Covid-19, a fait savoir que le stock age de la quantité de vaccin réceptionnée se fait dans les conditions appropriées.

Le même praticien a mis l'accent, par ailleurs, sur l'importance de respecter les règles de prévention pour lutter contre la propagation du virus.

VACCIN - PRODUCTION Saïdal aura l'exclusivité de la production du "Sputnik V" en Algérie (ministre)

La production du vaccin anti-Covid19 se fera en partenariat avec la Russie pour une fabrication locale du "Sputnik V", a affirmé samedi à Alger le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, précisant que la production sera assurée exclusivement par le groupe pharmaceutique public "Saïdal".

"Le Fonds russe d'investissement direct (RDIF) qui exploite la commercialisation du vaccin russe "Sputnik V" développé par l'Institut de recherche d'épidémiologie et de microbiologie (Gamaleya), avait déjà fixé, depuis trois mois, certains pays disposant de capacités pour la production de ce vaccin, dont l'Algérie pour la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord)", a indiqué M.

Benbahmed dans une déclaration à l'APS, rappelant que la demande mondiale croissante sur les vaccins poussent les pays fabricants à délocaliser la production pour répondre à la demande mondiale.

"Nous avons de notre côté répondu il y a dix jours favorablement à ce choix", a fait savoir le ministre pour qui, cette décision "a été prise après plusieurs concertations entre le ministère de l'Industrie pharmaceutique et l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et experts de Russie, représentant le RDIF et l'Institut Gamaleya".

"Des concertations au termes desquelles, une plateforme technique nous a été fournie, comprenant les données tech-

BILAN CORONAVIRUS 198 nouveaux cas, 183 guérisons et 4 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Cent quatre vingt dix-huit (198) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 183 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 110.711 dont 198 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2939 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 75999, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 26 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins



intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation

épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation

physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

VACCINATION ANTI-COVID-19 Lancement d'une plateforme numérique pour la gestion de l'opération

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a lancé une plateforme numérique pour l'organisation de l'opération de vaccination anti-covid-19 qui a ciblé au départ deux wilayas pilotes, à savoir Blida et Alger, et qui sera généralisée, dès la semaine prochaine, aux wilayas restantes.

Dans le cadre de la campagne nationale de vaccination anti-Covid 19 et pour garantir "une bonne organisation" des personnes à vacciner, le ministère a mis en place une plateforme numérique qui comprend outre les données relatives aux catégories ayant bénéficié ou devant bénéficier de cette opération, le nom de la région, de l'établissement et le numéro du lot", a déclaré samedi à

l'APS le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Cette plateforme sera ouverte au grand public, ce qui permettra aux personnes désirant bénéficier de ce vaccin parmi les catégories ciblées, de s'inscrire dans cette plateforme en fonction de la région et de l'établissement le plus proche pour obtenir un rendez-vous, aussi bien pour la première que pour la deuxième dose, explique Dr Fourar.

Cette plateforme permettra, en peu de temps, de collecter toutes les données liées à la campagne de vaccination, qui seront étudiées, suivies et évaluées par le ministère de tutelle, a-t-il ajouté. A travers cette plateforme, les

experts du Centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance (CNPM) suivront les effets secondaires du vaccin, dans le cas d'une déclaration par le corps médical supervisant cette opération ou par la personne vaccinée, aussi bien juste après la vaccination qu'à long terme.

Dans le cadre de la numérisation du secteur, le ministère de la Santé a lancé plusieurs plateformes, dont celles de la prise des rendez-vous de radiothérapie et de gestion des établissements relevant du secteur privé et autres liées aux différentes activités sanitaires et programmes des soins et de prévention.

Cette opération a pour objectif de conférer la transparence et de décentraliser la gestion.

niques indispensables à la fabrication du vaccin et qui sont à l'étude actuellement entre les experts algériens et leurs homologues russes, à l'effet de déterminer les étapes de production, ainsi que les moyens matériels et humains devant être mis en place, dans le but de lancer la production locale du vaccin", a ajouté le ministre.

A ce titre, "le partenariat se fera entre le RDIF et le Groupe pharmaceutique public "Saïdal" qui a été choisi exclusivement pour la production de ce vaccin, et ce au vu des moyens techniques et humains dont il dispose", a précisé le ministre qui affirme que Saïdal possède les capacités de production du vaccin à partir de la matière première qui sera fournie par la partie russe.

Les deux parties, russe et algérienne, veulent produire la matière première en Algérie, ce qui fera de ce vaccin, un produit 100% local, a fait savoir le ministre.

Pour ce faire, ce partenariat algéro-russe sera fera en deux étapes.

La 1^{re} est "la production locale à partir de la matière première devant être fournie par la partie russe, ensuite la production de la matière première en Algérie, puis la production locale de ce vaccin dans son entier", a expliqué M.

Benbahmed qui note que "la production de la matière première grâce à la technique biotechnologique, sera une première en Algérie et dans le continent africain".

L'Algérie a été choisie pour le transfert de cette technologie et la production du

vaccin, car étant un pays ami de longue date et un partenaire économique de la Russie, a expliqué le ministre.

Pour concrétiser le projet, le ministre a fait état de l'installation, la semaine dernière, de deux commissions, la première devant se charger de l'organisation des moyens industriels pour le lancement de la production, tandis que la deuxième aura à traiter le volet biotechnologie et les intrants nécessaires à la production de la matière première.

Les deux commissions travaillant en collaboration avec les experts russes pour la mise en place de la plateforme de production.

Réaliser la sécurité sanitaire nationale avec une production locale

Pour ce qui est de la technique de biotechnologie, le ministre a affirmé que "l'objectif du transfert et de la maîtrise de cette technologie en Algérie ne concerne pas seulement la production de la matière première du vaccin mais contribuera aussi, dans l'avenir, à produire d'autres vaccins et des médicaments qui représentent entre 30 et 40 % du marché international des produits pharmaceutiques.

"Le Groupe SAIDAL sera en mesure d'amorcer une nouvelle ère de l'industrie pharmaceutique", a-t-il ajouté.

Concernant les délais de lancement de la production du vaccin "Sputnik V" en Algérie, le ministre a précisé "s'il s'agit de

la production locale du vaccin à partir de la matière première assurée par le côté russe, nous pouvons l'entamer dans les quelques mois prochains, contrairement à la fabrication de la matière première en Algérie qui nécessite du temps", soulignant "dans les deux cas, notre objectif est de commencer la production dans les plus brefs délais".

Quant aux quantités de vaccin à produire localement, le ministre a fait savoir que "l'objectif est de produire des quantités suffisantes pour couvrir la demande nationale", ajoutant que "la maîtrise de la biotechnologie permettra de réaliser la sécurité sanitaire avec une production locale et nous allons produire des vaccins selon la demande". La maîtrise de cette technique permettra à l'Algérie d'accéder au réseau international de la production des vaccins développés", a mis en avant le ministre, rappelant que "l'Institut russe de microbiologie est parmi les centres internationaux de développement des différents vaccins et que le vaccin "Sputnik V" a prouvé son efficacité à l'échelle mondiale".

Outre la couverture de la demande nationale, le ministre a fait savoir que le secteur prévoit l'exportation du vaccin", ajoutant que "le côté russe s'est fixé l'objectif de permettre à l'Algérie de couvrir une zone géographique regroupant plusieurs pays qui seront définis avec l'accord des deux parties".

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

2.394.541 morts depuis l'apparition de la maladie (OMS)

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.394.541 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi dimanche.

Plus de 108.503.560 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 66.313.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays et excluent les révisions réalisées a posteriori par des organismes statistiques, comme en Russie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Sur la journée de samedi, 11.709 nouveaux décès et 371.357 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 3.582 nouveaux morts, le Mexique (1.214) et le Brésil (1.043).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 484.250 décès pour 27.575.636 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 238.532 morts et 9.809.754 cas, le Mexique avec 173.771 morts (1.988.695 cas), l'Inde avec 155.642 morts (10.904.940 cas), et le Royaume-Uni avec 116.908 morts (4.027.106 cas).

Les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 187 décès pour 100.000



habitants, suivi par la Slovaquie (178), le Royaume-Uni (172), la République tchèque (169) et l'Italie (154). L'Europe totalisait dimanche à 11h00 GMT 802.019 décès pour 35.479.741 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 639.021 décès (20.105.760 cas), les Etats-Unis et le Canada 505.459 décès (28.398.445 cas), l'Asie 248.218 décès (15.669.503 cas), le Moyen-Orient 100.693 décès (5.075.632 cas), l'Afrique 98.185 décès (3.742.614 cas), et l'Océanie 946 décès

(31.870 cas). Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du total réel de contaminations, une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques restant toujours non détectée.

GRANDE BRETAGNE

13.308 nouvelles contaminations

Le Royaume-Uni a enregistré 13.308 nouveaux cas d'infection au Covid-19, ce qui porte à 4.027.106 le nombre total de cas confirmés dans le pays, selon les chiffres officiels publiés samedi.

Le pays a également recensé 621 nouveaux décès liés au coronavirus.

Le nombre total de décès s'élève désormais à 116.908.

Samedi, le Premier ministre britan-

nique Boris Johnson s'est dit "optimiste" avant son annonce prévue le 22 février sur une "feuille de route" visant à assouplir le confinement en Angleterre.

M. Johnson a déclaré que son plan accorderait la priorité à la réouverture des écoles à partir du 8 mars, puis aux commerces de détail non essentiels et enfin aux lieux d'accueil.

"L'éducation de nos enfants est notre

priorité numéro un, mais nous devons ensuite aller de l'avant, ouvrir également les commerces de détail non essentiels, puis, en temps voulu, lorsque nous le pourrons, avec prudence, bien sûr, nous voulons aussi ouvrir l'hôtellerie", a-t-il déclaré lors d'une visite à Billingham, dans le nord de l'Angleterre, où le nouveau vaccin Novavax sera fabriqué.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Un confinement de trois jours ordonné à Auckland

La Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern a ordonné dimanche un confinement de trois jours à Auckland (nord) après la découverte d'un nouveau foyer de contaminations au nouveau coronavirus.

Ce sont près de deux millions d'habitants qui seront tenus de rester chez eux à compter de dimanche soir minuit.

Ecoles et commerces resteront fermés lundi, à l'exception des entreprises jugées "essentiels".

Mme Jacinda Ardern a annulé ses engagements à Auckland pour rentrer à Wellington afin de se tenir informée de la situation, selon des médias.

Un foyer de Covid-19 a été détecté ce week-end en Nouvelle-Zélande, où trois membres d'une même famille ont été testés positifs, dont une femme travaillant pour une entreprise de restauration desservant des vols internationaux.

La Première ministre néo-zélandaise a expliqué que

ce confinement avait été décidé "par précaution, au cas où la souche de virus détectée serait une des plus transmissibles".

"La principale chose que nous demandons aux gens, à Auckland, est de rester chez eux pour éviter tout risque de propagation." La grande ville du nord sera par ailleurs isolée du reste du pays.

Les entrées et sorties d'Auckland seront ainsi fortement restreintes.

Le reste de l'archipel va passer au niveau 2 de l'alerte sanitaire, celui qui exige le port du masque dans les transports en commun et l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes. Les autorités cherchent à déterminer la source de contamination de la famille. "C'est encore une pièce du puzzle qui manque", a déclaré le ministre de la Santé Chris Hipkins, ajoutant que les autorités sanitaires cherchaient également "à savoir si le Covid-19 peut être ailleurs dans la commu-

nauté et s'il circule". La Nouvelle-Zélande avait enregistré plusieurs cas de Covid-19 il y a trois semaines, mettant fin à une période de plus de deux mois sans aucune contamination.

Auckland a connu l'été dernier un confinement de deux semaines après l'apparition d'un foyer d'infection lié à un employé d'une chambre froide qui traitait des produits congelés importés.

Mais depuis, l'archipel n'a quasiment plus déploré de cas de contamination locale.

Le bilan du pays dans la lutte contre la Covid-19 a été salué à l'étranger, l'archipel totalisant moins de 2.000 cas depuis le début de la pandémie.

Au total, 25 décès ont été imputés au Covid-19.

La Nouvelle-Zélande a fermé ses frontières aux voyageurs étrangers depuis le mois de mars, et a imposé un confinement strict de cinq semaines au printemps dernier.

VACCINS CONTRE LE COVID-19

Le Conseil de sécurité de l'ONU entre dans le débat

A l'initiative du Royaume-Uni, qui se targue d'avoir mis en place un processus efficace de vaccination, le Conseil de sécurité de l'ONU discutera mercredi de l'accès aux vaccins contre le Covid-19 et doit aborder plusieurs questions susceptibles de diviser ses membres.

Comment assurer leur diffusion mondiale et éviter qu'ils ne soient préemptés par les pays riches de l'hémisphère nord aux dépens de l'hémisphère sud? Faut-il prioriser la vaccination des

Casques bleus mobilisés dans une quinzaine d'opérations et des membres des agences onusiennes, y compris dans des pays qui n'ont pas accès aux vaccins? Et qui devrait s'en charger: l'ONU, le pays d'origine ou celui de déploiement? "Les vaccins, la vaccination, ce n'est pas vraiment le job du Conseil de sécurité", relève sous couvert d'anonymat un ambassadeur d'un pays membre du Conseil.

Mais "le Conseil peut apporter une

contribution", ajoute-t-il, excluant l'adoption d'une résolution dès la session ministérielle organisée cette semaine.

Chargé de garantir la paix et la sécurité dans le monde, le Conseil de sécurité de l'ONU ne dispose d'aucune compétence particulière en matière de santé mondiale. En juillet 2020, il avait adopté au terme de plus de trois mois de laborieuses négociations, otages d'un duel sino-américain, son unique résolution à

UNION EUROPÉENNE

L'UE va accélérer la procédure d'autorisation des vaccins contre les variants



L'Union européenne, accusée de lenteur dans la gestion de la pandémie de Covid-19, va accélérer la procédure d'autorisation de vaccins améliorés pour répondre aux variants du virus, a annoncé dimanche la commissaire à la Santé.

"Nous avons analysé avec l'Agence européenne des médicaments la procédure et nous avons dorénavant décidé qu'un vaccin amélioré par un fabricant pour lutter contre les nouveaux variants par sur la base d'un vaccin déjà existant" et certifié "n'aura plus besoin de passer par toutes les étapes d'autorisation", a-t-elle déclaré au quotidien allemand Augsburger Allgemeine.

"Cela va donc être plus rapide pour avoir des vaccins adaptés à disposition, sans pour autant réduire les critères de sécurité", a ajouté la commissaire.

La Commission européenne a été très critiquée pour la lenteur du démarrage des campagnes de vaccination contre le Covid-19 dans les pays de l'UE, en raison de la fois de procédures de certification des premiers vaccins jugées trop longues par rapport au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis, mais aussi concernant les commandes de vaccins.

Même si elle a reconnu qu'elle n'était pas "satisfaite" de la situation actuelle, la commissaire à la santé s'est élevée contre les critiques en règle contre l'UE.

"Il est faux de prétendre que nous n'aurions commis que des erreurs", a-t-elle dit, en arguant du fait que l'UE avait réussi à "sécuriser" l'approvisionnement de 700 millions de doses de vaccins d'ici à la fin du 3ème trimestre de cette année".

PÉRINÉE

POURQUOI IL FAUT LE MUSCLER AVANT D'ACCOUCHER

Si l'on parle beaucoup de rééducation du périnée en post-partum, il est important de veiller à la bonne santé de son périnée même pendant la grossesse. Estelle Bertrand, kinésithérapeute, nous explique le rôle du périnée et comment en prendre soin.

De très nombreuses femmes déçoivent l'existence de leur périnée pendant la grossesse. Et si la rééducation périnéale après l'accouchement est aujourd'hui très largement conseillée, et pratiquée, peu de femmes font évaluer leur périnée lorsqu'elles sont enceintes. "Faire réaliser un bilan auprès d'un kiné pendant la grossesse pour vérifier la tonicité du périnée mais aussi des muscles de l'abdomen est pourtant très utile", observe Estelle Bertrand, kinésithérapeute.

Le périnée : à quel sert-il ?

"Le périnée est un ensemble de différents muscles et tissus qui ferment le bas du bassin et s'étendent du pubis au coccyx", décrit la kinésithérapeute. Son rôle est multiple : il soutient les viscères, permet la continence urinaire et anale, joue un rôle d'ouverture pendant l'accouchement et a également une incidence importante sur le déroulement des rapports sexuels.

Le périnée, mis à rude épreuve pendant la grossesse

Pendant la grossesse, le corps de la future maman est le théâtre d'un grand nombre de bouleversements. Le périnée ne fait pas exception et est soumis à rude épreuve. "Les hormones de la grossesse détendent les muscles, les tissus et les ligaments pour permettre le passage de la tête du bébé. Le périnée, moins tonique, est également soumis à un surpoids important en raison de la présence dans l'utérus du bébé et du pla-

centa", explique Estelle Bertrand. Une femme qui aurait par exemple des douleurs au pubis, au coccyx, dans les lombaires ou au niveau du sacrum devrait consulter, le bassin étant rendu moins fixe par la détente des ligaments. La spécialiste insiste donc sur la nécessité de réaliser un bilan afin de se voir proposer une prise en charge personnalisée.

Le périnée pendant la grossesse : comment le tonifier ?

"Le travail est à la fois postural, le bassin est en antéversion pendant la grossesse, et respiratoire", explique la kiné. Il n'existe toutefois pas d'exercices types que l'on pourrait recommander à toutes les femmes. Ils sont adaptés à la morphologie de chacune", ajoute-t-elle. Pour citer un exemple concret, une femme enceinte dont le muscle transverse de l'abdomen sera détendu va travailler à la tonifier. Les muscles abdominaux seront alors plus à même de "porter" le bébé et de décharger ainsi le périnée.

De manière générale, un suivi avec un kiné pendant la grossesse aide à entretenir la mobilité, la tonicité des muscles mais aussi à éviter les douleurs. "Je leur apprendis des exercices qu'elles doivent ensuite refaire à la maison puis on se voit pour des bilans réguliers", précise-t-elle. Mais la kiné explique également que pour prendre soin de son périnée pendant la grossesse il faut également lutter contre la constipation. "Le fait de pousser trop fort, les



hémorroïdes, tout cela affaiblit aussi le périnée", rappelle Estelle Bertrand.

Le massage du périnée : préparer le corps à l'accouchement

Il est possible d'aider le périnée à s'assouplir et d'habituer les tissus à se détendre avant l'accouchement en réalisant des massages. "On peut commencer dans les deux mois qui précèdent l'accouchement mais cette pratique doit toujours être encadrée par un professionnel et réali-

sée avec l'accord de l'obstétricien", rappelle la kinésithérapeute.

Pour réaliser le massage, la future maman doit s'installer confortablement le buste penché vers l'arrière sur un lit ou une chaise. Elle peut commencer à faire des petits cercles sur le noyau central du périnée, la zone externe située entre le vagin et l'anus. Elle va ensuite introduire son pouce dans son vagin afin de masser le périnée vers les côtés et vers l'anus. "Le massage doit être réalisé avec une huile végétale la plus neutre possible, bio, première pression à froid ou une huile spécifique pour le massage du périnée", recommande Estelle Bertrand. Pour terminer, la kiné tente à battre en brèche quelques idées reçues. "Premièrement, avoir des relations sexuelles pendant la grossesse n'a aucun impact négatif sur le périnée. Deuxièmement, une fuite urinaire pendant la grossesse ce n'est pas normal. Il faut consulter un gynécologue, une sage-femme ou un kiné pour voir d'où vient le problème", conseille-t-elle.

COMMENT EN PRENDRE SOIN AU QUOTIDIEN ?

Le périnée est un ensemble de muscles en forme de hamac qui soutient nos organes et viscères, retient l'urine et participe à notre plaisir sexuel. Anna Roy, sage-femme, nous explique comment en prendre soin au quotidien, avec des gestes simples. Ah, le périnée... Beaucoup de femmes connaissent son nom, mais ignorent sa localisation précise. Pour le savoir, on observe quelle partie exacte du corps on contracte lorsque l'on se retient de faire pipi. Autre méthode : on insère un doigt dans le vagin et on resserre les muscles situés autour. Une fois le périnée repéré, on apprend à le "verrouiller" : on contracte ses muscles en les aspirant vers le haut, en creusant le ventre et en expirant. Puis on relâche en inspirant et on remarque l'on se retient de pleinement conscience de cette zone. Les muscles du périnée ne sont pas endurants : ils se relâchent et se fragilisent pendant la grossesse, l'accouchement et aussi à la ménopause. On apprend donc à en prendre soin au quotidien. La marche à suivre dans ce dossier.

On réapprend à aller à la selle

"Attendez d'avoir envie. Cela n'a l'air de rien mais c'est très important. Lorsque le réflexe se déclenche, l'exonération se fait sans aucun effort. Alors que si vous laissez passer ce moment, vous serez obligée de pousser et ça n'a l'air de rien, mais cela fatigue votre périnée" explique tout de go Anna Roy, sage-femme et auteur de *On en parle de mon périnée*, aux éditions Leduc S. Pratique. C'est aussi la raison pour laquelle il faut éviter que la constipation ne s'installe, car elle entraîne une fatigue périnéale.

On réapprend à faire pipi

Évitez de vous retenir lorsque vous avez envie d'aller uriner et évitez également les situations où votre vessie risque de se remplir à ras bord car, "en se distendant de façon excessive et répétée, le risque est de la fatiguer et de fatiguer votre périnée" explique la sage-femme. Et on oublie le fameux "stop-pipi" qui consiste à arrêter le jet d'urine en pleine nic-

tion soi-disant pour rééduquer le périnée. Non seulement, cela ne le rééduque en rien mais cela favorise également le risque d'infection urinaire.

On fait attention à ce qu'on mange

"Tout simplement parce qu'une importante prise de poids favorise l'aération du périnée. Plus on a un indice de masse corporelle (IMC) élevé, plus la pression abdominale augmente et plus le risque de développer un trouble du périnée est important. On fait aussi attention à ce qu'on boit, en limitant les boissons gazeuses et les jus d'agrumes qui peuvent, à long terme, altérer le fonctionnement de la vessie.

On apprend à contrôler sa toux

"Quand on tousse ou qu'on éternue, la pression sur le périnée peut être très forte. Passez toujours à la verrouille" insiste la sage-femme. Le verrouillage périnéal consiste à serrer les muscles du plancher pelvien avant, pendant et 2 à 3 secondes après

tout effort physique qui augmente la pression sur celui-ci.

On fait des exercices tous les jours

Quels exercices ? "Des contractions fortes et rapides, comme des sursauts" explique Anna Roy. "Au début, cela vous demandera des efforts mais après, vous pourrez les faire partout, discrètement et en toutes circonstances". Le programme quotidien : 10 contractions debout, 10 contractions assises et 10 contractions allongées. Passez à 50 contractions de chaque si vous optez pour un programme hebdomadaire. "Pensez à bien relâcher le périnée entre deux contractions. Au début, n'hésitez pas à introduire un ou deux doigts dans votre vagin pour voir si la contraction agit" explique la sage-femme. Le programme quotidien : 5 contractions en étant debout, 5 contractions en étant assise et 5 contractions en étant allongée. Passez à 30 contractions de chaque si vous préférez un programme hebdomadaire.

Zoom sur 3 méthodes de rééducation du périnée

La rééducation périnéale est proposée entre 6 et 8 semaines après un accouchement. Mais on peut faire de la rééducation à tout âge. Différentes techniques sont possibles.

LA RÉÉDUCATION MANUELLE : POUR COMMENCER

Elle fait intervenir la main du rééducateur. Le praticien effectue un toucher vaginal puis indique par des pressions légères sur quel muscle la femme doit orienter sa contraction. Si elle est plus intrusive que les autres méthodes, elle permet une rééducation précise. Et comme après, il faut entretenir les résultats, on sait comment faire. Dès 1950 aux États-Unis, le Dr Kegel avait expliqué l'intérêt de ces contractions volontaires alternées des muscles du plancher pelvien pour garder sa tonicité. La pratique du yoga ou du Pilates peut aussi aider.

L'ÉLECTROSTIMULATION : POUR OBTENIR UN RÉSULTAT DURABLE

C'est une technique indolore et sans danger. Son principe est basé sur l'utilisation de courants électriques transmis par des électrodes saines placées dans le vagin ou dans ou encre d'électrodes externes collées sur la région périnéale. En stimulant les nerfs des muscles du périnée, les courants électriques provoquent des contractions musculaires qui ont peu à peu renforcé le plancher pelvien.

Les effets peuvent être évalués en direct par la méthode du biofeedback : l'électrode qui a sonde enregistre l'intensité de la contraction effectuée qui apparaît sur un écran. Si le dessin de la contraction n'apparaît pas, c'est qu'on ne contracte pas le bon endroit.

"Près de 25% des femmes ne savent pas le commander. Ainsi, souligne Alain Bourcier, consultant en périnologie au Centre médical Jussieu (Paris). Avec le biofeedback, la femme prend conscience de la localisation des muscles et apprend à percevoir les sensations de contraction et de détente. Il faut compter une dix à douze séances (2 à 3 fois par semaine pendant 4 à 6 semaines).

UNE TECHNIQUE DÉCOUVERTE POUR MIEUX SE CONNAÎTRE

C'est un travail par visualisation qui nécessite adéquat un toucher vaginal. La CMP (conscience et maîtrise du périnée) consiste à visualiser une grotte, un pont-levis, une fleur qui s'ouvre et à contracter le périnée pour visualiser. Le doigt du thérapeute qui fait le toucher permet de contrôler les zones qui se contractent. Cette méthode naturelle vise à dissocier les différents muscles pour pouvoir travailler sur les zones les plus faibles. Elle est plutôt destinée à des femmes très motivées pour lesquelles les autres pratiques n'ont pas été assez efficaces ou à des sportives qui ont besoin d'un périnée particulièrement tonique. Une pratique proposée uniquement en France et surtout par les sage-femmes.

LA GYM INTIME APRÈS BÉBÉ

Après votre accouchement, il va falloir vous mettre au boulot du côté du périnée ! Le pourquoi et le comment de ces séances de « gym intime ».

La gym du périnée. à quoi ça sert ? Après une grossesse et un accouchement (même par césarienne), le périnée a besoin de faire de l'exercice. Cet ensemble de muscles qui soutient les organes génitaux a en effet subi le poids de l'utérus pendant neuf mois. Sans parler du traumatisme de la naissance qui l'a passablement distendu. C'est encore plus vrai dans le cas d'accouchement avec forceps, de passage de « gros bébé » ou encore de grossesse multiple. L'épisiotomie aussi comporte des conséquences sur l'élasticité du périnée. Les tissus cicatriciels se contractent moins bien, ils ont perdu de leur réactivité et de leur souplesse.

Et les conséquences d'un périnée affaibli sont nombreuses. A court terme : des fuites urinaires plus ou moins fréquentes et importantes (en toussant, en riant, en se levant, en éternuant) et/ou une diminution des sensations lors des rapports sexuels. A long terme : un risque d'incontinence et/ou de descente d'organes vers l'âge de la ménopause.

Bref, après chaque grossesse (et pas seulement la première !), des séances de rééducation s'imposent.

QUI DOIT FAIRE LA GYM DU PÉRINÉE ?

Toutes les femmes, après leur accouchement. Eh oui ! Les femmes musclées et/ou sportives ont autant besoin de ces séances que les autres. Leur physiologie ne préjuge en rien sur la qualité de leur périnée. Quand bien même elles possèderaient un périnée particulièrement tonique, cela ne changerait pas la prescription. En effet c'est la maîtrise des muscles



qui importe (contraction et relaxation) et non l'intensité de la contraction. Certaines personnes éprouvent d'ailleurs plus de difficultés à tendre leur périnée qu'à le « serrer » puisqu'elles entretiennent une contraction permanente qui leur semble « normale ».

QUAND COMMENCER LA GYM DU PÉRINÉE ?

Inutile de commencer à éduquer son périnée pendant la grossesse ! À cette période, l'imprégnation hormonale et le poids du bébé empêchent d'appréhender avec finesse les mécanismes du périnée. Pire, une gym conduite trop tôt peut agacer et décourager pour plus tard. Idem pendant l'allaitement qui maintient le taux d'hormones au plafond ! Il faut donc en général attendre deux mois après l'accouchement. Evidemment les femmes peuvent aussi exercer leur périnée avant de tomber enceinte

mais tout dépend du degré d'intimité que chacune entretient avec son corps. La maternité constitue donc souvent le moment propice pour s'intéresser au problème. D'autant que ces séances à faire avec un professionnel (sage-femme ou kinésithérapeute) sont obligatoirement prescrites (donc remboursées à 100%) à la maternité. Reste à choisir la bonne adresse. L'essentiel étant d'être à l'aise et en confiance...

QUI CHOISIR POUR LA GYM DU PÉRINÉE ?

Certaines femmes préfèrent leur sage-femme puisqu'elle a suivi leur grossesse de bout en bout et ont même participé à l'accouchement. D'autres, se tournent vers leur kiné car elles entretiennent avec lui une relation plus complexe. Dans les deux cas, la rééducation commence par un touché vaginal afin d'évaluer le manque à gagner. Trois techniques existent pour

faire travailler le périnée. La rééducation manuelle : la patiente sert et détend son périnée autour du doigt de la praticienne. La rééducation par une sonde vaginale : celle-ci reliée à un moniteur mesure les efforts de contraction et de relâchement demandés par un programme informatique. Les mamans peuvent aussi choisir la rééducation par électrostimulation mais elles risquent de ne pas apprendre à faire fonctionner leur muscle seules.

PÉRINÉE. APRÈS LA RÉÉDUCATION, LA GYM CONTINUE

L'important de toutes ces méthodes, c'est de permettre aux mamans de comprendre où se situe leur périnée, comment s'en servir et l'exercer un peu chaque jour, bref, devenir autonome. La prise de conscience de ce muscle enfoui à l'emplacement du périnée, l'apprentissage de ses différentes fonctions et l'habitude de le solliciter un peu chaque jour garantissent une rééducation efficace et durable. En effet, même si la même séance (ou plus en cas de besoin, par exemple après un accouchement difficile) donne lieu à des félicitations, il va falloir poursuivre les efforts de manière quotidienne tout au long de sa vie de femme. En se brossant les dents en regardant la télé, dans la file d'attente du supermarché... Une fois que le bilan de votre spécialiste sera positif (et surtout pas avant !), vous pourrez vous lancer dans le travail des abdominaux, eux aussi d'ordinaire malmenés pendant la grossesse. Et cette fois, vos efforts seront bien visibles sur la page...

PÉRINÉE : POURQUOI IL FAUT LE MUSCLER ?

Cet organe clé est au carrefour de nos problèmes gynécologiques, urinaires et sexuels. D'où l'importance d'en prendre soin au quotidien. Muscler son périnée pour empêcher la descente d'organes Caché sous le bas-ventre, on ne le voit pas, du coup on ne sait pas que le périnée joue un rôle fondamental. Ce plancher, situé entre le pubis et le sacrum, est constitué de muscles et de tissus de soutien. Il maintient en place les organes internes du petit bassin (vessie, utérus, rectum) et amortit les pressions lorsque nous courons, sautons, toussons, éternuons... Comme il ensere trois orifices, l'urètre, le vagin et l'anus, il participe à leur fonctionnement (ouverture et fermeture des sphincters, contractions du vagin). Le périnée est l'un des rares or-

ganes à être à la fois une zone de sensibilité, de sexualité et d'élimination. Seulement voilà, au cours de notre vie, plusieurs facteurs peuvent l'endommager, le distendre et l'empêcher d'assurer ses différentes fonctions. C'est pourquoi il est important de l'entraîner comme n'importe quel autre muscle.

MUSCLER SON PÉRINÉE CONTRÔLE LA DESCENTE D'ORGANES

42% des femmes souffrent de prolapsus (ou descente d'organes), c'est-à-dire de la chute d'un organe (vessie, utérus) dans le rectum ou le vagin. Mais, comme l'incontinence urinaire, le sujet reste tabou et, contrairement aux idées reçues, celles qui n'ont jamais eu d'enfant peuvent être concernées. Héritéité, accouchement difficile, ménopause, consti-

pation, surpoids... Autant de causes qui poussent les organes internes vers le bas lorsque les ligaments qui les soutiennent se sont distendus sous une pression trop importante.

MUSCLER SON PÉRINÉE POUR PRÉVENIR L'INCONTINENCE URINAIRE

Accouchement, port de charges lourdes, surpoids, fonte des muscles due au vieillissement diminuent la tonicité du périnée. "Les ligaments soutenaient la vessie s'étant relâchés, elle subit une hyperpression au moment d'un effort (courir, sauter, rire, tousser). Comme celle-ci se répercute sur le canal urinaire, cela provoque des fuites", explique le Dr Odile Costelle. La pratique intensive de certains sports est également néfaste, car elle crée des pressions verti-

cales et augmente la pression abdominale. Mais il est difficile de savoir comment va se comporter le périnée de telle ou telle femme. Car des facteurs familiaux interviennent.

MUSCLER SON PÉRINÉE POUR AUGMENTER LE PLAISIR SEXUEL

En contractant volontairement le périnée pendant l'acte sexuel c'est la façon d'un tendre pres-citron interne" que décrit Henry Miller dans "Sexus", la femme procure des sensations plus fortes à son partenaire et qu'à elle-même indirectement. Si le périnée est distendu, le ressenti est tout autre. Les muscles périnéaux jouent bien un rôle dans la sexualité. En apprenant à les contracter et à les relâcher, donc en les tonifiant, on génère un plaisir plus intense.

MALI

Réunion du CSA à Kidal : l'ONU salue une "dynamique positive"

L'ONU a félicité samedi le peuple malien pour la réunion historique du Comité de suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger (CSA), abritée pour la première fois par la ville de Kidal, constituant une "dynamique positive" et une importante étape lors de laquelle les Maliens ont confirmé leur attachement à la concrétisation de la paix dans leur pays.

Cette rencontre de haut niveau, qui a été présidée par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, à Kidal (nord malien), a réuni six ministres maliens, la direction des mouvements signataires et la Médiation internationale, représentée à haut niveau. "Le Secrétaire général félicite le peuple malien pour la réunion historique du Comité de suivi de l'Accord (CSA) pour la Paix et la Réconciliation qui s'est tenue à Kidal, au Mali, le 11 février", a déclaré dans un communiqué, son porte-parole, Stéphane Dujarric. "C'est la première fois qu'une réunion du CSA a lieu à l'extérieur de Bamako depuis la signature de l'Accord de paix en 2015", a-t-il poursuivi. "Le Secrétaire général salue ce nouvel élan et la confiance croissante entre les parties signataires", a indiqué M. Dujarric. "Il encourage les parties signataires à poursuivre cette dynamique positive en traduisant les engagements pris en actions pour que le peuple malien puisse bénéficier des dividendes de la paix", a-t-il ajouté. Dans le même sillage, la représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU pour la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali), Mbaranga Gasarabwe, a signalé, dans un tweet, au lendemain de la réunion, que les participants à la rencontre ont abordé des questions très concrètes, incluant le retour des services de l'Etat à Kidal, et les services sociaux de base (eau, éducation, santé).

Les acteurs internationaux et

régionaux ont salué à l'occasion "les grands efforts" menés par l'Algérie pour assurer le retour et le maintien de la stabilité au Mali, réaffirmant l'impérative application effective de l'accord de paix et de réconciliation, "le seul et unique choix" pour rétablir la paix et la stabilité.

Les Maliens se sont réjouis "des résultats obtenus" en matière de la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation grâce à l'accompagnement constant de la médiation internationale conduite par l'Algérie, à la faveur du Comité de suivi de l'application de l'accord "qui n'a ménagé aucun effort pour maintenir l'équilibre de ce pro-



cessus". Le ministre malien de la Réconciliation, Ismaël Wagué, s'est d'ailleurs engagé lors de la réunion à Kidal, à faire en sorte

de concrétiser sur le terrain les termes de l'accord signé en 2015 entre le gouvernement malien et la Coordination des mouve-

ments de l'Azawad (CMA). Il a également annoncé un nouveau processus dit de DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) prévoyant l'intégration, à terme, des groupes armés dans l'armée malienne. Le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a souligné jeudi que la réunion du Comité de suivi de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, à Kidal, constitue un événement inédit qui "donnera une forte impulsion" au processus de paix et de réconciliation parrainé par l'Algérie, en coopération avec la communauté internationale représentée par le Comité.

L'Algérie se félicite de la consultation de haut niveau du CSA à Kidal

L'Algérie a félicité samedi le Gouvernement malien, les mouvements signataires et les membres de la Médiation internationale pour la tenue de la cinquième consultation de haut niveau du CSA à Kidal, la toute première réunion délocalisée du Comité depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "L'Algérie se réjouit que cet important événement ait été abrité au siège du Gouvernorat de Kidal, sous le drapeau malien et en présence des membres du Gouvernement malien et des partenaires du Mali", a ajouté le communiqué, soulignant que "c'est là un indice palpable du retour à la normale dans les régions du nord du Mali au bénéfice des Maliens en général et de la population de ces régions frontalières à l'Algérie, symbole de la fraternité algéro-malienne". C'est également "un signe d'avancée majeure sur le chemin de la paix et de la réconciliation que les frères maliens ont tracé ensemble avec l'appui de leurs partenaires depuis Alger il y a déjà près de six ans", a soutenu le ministère dans le texte, indiquant que "c'est enfin une autre marque d'attachement renouvelé à la mise en œuvre de l'Accord, qui demeure le cadre idoine pour un retour durable de la stabilité au Mali". L'Algérie, pays voisin, chef de file de la médiation internationale et présidente du CSA, "tient à assurer les frères maliens de

son accompagnement à l'opérationnalisation de la feuille de route qu'ils ont adoptées pour diligenter la mise en œuvre de l'Accord pendant la période de transition". "Elle espère voir la dynamique de confiance et l'esprit de concertation, aujourd'hui des plus favorables, se poursuivre pour mener le processus de paix à bon port, au bénéfice du Mali et de tous les Etats de la région", a conclu le communiqué. Le CSA a réaffirmé, lors de sa 5ème réunion de haut niveau à Kidal, la pertinence de l'Accord d'Alger en tant que "cadre idoine pour restaurer durablement la paix et consolider la réconciliation au Mali", encourageant la partie malienne à continuer à privilégier la voie du dialogue. Présidée par le Ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, la réunion qui a été tenue jeudi pour la première fois dans la ville de Kidal au nord du Mali, a vu une participation "forte et de qualité" tant du côté malien que du côté de la médiation internationale, a fait observer le Comité de suivi dans son communiqué final. A l'issue des travaux, les participants ont réaffirmé la pertinence de l'Accord d'Alger "en tant que cadre idoine pour restaurer durablement la paix et consolider la réconciliation au Mali dans le plein respect des fondements républicains de l'Etat malien et des valeurs ancestrales de vivre-ensemble et de solidarité qui ont toujours sous-tendu la société malienne dans toute sa diversité", indique le communiqué.

TUNISIE

Remaniement ministériel : proposition d'un comité d'arbitrage en l'absence d'un tribunal constitutionnel

L'ancien président de l'Ordre national des avocats de Tunisie, Mohamed Fadhel Mahfoudh, a proposé la création d'un comité d'arbitrage sur fond de crise "institutionnelle et constitutionnelle" déclenchée après le remaniement ministériel annoncé en janvier dernier en l'absence d'un tribunal constitutionnel, selon les médias locaux.

Les nouveaux ministres n'ont à ce jour, pas été invités à une cérémonie de prestation de serment devant le président du pays, Kais Saïed, qui a émis des réserves sur la "constitutionnalité" du remaniement. Il avait dénoncé, lors d'une rencontre avec le secrétaire général de l'Union générale tunisienne de travail (UGTT), "des violations" par le recours à des textes "inférieurs" à la Constitution, notamment, le règlement intérieur du Parlement.

M. Saïed a tenu mercredi, au palais de Carthage, une réunion avec des députés des différents groupes parlementaires, tandis que le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, avait convoqué le jour même une réunion avec plusieurs juristes et experts en droit constitutionnel.

Ces deux rencontres intervenaient sur fond de litige déclenché entre les deux dirigeants tunisiens au lendemain d'un vote de confiance accordé aux ministres proposés par le chef du gouvernement. La présidence du gouvernement tunisien a adressé une correspondance à l'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi pour une demande d'avis sur le litige

constitutionnel concernant ce remaniement, a déclaré samedi une source de la présidence du gouvernement, citée par l'agence TAP.

L'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi est une instance judiciaire provisoire dirigée par le président de la Cour de cassation. Créée en 2014, en remplacement du Conseil constitutionnel dissous, elle se charge de contrôler la constitutionnalité des projets de loi approuvés par le pouvoir législatif, à la demande du président ou du chef du gouvernement ou encore de 30 députés au moins. Sa mission prendra fin une fois la Cour constitutionnelle installée.

Dans la foulée de cette crise, M. Mechichi a assuré vendredi qu'il "ne démissionnera pas", selon des propos rapportés par le président du bloc parlementaire de "Qalb Tounes", Oussama Khelifi, qui a réaffirmé son "soutien total" au chef du gouvernement qui "détient toutes les preuves de l'intégrité des ministres proposés".

Khelifi est également revenu sur la rencontre ayant réuni la veille, au palais de la Kasbah, le chef du gouvernement avec les représentants des groupes parlementaires soutenant l'Exécutif. Il a, à ce propos, fait part de la "détermination de Mechichi à servir le pays et aller de l'avant" sur la voie de structuration de son équipe gouvernementale dans le but de parachever les réformes nécessaires, ajoutant que M. Mechichi avait affirmé qu'il "est un soldat qui ne fuit pas le champ de bataille".

D'après M. Khelifi, le chef du gouvernement avait adressé une "correspondance" à la présidence de la République pour avoir des "éclaircissements" concernant les ministres soupçonnés de "corruption ou de conflit d'intérêt".

Proposition d'un comité d'arbitrage pour résoudre la crise

En l'absence d'un tribunal constitutionnel, l'ancien président de l'Ordre national des avocats de Tunisie, a indiqué jeudi avoir présenté récemment, une proposition permettant "de résoudre la crise institutionnelle et constitutionnelle". Il s'agit, selon M. Mahfoudh, de créer un comité d'arbitrage, composé d'experts en droit pour apporter des solutions "adéquates" à la crise liée au remaniement ministériel.

Ce comité aura également pour mission d'examiner la question de prestation de serment des on ze nouveaux ministres. M. Mahfoudh a fait observer que le recours à cette solution restait "tributaire" de l'acceptation des parties en litige et de leur "engagement à respecter la solution qui serait proposée par le comité arbitral".

Dans cette même optique, l'ancien bâtonnier des avocats a souligné que les juristes sont quasi-unanimes à affirmer que le déblocage de la situation ne revient pas aux autres instances dont l'instance provisoire chargée du contrôle de la constitutionnalité des projets de loi.

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) en Tunisie a accordé en plénière, le 26 janvier, la confiance à onze ministres proposés par le chef du gouvernement. En réponse aux interrogations des députés, le chef du gouvernement Hichem Mechichi s'était dit convaincu que son cabinet allait réussir dans sa mission, assurant avoir choisi "soigneusement" les nouveaux ministres. La séance s'était tenue sur fond de controverses notamment après l'intervention durant ce même mois, du président tunisien, Kais Saïed au cours du Conseil de sécurité nationale, dans laquelle il avait déclaré que le "remaniement ministériel n'a pas respecté les dispositions de la Constitution", citant en l'occurrence l'article 92. Pour le chef du gouvernement tunisien, l'Etat "souffre d'une crise structurelle" qui a pris de l'ampleur ces dernières années de manière entravant la volonté d'une vraie réforme responsable et "ouvrant la voie à un discours populiste". Ce remaniement ministériel était intervenu après une "évaluation objective" effectuée conformément aux prérogatives qui lui sont dévolues par la Constitution, a expliqué Mechichi, précisant avoir opéré ce changement pour "conférer davantage d'efficacité" à l'action du gouvernement.

Outre la crise politique, la Tunisie traverse une période difficile liée notamment à la crise économique et à la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de Covid-19.

YÉMEN

Des dizaines de morts lors de combats dans le nord du pays

Des éléments armés du mouvement "Ansarullah" (Houthis) au Yémen ont intensifié leurs attaques pour s'emparer de la ville de Marib, dernier bastion du pouvoir dans le Nord, et des dizaines de Houthis sont morts ces dernières 24 heures, selon des responsables militaires des forces gouvernementales.

Marib est située à environ 120 km à l'est de Sanaa, la capitale du pays contrôlée depuis 2014 par les Houthis. Leurs membres tentent de s'en emparer depuis un an, et la bataille s'est intensifiée ces derniers jours. Au cours des dernières heures, les Houthis ont déployé un grand nombre de leurs éléments armés et lancé des attaques à partir de divers fronts contre

Marib, une ville riche en pétrole, ont indiqué des responsables militaires des forces gouvernementales. Selon ces sources, les violences, qui se sont dérou-



lées sous les raids de la coalition dirigée par Ryadh, ont tué 16 membres des forces loyalistes et blessé 21 autres, tandis que "des dizaines de morts" ont été recensés dans le camp des Houthis.

Le Yémen connaît la pire crise humanitaire dans le monde selon l'ONU, avec des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et une population au bord de la famine. Des agences onusiennes ont averti que la moitié des enfants de moins de cinq ans pourrait souffrir de "malnutrition aiguë" en 2021.

TURQUIE-IRAK-KURDES

Treize ressortissants turcs tués par des membres du PKK dans le nord de l'Irak (Ankara)

Les autorités turques ont accusé dimanche les éléments du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) d'avoir tué treize ressortissants turcs qu'il retenait en captivité dans le Nord de l'Irak, où Ankara mène une opération contre les éléments armés kurdes. Selon le ministre turc de la Défense Hulusi Akar, des militaires turcs ont découvert 13 corps sans vie dans une grotte prise après de violents affrontements contre des membres du PKK, un groupe qualifié de "terroriste" par Ankara et ses alliés occi-

dentaux. "D'après les premiers éléments dont nous disposons, l'un de nos concitoyens a été tué d'une balle dans l'épaule et les 12 autres ont été tués d'une balle dans la tête", a déclaré M. Akar lors d'un point presse. Le ministre n'a pas donné davantage de précisions sur les victimes, mais le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin, a affirmé qu'il s'agissait de civils. Les corps ont été découverts dans la région de Gara, où l'armée turque mène depuis mercredi une opération contre le PKK dans le cadre

d'une offensive plus large baptisée "Serre d'Aigle".

Selon M. Akar, 48 membres du PKK et trois militaires turcs ont été tués depuis le lancement de la dernière opération mercredi. La Turquie mène régulièrement des attaques dans les zones montagneuses du Nord de l'Irak contre les bases arrière du PKK, qui livre depuis 1984 une sanglante guérilla sur le sol turc qui a fait plus de 40.000 morts. En décembre, Ankara avait appelé l'Irak à intensifier le combat sur son territoire contre le PKK.

ETATS UNIS

Le "fond de l'accusation" dans le procès Trump "n'est pas contesté" malgré l'acquiescement (Biden)

Le président américain Joe Biden a estimé samedi que le "fond de l'accusation" dans le procès en destitution de son prédécesseur Donald Trump "n'a pas été contesté", bien que la plupart des sénateurs républicains aient voté pour son acquiescement du chef d'"incitation à l'insurrection" ayant conduit à des violences mortelles au Capitole.

"Même si le vote final n'a pas abouti à une condamnation, le fond de l'accusation n'est pas contesté", a indiqué M. Biden dans un communiqué, relayé par des médias.

"Même ceux qui sont opposés à la condamnation, comme le chef de la minorité au Sénat (Mitch) McConnell, pensent que Donald Trump s'est rendu coupable d'un manquement honteux à ses devoirs et qu'il est, dans les faits et moralement, responsable d'avoir provoqué les violences qui se sont déchaînées sur le Capitole", a-t-il souligné.

Seuls sept sénateurs républicains se sont joints à leurs 50 collègues démocrates pour voter "coupable", ne permettant pas d'atteindre la majorité des deux tiers requise pour l'adoption de l'article de destitution pour "incitation à l'insurrection".

Ce vote, par 57 voix pour et 43 contre, dans un Sénat

aujourd'hui divisé à parité constitue néanmoins la plus grande marge bipartisane en faveur d'une condamnation dans l'histoire des Etats-Unis. Dans un discours prononcé au Sénat peu après le vote, M. McConnell a déclaré que les manifestants avaient été "nourris de mensonges insensés par l'homme le plus puissant du monde - parce qu'il était en colère pour avoir perdu une élection", ajoutant que les actes de Trump avant l'émeute ont constitué "un manquement honteux à ses devoirs".

Cependant, l'élu républicain a insisté sur le fait que la destitution de Trump après son départ du pouvoir n'était pas le moyen approprié de le tenir pour responsable. L'ex-président américain avait été formellement accusé le 13 janvier par la Chambre des représentants dirigée par les démocrates à la suite de l'attaque par ses partisans du siège du Congrès le 6 janvier dernier, interrompant la certification de la victoire électorale de M. Biden. Cinq personnes ont été tuées lors des violences, dont un policier du Capitole. M. Trump est le premier président de l'histoire des Etats-Unis à être mis en accusation à deux reprises. Son deuxième procès en destitution devant le Sénat n'aura duré que cinq jours, le plus court de l'histoire du pays.

EQUATEUR

45% des votes de la présidentielle seront recomptés

Quelque 6 millions de votes, soit 45% des votes exprimés lors du premier tour de l'élection présidentielle en Equateur, seront recomptés sur demande d'un candidat qui dit avoir été victime de fraude, a annoncé samedi l'autorité électorale. "Plus ou moins 6 millions de votes seront révisés vote par vote, selon les accords conclus par le Conseil national électoral", a déclaré à la présidente du CNE, Diana Atamaint, lors d'une conférence de presse

à Quito.

La demande de recomptage a été lancée par Yaku Perez, candidat du Pachakutik, expression politique du mouvement indigène équatorien. M. Perez est donné troisième du premier tour derrière Guillermo Lasso, ancien banquier de droite, arrivé deuxième avec moins de 0,40% d'avance sur M. Perez selon les résultats non encore définitifs publiés par le CNE. Yaku Perez affirme qu'il a été victime

d'une fraude destinée à l'écarter du second tour. Le premier tour a été largement remporté par Andres Arauz, un économiste socialiste soutenu par l'ancien président équatorien Rafael Correa (2007-2017), qui vit en exil en Belgique.

La demande de recomptage de M. Perez est appuyée par son concurrent Guillermo Lasso, qui s'est pour sa part déclaré certain d'être arrivé en deuxième position et donc de pouvoir accéder au second tour. M.

Lasso a dit souhaiter que les doutes exprimés sur les résultats de dimanche soient dissipés.

Un total de 13,1 millions de votes ont été exprimés lors du premier tour du 7 février. Le second tour, prévu pour le 11 avril, désignera le successeur du président sortant Lenin Moreno, qui ne se représenterait pas et dont le mandat de quatre ans prend fin le 24 mai.

RUSSIE

Poutine : les Occidentaux utilisent Navalny dans le cadre de leur "politique d'endiguement" de la Russie

Le président russe, Vladimir Poutine, a accusé dimanche des pays occidentaux d'utiliser l'opposant Alexei Navalny dans le cadre de leur "politique d'endiguement" de la Russie. "Nos opposants ou nos adversaires potentiels ont toujours compté sur des personnes ambitieuses, assoiffées de pouvoir, les ont toujours utilisés", a-t-il déclaré dans une interview aux médias russes, diffusée dimanche par la chaîne publique Rossiya 24. Il a estimé que les récentes manifestations ayant suivi le retour et l'emprisonnement d'Alexei Navalny, étaient elles aussi alimentées de l'étranger dans le contexte de la pandémie de coronavirus. "Ils utilisent ce personnage (Navalny, ndr) justement maintenant, au moment où tous les pays du monde, y compris le nôtre, connaissent l'épuisement, la frustration et l'insatisfaction" en raison "des conditions dans lesquelles ils vivent, du niveau de leurs revenus", a-t-il affirmé. Pour Vladimir Poutine, "les nombreux succès" de la Russie, sur le plan militaire mais aussi dans la gestion de la pandémie de coronavirus et la conception du vaccin Spoutnik V, "commencent à irriter" les adversaires de Moscou. "Plus nous devenons forts, plus cette politique d'endiguement est forte", ajoute-t-il. En octobre dernier, le Conseil européen - qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'UE - a imposé des sanctions contre six ressortissants russes et à l'Institut d'Etat pour la recherche scientifique en chimie organique et en technologie (GosNIIOKhT) pour implication présumée dans la "tentative d'assassinat" de l'opposant russe Alexei Navalny. Le ministère russe des Affaires étrangères avait alors jugé "absolument inacceptable" que l'UE adopte ces mesures "illégitimes" à la demande de ses principaux Etats membres. Les pays qui ont initié cette démarche n'ont fourni aucune preuve sur l'affaire Navalny tant aux autorités russes qu'à leurs propres partenaires de l'UE, avait dénoncé le ministère, promettant que "tout acte inamical des pays occidentaux se heurtera inévitablement à une réponse adéquate" de Moscou.

ESPAGNE

Elections indécises en Catalogne sous le signe du Covid

La Catalogne est appelée aux urnes dimanche en pleine épidémie et avec comme enjeu de savoir si les socialistes, à la tête du gouvernement espagnol, parviendront à écarter les indépendantistes du pouvoir à Barcelone, un peu plus de trois ans après une tentative avortée de sécession durement réprimée. Au-delà des résultats pour cette région du nord-est de l'Espagne, la principale inconnue de cette élection porte sur la participation, qui devrait être en forte baisse en raison du contexte sanitaire actuel dans le pays, l'un des Etats européens les plus durement frappés par la pandémie de Covid-19, même si une légère amélioration a été notée ces derniers jours. Les bureaux de vote seront ouverts de 08h00 GMT à 19h00 GMT, mais la dernière heure sera réservée aux personnes atteintes du Covid-19 ou en quarantaine, une situation exceptionnelle qui obligera les assesseurs tenant les bureaux à porter des combinaisons de protection intégrale.

Les enquêtes d'opinion prévoient que la participation pourrait tomber sous les 60%, alors qu'elle avait été d'environ 80% lors des précédentes élections, en 2017. Signe d'un malaise chez les quelque 5,5 millions d'électeurs inscrits, environ 35.600 personnes sur les 82.000 tirées au sort pour servir d'assesseurs ont demandé à être dispensées de cette obligation. Bien que 23.300 demandes aient été acceptées, les autorités assurent que le scrutin pourra se dérouler normalement. Cette chute prévisible de la participation accroît l'incertitude du scrutin, les sondages donnant trois formations dans un mouchoir de poche avec un peu plus de 20% des voix : les deux principaux partis indépendantistes catalans - Ensemble pour la Catalogne (JxC) et Gauche républicaine de Catalogne (ERC) - qui forment l'actuel gouvernement régional, et le PSC, branche catalane du Parti socialiste ouvrier espagnol du Premier ministre Pedro Sanchez.

PRESSE NATIONALE

Condoléances de M. Belhimer suite au décès de la journaliste Selma Herraz

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a présenté, dimanche, ses condoléances et sa compassion à la famille de la journaliste au journal "El Khabar", Selma Herraz, décédée samedi, ainsi qu'à l'ensemble de la corporation.

Le ministre de la Communication "présente ses condoléances les plus attristées et l'expression de toute sa compassion à la famille de la défunte, ainsi qu'à toute la corporation, priant Allah Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de prêter patience et assistance à sa famille", lit-on dans la page Facebook du ministère de la Communication.

Spécialisée dans des questions de la société, la défunte journaliste avait obtenu plusieurs prix, dont celui de star de la presse écrite pour l'année 2015. Elle avait été auparavant lauréate du même prix, lors de la 4e édition en 2014.

De son vrai nom, Selma Hanak, la défunte avait exercé pendant plus de 15 ans au journal El-Khabar.



ARTS PLASTIQUES - EXPOSITION

La plasticienne Nadia Cherrak expose ses nouvelles œuvres à Alger

La plasticienne Nadia Cherrak expose, depuis samedi à la Galerie de Bab Ezzouar, ses nouvelles œuvres réalisées, pour la plupart, durant le confinement sanitaire.

L'artiste a consacré dans ses tableaux la place de la femme dans la société amazighe où elle est considérée la clef de voûte de la famille tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maison. Elle a donné à ses dessins une dimension esthétique représentant la forte présence de la femme dont les tâches tendent à séduire sa famille ainsi que sa participation dans les événements organisés à l'occasion de fêtes et autres.

L'homme était présent également dans l'un de ses tableaux de cette exposition intitulée "Once Upon a Time", où l'on voit l'homme, debout, entouré des autres membres de la famille. Dans les 25 tableaux exposés, l'artiste a voulu offrir un travail exceptionnel empreint de ses touches précises et a réussi à relier le passé au présent.

Née en 1965 à Tizi Ouzou, la plasticienne Nadia Cherrak a appris le dessin à la maison de Culture Mouloud Maameri dans la même ville.

Plus jeune, elle s'intéresse à la danse classique, une discipline qu'elle a pratiquée pendant plus de 8 ans. Elle est également diplômée de la faculté des sciences économiques.

L'exposition des nouvelles œuvres de Nadia Cherrak se poursuivra jusqu'au 4 mars prochain.

PEINTURE - EXPOSITION

Inauguration de l'exposition collective "Bouffées de couleurs"

Une exposition collective d'arts plastiques regroupant les œuvres de plusieurs artistes peintres issus de différentes tendances artistiques s'est ouverte samedi au public à Alger.

Organisée à la galerie d'art Mohamed-Racim par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger, l'exposition intitulée "Bouffées de couleurs" réunit les toiles de cinq plasticiens qui ont alterné entre l'abstrait, le figuratif et l'abstrait lyrique, en mettant en valeur les couleurs et les formes. Dans un nouvel élan de recherche des couleurs, la plasticienne Narimane Sadat, propose au visiteur une vingtaine de toiles réalisées avec des tech-

niques mixtes pour faire ressortir des couleurs pures. Optant pour de petits formats, l'artiste utilise des couleurs ternes pour illustrer des éléments décoratifs naturels comme la végétation.

Pour sa part, Madjid Guemroud, connu pour son penchant pour la peinture abstraite, participe à cette exposition avec cinq toiles qui signent son retour vers le figuratif, un choix qui lui permet, dit-il, d'illustrer des pensées à travers un "éclatement" de couleurs maîtrisées.

"Mes toiles sont un reflet de ce que vivent les habitants de la Méditerranée, particulièrement les Africains, symbolisés par des silhouettes

anonymes en mouvement", explique l'artiste. Smail Ouchène, quant à lui, présente dans ses toiles abstraites appuyés par des éléments figuratifs, des silhouettes tourmentées dans un éclatement de couleurs où le bleu, le rouge et le noir prédominent.

Alliant parfaitement le contraste clair-obscur, l'artiste fait jaillir à travers ses peintures différents sentiments de joie, de colère ou encore de résilience. Dans la même approche artistique, Abderrahmane Bekhti fait la synthèse de l'abstrait et du figuratif, donnant à voir des toiles "savamment" harmonisées avec des couleurs et des traits "maîtrisés". Il pro-

pose un portrait de femme, regard dirigé vers le bas avec un fond abstrait ou une œuvre évoquant la pandémie de coronavirus à travers un portrait de femme, les yeux fermés, entourée d'illustration évoquant la vie, la mort et l'espoir.

Enfin Tayeb Bennabes prend part à cette manifestation picturale avec huit toiles abstraites qui magnifient les couleurs froides dans une atmosphère harmonieuse contrastée par des touches d'une palette chaude évoquant l'éruption et la matière. Organisée par l'Etablissement Arts et Culture, l'exposition est ouverte au public jusqu'au 13 mars prochain.

ARCHÉOLOGIE

Constantine: antique ville de Tiddis, une merveille architecturale en quête de valorisation

Perchée sur une colline et érigée en escaliers, l'antique ville de Tiddis, située dans la commune de Beni H'midane, à 30 km au nord-ouest de Constantine, est une merveille architecturale et d'ingénierie en quête de valorisation.

Ancien village berbère nommé Taddart ou Ras Eddar, comme l'appellent les habitants de la région, Tiddis ou "Castellum Tidditanorum" déroule plus de 3000 ans d'histoire allant de l'ère libyque à byzantine en passant par les périodes punique et romaine.

Mais en dépit de ce prestigieux passé, elle demeure méconnue par des générations.

Mise au jour par l'archéologue français André Berthier à partir de 1940, Taddart, la ville militaire romaine bâtie pour protéger l'antique Ciria "lutte" pour un statut de site exceptionnel témoin de passage de plusieurs civilisations.

Tiddis, en quête de mise en valeur et de sauvegarde

Lancé en 2014 dans le cadre des préparatifs de l'événement Constantine, capitale 2015 de la culture arabe, avec l'espoir de faire émerger Tiddis, le plan permanent de mise en valeur et de sauvegarde des sites archéologiques (PPMVSSA) de Taddart n'est toujours pas ficelé.

Le directeur local de la Culture et des Arts, Arîbi Zitouni a assuré que le PPMVSSA est "au stade de l'enquête publique, l'ultime étape avant le dépôt du plan de la mise en valeur et de sauvegarde pour approbation à l'Assemblée populaire de wilaya (APW) puis par l'Assemblée populaire nationale (APN)". Une fois débattu et approuvé, la démarche sera soldée par la promulgation d'un décret ministériel permettant la mise en valeur du site à travers des

opérations de sauvegarde structurées et réglementées, a-t-il expliqué.

Et de détailler: "L'étude du plan permanent de mise en valeur et de sauvegarde des sites archéologiques PPMVSSA consacrée à la ville de Tiddis a impliqué toutes les parties concernées, élus, responsables de l'exécutif et universitaires". Le responsable a relevé que les opérations d'éclairage du site Tiddis et l'installation des signalisations seront les premières démarches à entreprendre dès la validation du PPMVSSA, rappelant que des opérations d'accompagnement dont la réhabilitation de la voie d'accès vers ce site archéologiques ont été déjà lancés par les autorités locales. Sur le site, le responsable de la sécurité, Ameur Talbi, a affirmé connaître de père en fils l'histoire de chaque pavé de cette ville antique. "Dès mon jeune âge, j'accompagnais mon père et grand-père, qui était apprenti de l'archéologue André Berthier sur le site, c'est un peu chez moi ici", confie-t-il à l'APS. Grimant la colline sur laquelle Tiddis est bâtie en escalier, le responsable de la sécurité et le guide des lieux remonte l'histoire d'un site enchanteur et présente les vestiges du site.

Pour lui, la propreté et la sécurité des lieux sont une autre manière de mettre Tiddis en valeur. "10 agents de sécurité et de prévention se relayent sur le site pour assurer sa sécurité et sa propreté, appuyés dans notre mission par les services de sécurité, qui envoient fréquemment des patrouilles et à tout moment de la journée", a indiqué M. Talbi, affirmant que ce site est visité aussi bien par des nationaux que des étrangers du quatre coins du monde".

En véritable connaisseur du site, M. Talbi raconte Tiddis, depuis la bazina, tombe commune circulaire propre à la période numide, qui interpelle de loin

le visiteur, à l'arc marquant l'entrée de la cité forteresse en passant par les vestiges des thermes, d'une huilerie et des temples. Le plus captivant également pour les visiteurs, selon le responsable de la sécurité, est le génie et la technicité adoptés dans cette cité pour relier les citernes et le grand réservoir d'eau, pour l'alimentation en eau des habitants.

Promouvoir Tiddis grâce aux réseaux sociaux

Sur les 40 hectares que compte la cité antique de Tiddis, seuls 7 ha soit environ 20% ont été fouillés et répertoriés, a souligné pour sa part le responsable local de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBC), Widad Bouzahzah.

"En moyenne 1200 personnes par mois visitent le site Tiddis et des pics sont enregistrés durant le printemps et l'automne", a-t-elle affirmé, relevant que l'OGEBC, chargé de la gestion de Tiddis œuvre pour "promouvoir la cité et faire connaître son histoire".

Et de souligner: "L'OGEBC s'emploie à travers les supports technologiques d'information et de communication notamment sur ses pages officielles de l'Office sur les réseaux sociaux, à mettre en lumière Tiddis et la valeur des vestiges mis au jour ainsi qu'à informer sur les nouveautés en matière de gestion du site". "La ville qui était une forteresse avancée pour protéger Cirta des attaques étrangères, recèle des ruines témoignant de la succession des civilisations depuis la nuit des temps", a indiqué le responsable, rappelant de l'existence sur ce site de monuments mortuaires collectifs, des dolmens et un mobilier funéraire, témoignant du passage de vieilles civilisations et suscitant la curiosité de nombreux passionnés d'histoire.

3^e FESTIVAL DU MONODRAME DE CARTHAGE**Trois œuvres algériennes au programme**

Les pièces de théâtre, "ma chausure", "une femme à deux têtes" et "El Moulâqqine" (le souffleur) prennent part au 3^e Festival international du monodrame de Carthage (Tunisie), prévu du 25 au 28 mars prochains, annoncent les organisateurs.

Seul monodrame en compétition sur les trois représentant l'Algérie, "Hidai" (ma chausure), produit par l'association "Skamla" de Tipasa et mis en scène par le jeune Mahdi Kasdi, sur un texte de l'Irakien Ali Labadi, concourra aux côtés de dix autres spectacles de huit pays.

Le texte, dense et poignant, de ce monodrame traite d'une quête existentielle de soi, à travers une série de questions relatives au droit élémentaire à une vie décente, adressées à une chausure, témoin de toutes les errances et du nombre incalculable de pas perdus dans la vie.

"Hidai", sera en compétition avec les monodrames, "Soheil" (Palestine), "El Maréchal" (Libye), "Youcef ou Hamed" (Bénin), "Woudjoud" (Bahrein), "Azhar" et "Fard oud" (Irak), "Moumou djiane" (Maroc), "Hareb min/ila ed'dawla el islamiya" (Tunisie), "Lakta min omrek" (Egypte). Produit par l'association "El Forsane" de Saïda et mis en scène par Mustapha Bourri sur une adaptation d'un texte de l'Italien Alberto Moravia, le monodrame, "Imra a bi raesayne" (une femme à deux têtes) raconte l'histoire de Zahra, une jeune maman célibataire qui finit par perdre la raison après avoir assassiné son mari le jour de son mariage. Le spectacle "El Moulâqqine" (le souffleur), de la Coopérative "Ed'difa" de Sidi Bel Abbès, mis en scène par Mohamed Bekriti sur un texte du poète saoudien Ahmed El Mella, propose, quant à lui, une projection de la réalité dans ses divers domaines, endurée par les différentes couches de la société à l'instar de l'artiste et du comédien, injustement isolé et marginalisé.

Les spectacles "Imra a bi raesayne" et "El Moulâqqine", sont programmés hors compétition avec des monodrames comme "Akd Djokesta" (Tunisie), "El hariq" (Libye) et "Ya khawf âakka" (Palestine/Liban).

Lors de cette édition, les organisateurs prévoient de rendre hommage au dramaturge et comédien algérien Lamri Kaouane, ainsi qu'à d'autres artistes de renom.

L'universitaire et critique algérien, Ahcène Tiliani siègera parmi les membres du jury, également composé par la comédienne tunisienne Mouna Nour Eddine, Mohamed Saïf El Afkham des Emirats Arabes Unis et Mohamed Sebati du Maroc. En marge des représentations théâtrales, des ateliers de formation seront organisés et encadrés par des professionnels du 4^e art de différents pays, à l'instar de celui concernant "la maîtrise du corps et du mouvement dans l'espace scénique" qui sera animé par la comédienne et metteuse en scène algérienne, Tounes Ait Ali. Créé en 2018, le Festival international du monodrame de Carthage vise à offrir un espace d'expression à part à un genre théâtral aussi exigeant et pluridisciplinaire qui met en valeur les performances individuelles des comédiens. Cette 3^e édition initialement prévue en 2020 est reportée pour l'année en cours pour cause de pandémie de la Covid-19.

INTERNET - FISCALITÉ

Le Maryland, premier Etat américain à taxer la publicité numérique

Des élus américains veulent réguler les géants de la tech, mais aussi les taxer, comme dans le Maryland, premier Etat du pays à avoir approuvé vendredi un impôt sur la publicité en ligne, un secteur largement dominé par Google et Facebook.

Le Parlement de ce petit Etat en banlieue de la capitale Washington s'est prononcé en faveur d'une loi censée générer environ 250 millions de dollars au bout d'un an, qui seront destinés aux écoles.

"Le Maryland va devenir le premier Etat du pays à s'assurer que les +big tech+ payent leur part pendant qu'ils engrangent des milliards de dollars par an grâce à nos données personnelles pour vendre des pubs numériques", a déclaré vendredi sur Facebook le sénateur Bill Ferguson, principal rapporteur du texte. "Des entreprises comme Amazon, Facebook et Google ont vu leurs profits augmenter de manière spectaculaire pendant la pandémie de Covid-19 tandis que nos petites entreprises peinent à survivre".

Les lobbys de la Silicon Valley argumentent au contraire, aux côtés des républicains, que les coûts de ce type de législation seront répercutés aux entreprises, petites et grandes, qui achètent des espaces publicitaires sur les plateformes.

"Le Maryland a l'honneur douteux d'être le seul Etat du pays à avoir approuvé une loi aussi mauvaise, avec en plus la distinction de l'avoir fait pendant une pandémie et une crise économique", a réagi dans

un communiqué Robert Callahan, un vice-président de la Internet Association, qui représente la plupart des grands groupes technologiques. D'autres Etats américains pourraient bientôt emboîter le pays au Maryland, alors que leurs caisses sont vides après une année de restrictions imposées aux activités économiques.

Ses efforts s'inscrivent dans le cadre d'un débat de plus en plus important en Amérique du Nord, sur le pouvoir économique et politique des sociétés de la Silicon Valley. Google et Facebook font face à des poursuites de diverses autorités pour abus de position dominante et Amazon et Apple pourraient en subir aussi. A gauche comme à droite, des élus veulent en outre imposer plus de responsabilités aux réseaux sociaux, du respect de la confidentialité des données à la modération des contenus.

Larry Hogan, le gouverneur républicain du Maryland, avait approuvé son veto au nouvel impôt, mais vendredi le Sénat local a voté en faveur d'un contournement de ce veto, après la chambre des représentants jeudi.

"Ce n'est pas la fin de ce combat", a-t-il dit sur Twitter.

"Ca ne peut pas se passer comme ça". Quelques pays européens ont déjà adopté des taxes sur le numérique, qui leur ont valu des représailles sous forme de droits de douane supplémentaires de la part du gouvernement de Donald Trump.

ETATS -UNIS

Facebook estime avoir "joué son rôle" lors des émeutes du Capitole

Facebook a fait part jeudi de ses progrès dans la modération des contenus pouvant mener à des violences, notamment en rapport avec les émeutes du 6 janvier à Washington, qui valent à l'ex-président américain Donald Trump d'être jugé au Sénat pour "incitation à l'insurrection".

"Nous avons pris beaucoup de mesures visant spécifiquement les attaques du Capitole pour nous assurer que nous jouions bien notre rôle", a souligné Monika Bickert, la vice-présidente du géant des réseaux sociaux en charge des règlements sur les contenus. Elle a rappelé lors d'une conférence de presse que la plateforme avait banni en tout 890 milices et mouvements armés, soit plus de 3.000 pages et plus de 19.000 groupes, dont une bonne partie en amont de la cérémonie de certification de la victoire de Joe Biden à la présidentielle.

Pendant les attaques et après, Facebook a aussi communiqué avec les forces de l'ordre, notamment pour les aider à identifier les personnes qui publiaient des photos d'elles-mêmes au Capitole.

Un mois après, les Etats-Unis continuent de se demander comment une telle situation a pu avoir lieu - d es centaines de partisans de Donald Trump s'étaient



engouffrés violemment dans le siège du Parlement américain, choquant le pays et à l'étranger.

Le milliardaire républicain est dans le collimateur, avec ses allégations répétées (et mensongères) de fraude électorale. Mais de nombreux ONG et élus pointent aussi du doigt les réseaux sociaux, où des mouvements violents ont pu s'organiser depuis des années, propager des fausses rumeurs et rallier de nombreux utilisateurs. Facebook avait commencé à bloquer les messages comportant le slogan "Stop the steal" ("Stop au vol" des élections) en novembre, mais seulement s'ils incitaient aussi à la violence. En janvier, après les émeutes, "nous avons vu que l'expression était associée avec l'apologie des attaques ou de la violence en général, et donc nous avons décidé de ne plus l'autoriser du tout", a rappelé Monika

Bickert. Le groupe californien, comme ses voisins de la Silicon Valley, a aussi fini par durcir le ton contre l'ancien président, banni des plateformes dans la foulée de l'invasion du Capitole, et contre QAnon, cette mouvance conspirationniste dont les fidèles sont persuadés que Donald Trump devait sauver le monde d'élites pédophiles et corrompues. En tout, plus de 3.000 pages, 10.000 groupes et 500 événements liés à cette nébuleuse ont été supprimés. La plateforme s'est par ailleurs félicitée des progrès de ses technologies d'intelligence artificielle, qui ont permis de réduire la prévalence des contenus haineux ou violents. "Au quatrième trimestre, sur 10.000 visionnages de contenus, il y en a eu 7 ou 8 de discours de haine", a noté Guy Rosen, vice-président en charge de l'intégré.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Ressources en Eau

Direction des ressources en eau de La Wilaya de Tipasa

Intitulé de l'opération : Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika

Projet : Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika en Deux (02) lots séparés :

Lot n°03: Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Bourkika.

Lot n°04: Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Ahmeur El Ain.

Numéro d'immatriculation fiscale : 099042015052736 .

Avis d'attribution Provisoire de Marché

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, après l'étude et l'évaluation des offres, La direction des ressources en eau de la wilaya de Tipasa informe les entreprises ayant soumissionné dans le cadre de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales

N°16/DRE/2020 pour objet : Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika en deux (02) lots séparés Paru aux quotidiens nationaux : **الجمعة** en date du : 06/12/2020 et DK NEWS en date du 07/12/2020 suivant l'attribution du projet suite au tableau :

Numéro et intitulé du projet	Entreprise	Numéro d'immatriculation fiscale	Montant en TTC (DA)	Délai
Lot n°03: Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Bourkika.	SNC FRERES KERROUZI	000502090499350	25 873 218.00	08 MOIS
Lot n°04: Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Ahmeur El Ain.	ETHPB CHERCHELL AICHA	246442300022148	59 767 726.20	08 MOIS

Les soumissionnaires peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya de Tipasa au siège de la Wilaya, dans un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP. Si le dixième jour coïncide un jour de repos ou un jour férié, le délai du recours se reportera au jour de travail suivant.

La direction des ressources en eau invite les autres soumissionnaires à se rapprocher de ses services dans un délai de trois (03) jours à partir de la première parution du présent avis pour consulter les résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières de leurs offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Biskra

Circonscription administrative d'Ouled - Djellal

Daïra d'Ouled - Djellal

Commune d'Ouled - Djellal

N° : d'identification fiscale de la commune : 098407055073423

Avis d'attribution provisoire d'un Marché

Conformément à l'article N°: 65 -2eme paragraphe du décret présidentiel n°:15/247 du: 16/09/2015, comportant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Le président de l'Assemblée populaire communale annonce aux soumissionnaires à la appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 19/20- relatif au :

Extension réseaux d'assainissement des habitations cité ancienne ville, village Chahtid Lamri Kouider et zone Chaâoua.

Inscrit aux journaux nationaux :

- Assiahi du :17/12/2020.

- DK NEWS du :17/12/2020.

- BOMOP du :27/12/2020 au 02/01/2021.

D'après l'évaluation des offres par la commission compétente le marché du projet au **Extension réseaux d'assainissement des habitations cité ancienne ville, village Chahtid Lamri Kouider et zone Chaâoua.**

a été attribué provisoirement comme suit :

Désignation de l'entrepreneur	NIF de l'entrepreneur	Montant du Marché (en TTC)	Délais de Réalisation	Note obtenue	Observation
Ben Taleb Omar gérant de l'entreprise des grands travaux publique et hydraulique et travaux de creusement et travaux ruraux à Ouled - Djellal	198107050026049	9.578.820.00 DA	Cent quatre (104) jours.	90	Le qualifie unique

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière à se rapprocher au siège de l'équipement de la commune, au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution de la publication de l'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public ou à la presse (4^{ème} paragraphe de l'article 82 du décret ci-dessus

Le soumissionnaire qui conteste le choix du service contractant peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public ou à la presse. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant (disposition article 82 du ci-dessus).

TENNIS / TOURNOI ITF DE MONASTIR

L'Algérienne Inès Ibbou tombe en finale

La tennismann algérienne Inès Ibbou a été battue en finale d'un tournoi international ITF féminin, dimanche à Monastir (Tunisie) par la Tchèque Linda Fruhvirtova en deux sets (6-2, 6-2).

Ce duel, entre la tête de série N.6 et la tête de série N.5, a tourné finalement à l'avantage de cette dernière, qui a fixé la barre très haut dès l'entame de ce tournoi à 15.000 USD. Même l'ancienne championne d'Afrique junior (22 ans) a brillé lors des quatre matchs précédents, avant de s'incliner en finale.

Mais elle sort tout de même avec la satisfaction d'avoir engrangé quelques précieux points au classement mondial WTA. Ce tournoi du circuit pro-féminin, qui s'est déroulé sur surface rapide, est le deuxième consécutif pour Ibbou depuis son retour à la compétition, après avoir observé un arrêt forcé pendant un mois, suite à l'annulation de plusieurs compétitions en Tunisie, consécutivement à une hausse des cas de contamination au coronavirus.

CYCLISME/GRAND PRIX DIDOUCHE MOURAD

Seifeddine Yebka s'adjuge la 17^e édition

Le cycliste, Seif Eddine Yebka, de l'équipe nationale militaire sénior s'est adjugé la 17^{ème} édition du Grand prix cyclisme "Didouche Mourad", dont la 4^{ème} étape a été disputée samedi dans la commune éponyme, distante de 16 km de Constantine.

Durant la dernière manche de ce challenge qui s'est déroulée dans un climat froid, les coureurs ont parcouru un circuit de 107 km, à partir de la commune de Didouche Mourad, point de départ, en passant par la commune de Hamma Bouziane (RN 3) et les localités de Ain Ben Sbaâ, Chaâbet El Medbough, Tiddis et Grarem Gouga (RN 27), et ce, jusqu'à la wilaya de Mila (RN 79 A) pour rallier ensuite El Malha, Ibn Ziad et Hamma Bouziane avant de revenir au point de départ.

Chez les séniors, la quatrième étape du tournoi a été marquée par une nette domination des cyclistes de l'équipe nationale militaire et de Madjd Blida, notant que le coureur Seif Eddine a terminé premier avec un temps de 9 h 39' 50", suivi du cycliste Youcef Fersadou du Club Madjd Blida avec un temps de 9 h 42' 53", tandis que la troisième place est revenue à Zaki Boudar du même club, avec un temps de 9 h 43' 04".

Chez les juniors, Bacha Sas Haroun de l'équipe de Draria (Alger) a franchi en premier la ligne d'arrivée en 2 h 5' 13", suivi par Amar Chengriha du club El Kantara (Biskra) et Ayoub Ferkous du club de l'Académie de Constantine en deuxième et troisième position respectivement.

Dans le classement par équipes, le club de l'Académie de Constantine (junior) et l'équipe nationale militaire (sénior) ont remporté le titre de la 17^{ème} édition du Grand prix "Didouche Mourad" de cyclisme, a-t-on souligné. 75 cyclistes, représentants 17 équipes issues de différentes wilayas du pays, ont participé à cette compétition dédiée aux catégories junior et sénior. Cette compétition a été organisée par la LCC en coordination avec la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et la commune de Didouche Mourad.

Résultats techniques de la 4^{ème} étape :

Catégorie sénior :

- 1- Badlis Slimane (Madjd Blida)
- 2- Boudar Zaki (Madjd Blida)
- 3- Draou Abdeljalil (équipe nationale militaire)

Catégorie junior :

- 1- Amellal Ahmed Acheraf (Majd Blida)
- 2- Sahraoui Abdennour (équipe nationale militaire)
- 3- Ferkous Ayoub (club de l'Académie de Constantine).

APS

SPORT - MJS

Le décret exécutif relatif au non cumul entre les responsabilités entre en vigueur (JO)

Le décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n.15-340 du 28/12/2015 relatif au non cumul entre la responsabilité exécutive et élective et la responsabilité administrative au sein des structures d'organisation et d'animation sportives, est devenu effectif, suite à sa parution dans la dernière édition du Journal officiel (JO).

Ce décret exécutif du non cumul concerne "les titulaires de la fonction élective de président ou membre élu du bureau exécutif d'une fédération, ligue, club ou association sportive, avec ladite fonction au sein des structures d'organisation et d'animation sportives de la même discipline ou d'une autre discipline sportive, les fonctionnaires nommés aux postes supérieurs, les fonctionnaires nommés aux postes supérieurs de chef de service ou de bureau".

Sont également concernés par ce décret exécutif, "les fonctionnaires nommés aux postes supérieurs de chefs de service, de département ou de bureau ou de chef d'unité des sports d'établissement public à caractère administratif ou d'établissement public à caractère industriel et commercial, les fonctionnaires nommés aux postes supérieurs d'inspecteur coordi-



nateur ou attaché communal des sports", selon le JO N.9 de 2021. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, avait présenté le 3 février dernier, en conseil du gouvernement, un exposé sur ce do-

cument qui étend les cas de non cumul à des catégories de fonctionnaires de son secteur qui n'ont pas été prévus dans les dispositions du décret exécutif n.15-340 en vigueur. "Les nouvelles dispositions ap-

portent plus de précisions aux cas et situations de non cumul de responsabilités ce qui permettrait de mieux lutter contre les risques de conflits d'intérêts et d'abus d'autorité et préserver ainsi l'éthique et la morale spor-

PARA-ATHLÉTISME / GP FAZZA

L'Algérie remporte cinq médailles lors de la dernière journée

La sélection algérienne de para-athlétisme (handisport) a clôturé sa participation au Grand-Prix de Fazza à Dubaï, en remportant lors de la dernière journée cinq médailles (1 or et 4 argent), terminant à la 5^e place sur 45 pays classés.

Dans les épreuves de la 4^e et dernière journée, samedi soir, la lanceuse Safia Djelal (F57) s'est adjugée le meilleur des concours de poids, classes jumelées F56/57, avec un jet de 10,88m réussi à son 6^e et dernier essai, synonyme de 1002 points.

Cette performance lui vaut, selon son entraîneur, la 4^e meilleure performance mondiale de l'année.

Au même concours, les Algériennes Nassima Saifi et Nadia Medjmedj, qui devaient prendre part à la compétition, ne se sont pas présentées en raison de blessure.

La moisson algérienne lors de la journée de samedi s'est poursuivie avec l'argent de Gasmi Mounia (poids F31/31/51), Mourad Bachir (poids/F55), Sofiane Hamdi (400 mètres/T37) et

Sid Ali Bouzourine (400 mètres/T36). Bouzourine a non seulement remporté la 2^e place, mais aussi réussi à pulvériser le record d'Afrique de la distance du 400m de sa classe avec un chrono de 58.26.

Un nouveau record qui s'ajoute à celui réalisé par la lanceuse de javelot, classe 46, Achoura Boukoufa (33,79 m).

Pour leur part, les athlètes Lynda Hamri et Kerfas Nacer-Eddine se sont contentés, respectivement, de la 4^e place en longueur (5,29m et un total à 729 pts) et la 9^e position au 5000 mètres, couru en 15:45,65.

Par contre, l'athlète Samir Nouioua (T46), expérimenté dans ce genre de rendez-vous, a brillé par son absence aux épreuves du 400 et 1500 mètres, dans lesquelles il s'était inscrit depuis plusieurs jours, après autorisation de son entraîneur.

Avec un total de 25 médailles dont 9 or, l'Algérie termine le rendez-vous de Fazza en 5^e position sur 45 pays classés. Le podium est revenu à la

Thaïlande (14 or, 13 argent, 12 bronze), l'Ouzbékistan (13 or, 5 argent, 6 bronze) et l'Inde (11 or, 6 argent et 6 bronze).

L'Algérie était représentée au 12^e Grand-Prix de Fazza par 18 athlètes dont sept dames. De l'avis de l'ensemble des entraîneurs algériens, ces résultats auraient pu être meilleurs sans le Covid-19 et le confinement qui s'en est suivi. Cette situation très difficile a affecté la préparation des athlètes. "Pour ces raisons, on ne peut qu'être satisfaits des prestations des athlètes. Ils reprennent progressivement. Le meeting de Fazza, leur première compétition depuis plus de 10 mois, leur a permis de reprendre confiance.

A nous de redoubler d'efforts, quatre mois seulement nous séparent des Jeux paralympiques de Tokyo, où nous visons de bonnes performances", ont indiqué les techniciens algériens présents à Dubaï, lors d'une réunion de travail tenue par les responsables de la délégation.

JUDO / GRAND PRIX DE TACHKENT

L'Algérie présente avec cinq athlètes en Ouzbékistan

Cinq judokas (2 messieurs et 3 dames) représenteront l'Algérie au Grand Prix de Tachkent, prévu du 5 au 7 mars en Ouzbékistan, a appris l'APS dimanche auprès du Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne, Salim Boutebcha.

Il s'agit de Fethi Nourine et Abderrahmane Bena-

madi, respectivement chez les -73 kg et -90 kg (messieurs), ainsi que d'Amina Belkadi (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78) chez les dames.

Les cinq représentants algériens prendront part à cette prestigieuse compétition avec l'objectif d'aller le plus loin possible, ce qui leur permettra de ré-

colter un maximum de points et de conforter ainsi leur classement olympique. Le DTN a rappelé par ailleurs que le stage de la sélection nationale (messieurs), jumelé avec celui de son homologue tunisienne à Tikjda, dans la wilaya de Bouira, s'achève dimanche.

Un stage entamé le 4 février et qui, selon la même

source, a été une "totale réussite", car les judokas engagés ont beaucoup progressé, aussi bien sur le plan physique que technique. "L'échange d'expérience a été très bénéfique pour les deux sélections, et nos frères tunisiens ont été très satisfaits des différents moyens qui ont été mis à leur disposition", a-t-il conclu.

LIGUE 1 (13^E JOURNÉE) L'OM gagne et rejoint provisoirement l'ESS en tête du classement

L'Olympique Médéa a rejoint provisoirement l'ES Sétif en tête du classement de la Ligue 1 algérienne de football, en battant le NA Hussein Dey (2-1), samedi à domicile pour le compte d'une 13^e journée amputée de quatre rencontres.

En effet, l'OM a bien profité de l'absence de l'Entente, dont le match face à la JS Saoura a été reporté à une date ultérieure en raison de sa participation en Coupe de la Confédération, et l'a emporté face au Nasria, se hissant par la même occasion sur la plus haute marche du podium, avec 27 points.

C'est l'infortuné Rabie Meftah qui a permis à l'OM d'ouvrir le score, en marquant contre son camp à la 16', avant que Houssam Khalfallah ne double la mise à la 27'.

La réaction des "Sang et Or" a été quasi immédiate, puisque Rachid Nadjji a réduit le score dès la 36', mais l'excès de précipitation devant le but a fait que le score en reste là jusqu'au coup de sifflet final.

De son côté, le CA Bordj Bou Arreridj a été mené à deux reprises au score, avant d'arracher l'égalisation à domicile face au NC Magra (2-2).

La lanterne rouge court toujours après sa première victoire de la saison.

Après l'ouverture du score par Boubacar Soumana (23'), les "Criquets jaunes" ont égalisé une première fois par Sofiane Lacheheb (46'), avant de retomber dans leurs travers et de concéder un deuxième but devant Akram Demane (67').

Loin d'avoir abdicqué, et à force d'insister, ils ont fini par arracher le point du nul grâce à Toufik Zeghdane (82').

A l'instar du CABBA, et malgré l'avantage du terrain, le RC Relizane a trouvé toutes les peines du monde pour venir à bout de son adversaire du jour, la JSM Skikda, modeste avant-dernier au classement général (2-1).

Le RCR a dû attendre la demi-heure de jeu pour ouvrir le score grâce à Abou Sofiane Balegh.

Ce n'est qu'à la 77' que Seif-Eddine Chettih a pu offrir un semblant de paix aux locaux, en inscrivant le



deuxième but. Mais la réduction du score par Kheir-Eddine Merzougui à la 82' a vite redonné des sueurs froides au RCR qui a terminé le match avec la peur au ventre.

Finalement, les locaux ont réussi à préserver leur acquis jusqu'au coup de sifflet final, engrangeant au passage trois précieux points qui leur permettent de rejoindre le Paradou AC à la 10^e place avec 17 points, au moment où la JSMS reste scotchée à l'avant-dernière place avec seulement huit unités.

Le bal de cette 13^e journée s'était ouvert vendredi avec le déroulement de trois rencontres, dont le PAC et surtout l'AS Ain M'lila ont été les plus grands bénéficiaires.

En effet, si les "Pacistes" ont ramené un point de Sidi Bel-Abbès (0-0), l'ASAM a réussi à l'emporter au stade Omar-Hamadi face à l'USM Alger (1-0).

De son côté, le MC Oran n'a pas fait dans le détail en accueillant le mal-classé US Biskra, qu'il a littéralement atomisé (6-0).

Cette 13^e s'achèvera avec le déroulement des quatre dernières rencontres inscrites à son programme, reportées à une date ultérieure en raison de la participation de l'ES Sétif, du CR Belouiz-

dad, du MC Alger et de la JS Kabylie aux différentes joutes continentales.

Le MCA, le CRB et la JSK joueront à domicile, respectivement contre l'ASO Chlef,

le WA Tlemcen et le CS Constantine, au moment où l'ESS est appelée à se déplacer chez la JS Saoura.

Résultats partiels et classement

Samedi :		
RC Relizane - JSM Skikda	2-1	
CA Bordj Bou Arreridj - NC Magra	2-2	
Olympique Médéa - NA Hussein Dey	2-1	
Vendredi :		
USM Alger - AS Ain M'lila	0-1	
USM Bel-Abbès - Paradou AC	0-0	
MC Oran - US Biskra	6-0	
Reportés :		
MC Alger - ASO Chlef		
JS Kabylie - CS Constantine		
CR Belouizdad - WA Tlemcen		
JS Saoura - ES Sétif		

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	27	12
--). O. Médéa	27	13
3). JS Saoura	23	12
--). AS Ain M'lila	23	13
5). JS Kabylie	21	12
--). MC Oran	21	13
7). CR Belouizdad	20	10
8). MC Alger	19	11
9). USM Alger	18	12
10). Paradou AC	17	13
--). RC Relizane	17	13
12). ASO Chlef	16	11
13). CS Constantine	13	11
--). NA Hussein Dey	13	13
15). WA Tlemcen	11	12
16). US Biskra	10	13
--). USM Bel-Abbès	10	13
--). NC Magra	10	13
19). JSM Skikda	8	13
20). CABB Arreridj	4	13

LIGUE 1 (CLASSEMENT DES BUTEURS) Khalfallah rejoint Koudri à la deuxième place

L'attaquant de l'Olympique Médéa Hicham Khalfallah, auteur d'un doublé samedi lors de la victoire décrochée à domicile face au NA Hussein Dey (2-1), a rejoint le milieu de terrain de l'USM Alger Hamza Koudri à la 2^e place au classement des buteurs de la Ligue 1 algérienne de football, avec 6 buts chacun, à l'occasion de la 13^e journée.

Khalfallah et Koudri, sans aucun penalty, talonnent de près l'actuel meilleur baroudeur de la compétition, le meneur de jeu de l'ASO Chlef Kaddour

Beldjilali, qui compte 7 réalisations au compteur.

Dans ce classement des buteurs, le trio de tête est suivi par quatre joueurs qui comptent cinq buts chacun : Hamza Belahouel (CR Belouizdad), Mohamed Amine Amoura (ES Sétif), Adil Djabout (AS Ain M'lila) et Billel Messaoudi (JS Saoura).

Cette 13^e journée a été tronquée de quatre rencontres : MC Alger - ASO Chlef, JS Kabylie - CS Constantine, CR Belouizdad - WA Tlemcen et JS Saoura - ES Sétif, reportées en raison de l'en-

gagement du MCA, du CRB, de la JSK et de l'ESS dans les compétitions africaines interclubs.

Pour rappel, trois joueurs avaient terminé co-meilleurs buteurs lors de la saison 2019-2020, suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus.

Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Ain M'lila puis Al-Tae Hail/Arabie saoudite) et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal et Al-Wakrah/Qatar) avec 10 buts chacun.

LIGUE 1 / MC ORAN Madoui nouvel entraîneur du MC Oran

Kheireddine Madoui a été officiellement désigné nouvel entraîneur du MC Oran, a indiqué dimanche la direction de ce club de Ligue 1 de football.

Le successeur d'Omar Belatoui, qui avait à son tour remplacé Bernard Casoni, a été présenté à la presse après avoir signé un contrat s'étalant jusqu'à la fin de la saison en cours, a précisé à l'APS, Rafik Cherak, le chargé de communication et de marketing au sein du club phare de la capitale de l'Ouest.

Le même responsable a fait savoir, en outre, que Belatoui, qui avait demandé lui-même à partir au milieu de la semaine passée, "peut, s'il le souhaitait, poursuivre sa mission au sein du staff technique, en tant qu'entraîneur-adjoint", soit la même fonction qu'il occupait sous Casoni.

La première sortie de Madoui, qui a entraîné la saison passée le club saoudien d'Al Taawoun, aura lieu le week-end prochain lors du match en déplacement contre le CS Constantine pour le compte de la 14^e journée.

Le MCO, qui reste sur une large victoire à domicile contre l'US Biskra (6-0) vendredi passé, occupe la 5^e place au classement avec 25 points, rappelle-t-on.

LIGUE 1 / MC ORAN Un autre délai demandé pour compléter le dossier de licence professionnelle

La direction du MC Oran a demandé un autre délai pour compléter son dossier relatif à la demande de la licence professionnelle auprès de la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), relevant de la Fédération algérienne de football, a-t-on appris dimanche de ce club de Ligue 1.

Cette demande a été faite après l'échec de la direction oranaise de fournir tous les documents exigés par la DCGF dans les délais fixés, à savoir le 11 février, et ce, pour la deuxième fois de suite.

Cela expose l'équipe à une défalcation d'un point en plus d'une amende financière de 300.000 dinars, comme deuxième sanction après avoir déjà fait l'objet d'une amende de 200.000 dinars lors de l'expiration du premier délai, le 10 janvier passé.

La même source a précisé qu'il restait encore un dernier document à établir pour compléter le dossier en question.

Il s'agit du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires qui devrait se tenir dans les prochains jours pour adopter le bilan financier de l'exercice 2019.

L'absence du président du Conseil d'administration, Tayeb Mahiaoui, qui se trouve actuellement en France pour des "raisons de santé" et qui ne devrait rentrer au pays que jeudi prochain, a retardé la tenue de l'assemblée générale des actionnaires, selon le motif évoqué par la direction du club dans sa doléance.

Par ailleurs, le MCO devrait annoncer lundi le nom du nouvel entraîneur devant succéder à Omar Belatoui, a-t-on indiqué de même source, assurant que la direction du club n'a pas l'intention de se séparer de Belatoui qui sera invité à faire partie du staff technique, lui qui avait remplacé Bernard Casoni après le départ de ce dernier au bout de huit journées.

C'est Kheireddine Madoui qui est en pôle position pour prendre les rênes techniques des "Hamraoua", quatrième au classement après 13 journées, même si le président Mahiaoui est en négociations avec d'autres techniciens, à l'image de Nabil Neghiz, Mouaz Boukaz et Abderrahmane Mehdaoui, a-t-on signalé.

LIGUE 1 / RC RELIZANE Le staff technique pas encore fixé sur le nouveau lieu de domiciliation

Le staff technique du RC Relizane se réunira mardi avec le président de ce club de Ligue 1 de football pour trancher le lieu de domiciliation de l'équipe après la fermeture du stade Tahar-Zoughari afin de l'équiper d'une nouvelle pelouse, a-t-on appris dimanche de l'entraîneur-adjoint.

"Pour le moment, nous n'avons pas une idée précise sur notre prochain lieu de domiciliation, nous avons convenu avec le président du club de nous réunir mardi pour trancher le sujet", a déclaré Sebah Benyagoub à l'APS. Le même technicien a fait savoir, en outre, que l'éventualité de voir son équipe accueillir au stade Mohamed-Boumezzrag (Chlef) ses prochains adversaires "n'est pas à écarter".

Le stade Tahar-Zoughari a fermé ses portes à l'issue du match RCR-JSM Skikda (2-1), joué samedi dans le cadre de la 13e journée de championnat, pour permettre le lancement des travaux de pose d'une nouvelle pelouse synthétique de 6e génération, rappelle-t-on.

La direction de la jeunesse et des sports de Relizane s'est entendue avec l'entreprise réalisatrice d'achever les travaux au bout de 40 jours, durant lesquels le "Rapid" devra accueillir ses adversaires en dehors de ses bases.

"Certes, on sera handicapés par le fait de jouer loin de nos bases, mais nous avons tant attendu la pose d'une nouvelle pelouse dans notre stade, vu que l'actuelle, qui s'est nettement détériorée, a causé plusieurs blessures à nos joueurs", a encore dit le premier assistant de Si Tahar Cherif El Ouezzani à la barre technique du RCR qui retrouve l'élite cette saison après quatre années passées au purgatoire.

Le RCR sera contraint au repos le week-end prochain après le report de son match en déplacement contre la JS Kabylie en raison des obligations africaines des "Canaris". Les protégés de Cherif El Ouezzani rendront visite au NA Hussein-Dey lors de la journée suivante. Le "Rapid", qui reste sur deux victoires de rang après une série de contre-performances, a réussi à se hisser à la 10e place avec 17 points.

LIGUE 1 FRANÇAISE (25E J) LYON - MONTPELLIER (1-2) "Nous allons rectifier" le tir (Benlamri)

Le défenseur international algérien de l'Olympique lyonnais, Djamel Benlamri, reste confiant quant à la capacité de son équipe à "rectifier" le tir, après la défaite concédée samedi soir à domicile face à Montpellier HSC (1-2), dans le cadre de la 25e journée de la Ligue 1 française de football.

"Tous les matches sont importants pour nous, on les prépare tous sérieusement. Le championnat est encore long, on va jouer jusqu'au bout et on va rectifier", a réagi Benlamri au micro de Canal+, à l'issue de la partie. Benlamri, arrivé durant l'intersaison en provenance d'Al-Shabab (Arabie Saoudite), a fait son apparition en première période (25e), en remplacement du Brésilien Marcelo, sorti sur blessure. L'OL a raté une belle occasion de préserver sa position de leader, occupée désormais provisoirement par le Paris SG, vainqueur samedi à domicile de l'OGC Nice (2-1). "On n'a pas de chance aujourd'hui. C'est le football, on va continuer à travailler. On s'est créé beaucoup d'occasions, alors que Montpellier n'a créé qu'une ou deux occasions... mais ils ont été plus efficaces que nous. C'est dommage, c'est le football", a-t-il ajouté. L'autre international algérien de l'OL, l'attaquant Islam Slimani, signataire d'un contrat de 18 mois en janvier, a été incorporé à la 72e minute en remplacement de Houssem Aouar. Il s'agit d'un véritable coup d'arrêt



pour l'OL, qui restait sur quatre victoires de suite, dont deux en déplacement. Lors des deux prochaines journées, les Lyon-

nais effectueront deux voyages de rang, pour affronter le Stade Brestois (19 février) et l'Olympique Marseille (28 février).

LIGUE 1 FRANÇAISE - MONTPELLIER Delort de nouveau blessé aux ischio-jambiers

L'attaquant international algérien de Montpellier, Andy Delort a contracté une nouvelle blessure aux ischio-jambiers, samedi soir lors de la victoire en déplacement de son équipe chez l'Olympique lyonnais (2-1), ce qui devrait l'éloigner des

terrains pendant un certain temps. Le champion d'Afrique 2019 s'était déjà blessé à ce niveau au mois de janvier dernier. Samedi, il a cédé sa place à la 46'. La première mi-temps a été toutefois suffisante pour l'avant-centre de 29 ans de se

montrer une nouvelle fois décisif et de contribuer à la performance de son équipe, puisque c'est lui qui a servi son coéquipier, Téji Savanier, sur l'action du premier but. C'est la 8e passe décisive pour Delort cette saison, lui qui

compte également 9 buts personnels en 19 apparitions avec le MHSC. L'Algérien devrait bientôt subir de nouveaux examens médicaux pour être fixé sur la nature de sa blessure et surtout connaître la durée exacte de son indisponibilité.

TUNISIE - ES TUNIS Gravement blessé, l'Algérien Tougaï opéré avec succès

Le défenseur algérien de l'ES Tunis (Div.1 tunisienne de football) Mohamed Amine Tougaï, victime d'une fracture au niveau du talon, a été opéré avec succès samedi soir à Tunis, a annoncé le club tunisien dans un communiqué.

"L'intervention chirurgicale réalisée par le Dr.

Moncef Ben Abid à notre défenseur central s'est bien déroulée, le joueur va quitter la clinique lundi, alors que sa durée d'indisponibilité sera fixée ultérieurement", a indiqué l'Espérance sur sa page officielle Facebook.

Formant la charnière centrale de l'EST avec l'autre défenseur algérien Abdelkader Bedrane, Tougaï (21 ans) s'est blessé samedi, lors du match disputé à domicile



face aux Sénégalais de Teungueth FC (2-1), dans le cadre de la 1re journée (Gr. D)

de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique. Une terrible nouvelle pour l'ancien joueur du NA Hussein-Dey qui a commencé à faire ses preuves cette saison avec l'Espérance, arachant une place de titulaire en défense centrale. Outre Tougaï, le club champion de Tunisie en titre a également perdu les services du milieu de terrain Ghailene Chaâlali, sorti sur blessure en première période.

Lors de la 2e journée prévue le 23 février, l'EST se déplace à Alger pour affronter le MCA (20h00), alors que Teungueth FC, dont il s'agit de la première participation, recevra le même jour le Zamalek (17h00 algériennes).

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE EL TARF
DAIRA DE DREAN
COMMUNE DE DREAN
N° FISCAL : 096236139048319/01

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE PROJET

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de services public., Le président de l'assemble populaire communal de Dréan informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'avis D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2020 QUE L'AVIS D'ATTRIBUTION PARU AUX QUOTIDIENS . DK NEWS DU 05/01/2021 EN DATE DU 03/01/2021

الشعب DES LOTS 02 ,04 ET DU PROJET « Réalisation des travaux: Aménagements à travers la commune de Dréan Dans Des Lots Séparés.

Lot N°02 : AMENAGEMENT AXE PASSAGE A NIVEAU BORDJ NEM AU ROND POINT AMROUNI HASSAN.

Lot N°04 : AMENAGEMENT VOIRIES+ TROTTOIRS BOUFARA 89-A.

que la procédure d'évaluation des offres a donné le résultat suivant:

désignation	L'entreprise	Montant global après correction	Montant après Rabai	Délais d'exécutions	Observation
Lot N°02 : AMENAGEMENT AXE PASSAGE A NIVEAU BORDJ NEM AU ROND POINT AMROUNI HASSAN.	GHOUFRIA CHERIF	20 928 436,00	15 744 462,41	05 MOIS	Conformément à l'article 08 du cahier de charges P.E.T.B bénéficiaire de l'opération en s'alignant à l'offre du moins disant
Lot N°04 : AMENAGEMENT VOIRIES+ TROTTOIRS BOUFARA 89-A.	EURL SIRA BRABRI Charaf Eddine	72 784 880,80		06 MOIS	MOINS DISANT

LES REDS ÉGALENT UN TRISTE RECORD

Leicester s'est imposé face à Liverpool (3-1), dans le cadre de cette 24ème journée de Premier League. Suite à ce revers, les Reds viennent d'égaliser un triste record, datant de 2014. En effet, OptaJoe indique que les Reds ont perdu trois matches consécutifs en Premier League, pour la première fois depuis novembre 2014. C'était sous les ordres de Brendan Rodgers, qui occupe aujourd'hui le poste d'entraîneur de Leicester.



POCHETTINO VISE LLORIS

Mauricio Pochettino, l'ancien manager de Tottenham, désormais entraîneur du PSG, aimerait bien récupérer son ancien gardien Hugo Lloris.

Selon le média anglais, Football Insider, Mauricio Pochettino aurait fait d'Hugo Lloris l'une de ses principales cibles du mercato estival 2021. L'actuel coach du PSG n'aurait pas perdu le contact avec l'international français et ferait tout pour le convaincre de le rejoindre à Paris.

Hugo Lloris est sous contrat jusqu'en juin 2022 avec Tottenham. Les Spurs auraient tout intérêt à laisser filer leur gardien âgé de 34 ans alors qu'il entrera dans la dernière année de son contrat. Les deux hommes s'apprécient depuis leur collaboration à Londres et seraient devenus amis.

CASEMIRO INTOUCHABLE AU REAL

Marca affirme que le Real Madrid n'acceptera aucune offre pour son milieu de terrain brésilien.

Le voyage de Casemiro dans l'équipe première du Real Madrid n'a pas été facile, le Brésilien cherchant à rentrer dans son pays à ses débuts dans la capitale espagnole, jusqu'à ce que José Mourinho croise sa route et l'introduise dans le onze. et est depuis devenu un élément central de l'équipe.

Son importance est telle pour l'équipe que le Real Madrid n'écouterait même pas les offres qui viendraient pour le milieu de terrain cet été, selon une indiscretion de Marca.

Les temps sont difficiles d'un point de vue économique et Casemiro ne manque pas de prétendants, mais le Real ne peut être tenté par aucune somme : Casemiro a un contrat jusqu'en 2023 avec Madrid et le club espère qu'il le remplira, ce qui semble être l'intention du joueur. Marca indique que le Paris Saint-Germain s'est enquis de lui l'été dernier et celui d'avant. Mais il a été précisé qu'il n'était pas à vendre.

Lorsqu'il semblait que Casemiro était sur le point de quitter le Real Madrid et de revenir au Brésil, José Mourinho lui a donné une chance contre le Real Betis, ce qui a déclenché un tournant et chaque entraîneur au club, notamment depuis l'époque de Rafa Benitez, a fait de lui l'un des premiers noms sur leur feuille de match, et Zinedine Zidane ne fait pas exception. Cette saison, il n'a raté que deux matchs, à cause du coronavirus, ainsi que celui contre l'Athletic Club pour cause de suspension. Avec quatre buts en championnat et un autre en Ligue des champions, Casemiro est le deuxième meilleur buteur de l'équipe cette saison. Seul l'attaquant français du Real Karim Benzema a marqué plus que le Brésilien, avec onze pions marqués en Liga Santander et quatre en la Ligue des champions.

THAUVIN REJETÉ PAR LE REAL

Le média Defensa Central, spécialisé sur le Real Madrid affirme que la candidature de Florian Thauvin pour rejoindre le Real Madrid a été refusé. Le joueur répond avec ironie sur son compte Twitter ! Florian Thauvin ne devrait pas prolonger son contrat avec l'Olympique de Marseille. Le FC Séville et l'AC Milan seraient en pôle position pour récupérer gratuitement l'international français.

Selon les informations de Defensa Central, média spécialisé sur le Real Madrid affirme qu'il a été proposé au club madrilène. Il explique ensuite que Zinedine Zidane n'a pas donné suite à cette proposition, jugeant que Thauvin n'apporterait pas vraiment de plus value à l'effectif des Merengues. Sur son compte Twitter, Florian Thauvin a vu passer cette info et a répondu avec ironie. On comprend facilement que l'international français réfute toutes tentatives de rejoindre le Real Madrid. En revanche, il ne semble pas enclin à continuer son aventure à l'OM.



CEBALLOS VENDU DÈS CET ÉTÉ ?

Toujours selon Mirror, le Real Madrid aurait fixé le prix de Dani Ceballos à 22M€. Acheté 16,5M€ au Bétis Séville en 2017, le milieu rapporterait donc plus de l'argent en cas de vente que ce qu'il avait payé Florentino Pérez pour s'offrir les services du joueur. Ceballos ne souhaite pourtant pas partir du Real sans s'y être imposé comme il le déclarait en janvier dernier. « Zidane m'a dit que j'avais besoin de jouer. Il a été clair avec moi. J'ai signé un long contrat avec Arsenal. Il me reste deux ans et demi. Mon objectif est de réussir à Arsenal. Mon souhait est de porter le maillot de Madrid ». Il faudra une belle deuxième partie de saison au natif d'Ultras pour espérer porter les couleurs d'Arsenal ou du Real la saison prochaine. Et prétendre à une place à l'Euro avec l'Espagne en juin.

Solomon confirme des discussions

Convoité par Arsenal depuis plusieurs mois, Manor Solomon a confirmé avoir des discussions en cours avec le club londonien. Mais avec d'autres clubs anglais également.

Manor Solomon, âgé de 21 ans, évolue sous les couleurs du Chakhtar Donetsk. Ses performances au sein de l'équipe ukrainienne attirent les convois. En Angleterre notamment et plus précisément Arsenal qui aurait entamé des discussions avec l'ailier israélien rapporte le média Metro UK

« Il y a des discussions avec des équipes d'Angleterre », a déclaré Solomon à la publication israélienne Sports. « Il y a des choses qui peuvent arriver en été. Mon rêve est de jouer en Angleterre et cela semble aussi être l'option la plus réaliste pour moi, et les équipes en Angleterre peuvent payer. », a-t-il ajouté. Sous contrat jusqu'en juin 2023, Manor Solomon est valorisé 15 M€.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

RÉDACTION ADMINISTRATION

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

AUDIENCES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les responsables de trois partis politiques...

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche au siège de la présidence de la République, les responsables de trois partis politiques.

Il s'agit du président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderazak Makri, du président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, ainsi que d'une délégation du Front des forces socialistes (FFS) composée du Premier secrétaire national, Youcef Aouchiche, et du membre de l'instance présidentielle du parti, Hakim Belacel. Le Président Tebboune avait reçu samedi, successivement, le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid et le président de Jil Jadid, Djilali Sofiane.



...le président de Jil Jadid...

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu samedi après-midi au siège de la présidence de la République, le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali. Dans une déclaration au terme de cette audience, M. Sofiane Djilali a indiqué que sa rencontre avec le président de la République "intervient dans le cadre du dialogue politique" et a permis d'évoquer "un nombre important de dossier", soulignant que le pays passait actuellement par "une impor-

...tante étape". Outre "les élections législatives, les préparatifs y affèrent et le code électoral", cette audience a été l'occasion, selon M. Sofiane, d'aborder "nombre de dossiers intéressant le citoyen algérien, à l'instar de la bureaucratie et des problèmes relatifs à l'administration, l'investissement, l'emploi, l'habitat et le développement".

A cette occasion, le président de Jil Jadid a insisté sur l'importance de "sortir rapidement de l'organisation des

questions politiques pour élire un parlement représentant le peuple et des assemblées locales qui soient le fruit d'élections propres".

Il sera question après de "se lancer dans le processus d'édification en s'attaquant aux problèmes majeurs ayant trait au développement du pays, la création d'une économie forte et l'augmentation du pouvoir d'achat du citoyen", a-t-il ajouté.

...le Président du Front El Moustakbel...

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, samedi après-midi au siège de la Présidence de la République, le président du Front El Moustakbel, M. Abdelaziz Belaid.

Dans une déclaration à la presse au terme de cette audience, M. Belaid a indiqué s'être entretenu avec le Président Tebboune sur "la situation sociale, poli-

tique et économique dans le pays". Après avoir écouté "les éclaircissements et l'analyse approfondie de la situation par le Président de la République", le président du Front El Moustakbel a fait part de son avis et de celui de son parti concernant tous les points abordés.

M. Belaid a affirmé être "très optimiste" après cette audience, au vu de ce

qu'il avait ressenti chez M. Tebboune, comme "une forte volonté de résoudre, à l'avenir, tous les problèmes en suspens".

Le président du Front El Moustakbel a formé le vœu de voir, "l'élite politique, la société civile et les citoyens, contribuer à la préservation de la stabilité du pays", ce qui est, a-t-il ajouté, susceptible de "résoudre tous les problèmes".

... et le président du mouvement El-Bina

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu samedi après-midi au siège de la Présidence de la République, le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina. Cette rencontre "positive" a été une occasion pour souhaiter au Président Tebboune un bon retour au pays, transmettre les préoccupations des citoyens suite à la pandémie du coronavirus et débattre des mesures urgentes pour rétablir la quiétude et le bien-être des citoyens", a déclaré M. Bengrina à la

presse au sortir de l'audience. L'entrevue a permis également d'évoquer le 2e anniversaire du Hirak populaire et de mettre l'accent sur la nécessité de "rétablir la cohésion entre tous les Algériens", a-t-il ajouté. M. Bengrina a indiqué avoir débattu avec le président de la République du "déficit dont souffrent plusieurs départements ministériels et de la possibilité d'opérer des remaniements que le Président de la République estime appropriés au service du peuple algérien". Les discussions ont porté,

entre autres, sur "les menaces qui portent atteinte à la souveraineté nationale et sur certaines parties algériennes qui pourraient servir d'outil d'atteinte à la souveraineté nationale, sciemment ou inconsciemment", a-t-il ajouté. Plusieurs dossiers à même de "réparer les injustices faites aux citoyens, de relancer la scène politique, de dissoudre le parlement, d'organiser des élections et de réviser du code électoral" ont également été évoqués lors de cette rencontre.

AFFAIRE "GB PHARMA"

Des peines de 10 ans de prison requises contre Ouyahia et Sellal et 3 ans contre Zaalane

JUSTICE

Le Procureur général près la Cour d'Alger a requis, dimanche, une peine de 10 ans de prison assortie d'une amende de 1 million de dinars contre les anciens Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia et 3 ans de prison contre l'ancien ministre, Abdelghani Zaalane, poursuivis pour corruption dans l'affaire de "GB Pharma", filiale du groupe Condor, propriété de la famille Benhamadi et le financement occulte de la campagne électorale de l'ex-Président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Le procureur général a également requis la saisie des objets confisqués énoncés dans le procès-verbal du rapport du conseiller-instructeur près la Cour suprême. Fin novembre dernier, le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait prononcé dans cette affaire une peine de 5 ans de prison ferme à l'encontre de Ouyahia et Sellal, et acquitté l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, et directeur de campagne de l'ex-Président Bouteflika, Abdelghani Zaalane. Ouyahia et Sellal sont accusés d'octroi de privilèges injustifiés au Groupe Condor et à ses filiales, dont des facilitations pour la réalisation d'une usine de fabrication de médicaments "GB Pharma". Le Groupe Condor avait bénéficié auprès de Ouyahia et de Sellal de facilitations jugées illégales pour la réa-

lisation d'un centre pour brûlés à Skikda par la société "Travocovia", une des filiales de ce groupe, ainsi que d'interventions lors de la passation de marchés avec l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis pour l'acquisition de téléphones portables et de tablettes auprès du groupe Condor. Les frères Benhamadi sont égale-

ment poursuivis pour participation au financement de la campagne électorale de l'ex-Président Bouteflika, à travers un compte bancaire ouvert spécialement pour recueillir les apports financiers de parties sans aucun lien avec l'élection.

Le procès se poursuit avec les plaidoyers de la

défense des accusés. L'audience du matin a été consacrée à l'audition des accusés, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, Abdelghani Zaalane et le témoin Mohamed Salah Daas, ancien sous-directeur à Mobilis, qui a nié toute "intervention" des anciens responsables dans la gestion des marchés de l'entreprise.

Report au 28 février du procès en appel de l'affaire de pillage du foncier touristique à Skikda

La Cour d'Alger a reporté, dimanche, au 28 février en cours le procès en appel de l'affaire de pillage du foncier touristique dans la wilaya de Skikda dans laquelle sont poursuivis l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia ainsi que d'autres ministres. Le report fait suite à la demande de la Défense des accusés. Début janvier dernier, le tribunal de première instance avait prononcé des peines allant de trois (3) à sept (7) ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia et des deux anciens ministres des Travaux publics, Amar Ghoul et Abdelghani Zaalane poursuivis dans cette affaire. Le tribunal a condamné Ahmed Ouyahia à une peine de 7

ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars, alors que les deux anciens ministres des Travaux publics, Amar Ghoul et Abdelghani Zaalane ont écopé d'une peine de 3 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. L'investisseur Ben Fassih Mohamed a été condamné à 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA. La même juridiction a également prononcé une peine de 2 ans de prison ferme et une amende d'un million DA à l'encontre des ex-walis de Skikda Fawzi Ben Hocine et Derfouf Hadjri, tandis que l'ancien wali Mohamed Bouderbali a été condamné à 5 ans de prison ferme. Pour ce qui est des autres accusés,

Kamel Aliouane, a écopé de deux ans de prison ferme. L'ancien directeur des domaines Rachid Amara a écopé de deux ans de prison. Une peine de deux ans de prison ferme a été prononcée contre le fils de l'homme d'affaires Ben Fassih Mohamed. Sont poursuivis pour abus de fonction, octroi d'indus privilèges et dilapidation de deniers publics dans l'affaire de pillage du foncier à Skikda, l'homme d'affaires Mohamed Ben Fassih et l'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia, les anciens ministres des Transports et des Travaux publics Amar Ghoul et Abdelghani Zaalane, d'anciens walis de Skikda et plusieurs cadres des Directions exécutives.

ALGÉRIE-LIBYE M. Boukadoum s'entretient au téléphone avec le nouvel émissaire de l'ONU pour la Libye

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum s'est entretenu dimanche au téléphone avec le nouvel émissaire de l'ONU pour la Libye, Jan Kubis, du processus politique onusien pour la résolution de la crise libyenne.

"Les voies de relance du processus politique pour la résolution de la crise libyenne et le rôle de l'Algérie et des pays voisins dans le soutien de ces efforts pour la préservation de l'unité et de la souveraineté de ce pays frère, loin des ingérences étrangères, ont été au centre d'un entretien téléphonique que j'ai eu aujourd'hui avec le nouvel émissaire de l'ONU pour la Libye, Jan Kubis", a tweeté M. Boukadoum.

DEMANDE ET RETRAIT EN LIGNE DU CASIER JUDICIAIRE Lancement du service

Le dispositif de demande et de retrait à distance de la version électronique du casier judiciaire sera lancé officiellement lundi au siège de la Direction générale de la modernisation de la justice à Bir Mourad Rais, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Justice.

"Dans le cadre de la concrétisation de la modernisation des prestations judiciaires, adoptée par le ministère de la Justice en matière de simplification des démarches d'obtention à distance des documents de justice, il sera procédé au lancement officiel du dispositif de demande et de retrait à distance du casier judiciaire (bulletin N 3), lundi 15 février 2021, à partir de 10h00, au siège de la Direction générale de la modernisation de la justice à Bir Mourad Rais", lit-on dans le communiqué. Devenant désormais "entièrement électronique", ce service "épargnera au citoyen la contrainte du déplacement vers l'enceinte judiciaire, et ce au titre du programme de numérisation et de modernisation de la structure d'état civil et de l'amélioration du service public dans le secteur de la Justice".

Ce service, qui vise également à "renforcer les mécanismes à même de rapprocher l'Administration du citoyen, figure parmi les plus importants axes prioritaires que le Gouvernement a tenu à concrétiser en matière de e-gouvernance et de lutte contre la bureaucratie", indique-t-on dans le communiqué.